98e ANNÉE
VOL. 98

N° 6
971

15 FEV 1966

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 12 février 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Saturday, February 12, 1966

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday*** unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.
Exemplaire séparé: 40 cents chacun.
Feuilles volantes: $1.50 ladouzaine.
Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est nide notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377-1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.
Single copies: 40 cents each.
Slips: $1.50 per dozen.
Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377-1-52-o

Lettres patentes

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Reginald D. Tormey, avocat, 8715, rue De Grosbois, Montréal, Réjean R. Lefrançois, avocat, 763, avenue Querbes, Outremont, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 330, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Former une association d'hommes d'affaires, industriels, manufacturiers et propriétaires de la ville d'Anjou, sous le nom de « Anjou Businessmen's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et détenir, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5643-65

L'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Goulet, avocat, 46, Glencoe, Outremont, Bernard Tellier, avocat, 146, Wicksteed, Mont-Royal, et Lise Parant, secrétaire, fille majeure, 83, Mathieu, Laval, pour les objets suivants:

Grouper en association les entreprises commerciales engagées dans le domaine des marchés publics d'animaux vivants, sous le nom de « L'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec inc. ».

Letters Patent

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reginald D. Tormey, lawyer, 8715 De Grosbois Street, Montreal, Réjean R. Lefrançois, lawyer, 763 Querbes Avenue, Outremont, and Line Beaudoin, secretary, spinster of the full age of majority, 330 Brixton Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To form an association of the businessmen, industrialists, manufacturers and property owners of the town of Anjou, under the name of "Anjou Businessmen's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may onw and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5643-65

L'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Goulet, advocate, 46 Glencoe, Outremont, Bernard Tellier, advocate, 146 Wicksteed, Mount-Royal, and Lise Parant, secretary, fille majeure, 83 Mathieu, Laval, for the following purposes:

To group into an association the commercial enterprises engaged in the field of public marketing of livestock, under the name of "L'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5060-65

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5060-65

BLH compagnie limitée
BLH Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Guy Marcotte, avocat, 5080, boulevard Pie IX, app. 207, Montréal, Pierre Dureault, avocat, 266, avenue de Lorraine, Longueuil, Pierre Bouchard, avocat, 1198, Arbour, Pierrefonds, et Jacques Brien, avocat, 5598, Woodbury, Montreal, pour les objets suivants:

Faire la réparation de machines, moteurs, appareils, outils, instruments et articles de toutes sortes devant servir à des fins chirurgicales, médicales, hospitalières, industrielles ou autres, sous le nom de « BLH compagnie limitée — BLH Company Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Préville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5669-65

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Marcotte, lawyer, 5080 Pie IX Boulevard, Apt. 207, Montreal, Pierre Dureault, lawyer, 266 de Lorraine Avenue, Longueuil, Pierre Bouchard, lawyer, 1198 Arbour, Pierrefonds, and Jacques Brien, lawyer, 5598 Woodbury, Montreal, for the following purposes:

To repair machines, motors, appliances, tools, instruments and articles of all kinds serving in surgical, medical, hospitaller, industrial or other ends, under the name of "BLH compagnie limitée — BLH Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Préville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5669-65

Blain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Yvon Blain, courtier, Suzanne Pepin, sans profession, épouse séparée de biens dudit Yvon Blain, tous deux de 12207, James Morrice, Montréal, et Lucienne Joannette, rentière, veuve non remariée de Julien-Maurice Blain, 578, Liège, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'immeubles, sous le nom de « Blain inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8387, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4910-65

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Blain, broker, Suzanne Pépin, housewife, wife separate as to property of said Yvon Blain, both of 12207 James Morrice, Montreal, and Lucienne Joannette, annuitant, unremarried widow of Julien-Maurice Blain, 578 Liège, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and agents, under the name of "Blain inc.", with a total capital-stock of $100,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each 500 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 250 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is 8387, boulevard St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4910-65

Bonaventure Tobacco Shops Inc.
Débits de tabac Bonaventure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1545, McGregor, Montréal, Abel Selick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, et Lucille Blagdon, secrétaire, divorcée, non remariée, d'âge majeur, 10437, d'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1545 McGregor, Montreal, Abel Selick, advocate, 1605 Norway Road, Mount Royal, and Lucille Blagdon, secretary, divorced, unmarried of the full age of majority, 10437 d'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de marchandises généralement vendues dans les débits de tabac, sous le nom de « Bonaventure Tobacco Shops Inc.— Débits de tabac Bonaventure inc. », avec un capital total de $900, divisé en 900 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5573-65

J. Édouard Boucher, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: J.-Édouard Boucher, commerçant, Juliette Ferland, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Édouard Boucher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1181, rue Notre-Dame, Joliette, et France Boucher, étudiante, fille majeure, 3240, Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J. Édouard Boucher, ltée », avec un capital total de $101,500, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1341, rue Notre-Dame, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5512-65

Émilio Boucher ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Léopold Boucher, commerçant, Valéda Dumont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léopold Boucher, et Paul-Maurice Viel, comptable, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Émilio Boucher ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 180 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kanouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5654-65

Gérard Brien & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Gérard Brien, directeur de funérailles, Pierre Brien, directeur de funérailles, tous deux de 229, boulevard Queen nord, Sherbrooke, et Guy Brien, comptable, 323, Tiffin, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Gérard Brien & fils

To deal in all kinds of merchandise generally sold in tobacco shops, under the name of "Bonaventure Tobacco Shops Inc.— Débits de tabac Bonaventure inc.", with a total capital stock of $900, divided into 900 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5573-65

J. Édouard Boucher, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Édouard Boucher, trader, Juliette Ferland, housewife, wife common as to property of said J.-Édouard Boucher, and duly authorized by him for the presents, both of 1181 Notre-Dame Street, Joliette, and France Boucher, student, fille majeure, 3240 Maplewood, Outremont, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "J. Édouard Boucher, ltée", with a total capital stock of $101,500 divided into 100 common shares of $10 each, 10,000 preferred class "A" shares of $10 each and into 500 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 1341 Notre-Dame Street, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5512-65

Émilio Boucher ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold Boucher, trader, Valéda Dumont, housewife, wife contractually separate as to property of said Léopold Boucher, and Paul-Maurice Viel, accountant, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise generally found in a grocery business, under the name of "Émilio Boucher ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 180 preferred class"A" shares of $100 each and into 2,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5654-65

Gérard Brien & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Brien, funeral director, Pierre Brien, funeral director, both of 229 Queen Blvd. North, Sherbrooke, and Guy Brien, accountant, 323 Tiffin, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Gérard Brien & fils inc.", with a total

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5620-65

Jean-Paul Cadieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, et André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents manufacturiers et quincailliers, sous le nom de « Jean-Paul Cadieux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11934, Albert-Duquesne, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5690-65

Cameo Crafts Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, autorisant la fusion de la compagnie « Cameo Crafts Inc. », constitué en corporation par lettres patentes datées du 23e jour de décembre 1936, de la compagnie « Cameo Crafts Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 6e jour d'octobre 1944, et de la compagnie « L. & F. Kendall Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 23e jour de janvier 1961, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de cachets et étiquettes de toutes descriptions, sous le nom de « Cameo Crafts Incorporated », avec un capital-actions divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 666, Montée de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5764-65 — 1303/137

Carrières Dunham inc.
Dunham Quarries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Roger Beaulieu, avocat, 4125, Blueridge Crescent, Montréal, Des Neiges Lanthier, 3425, Papineau, Montréal, et Renée Mignault, 2185, Sauriol, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5620-65

Jean-Paul Cadieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guérin: 193 Beaconsfield Blvd., Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette St., Montreal-North, and André Brunet, 3565 Lagarde St., Laval, all three advocateM, for the following purposes:

To carry on business as manufacturing agents and hardware dealers, under the name of "Jean-Paul Cadieux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11934 Albert-Duquesne, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5690-65

Cameo Crafts Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing amalgamation of "Cameo Crafts Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of December, 1936, "Cameo Crafts Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1944, and "L. & F. Kendall Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of January, 1961, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To deal in seals and labels of every description, under the name of "Cameo Crafts Incorporated", with a capital stock divided into 50,000 common shares without nominal or par value and 500,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the new company is at 666 Montée de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5764-65 — 1303/137

Carrières Dunham inc.
Dunham Quarries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Beaulieu, advocate, 4125 Blueridge Crescent, Montreal, Des Neiges Lanthier, 3425 Papineau, Montreal, and Renée Mignault, 2185 Sauriol, Montreal, the two latter secretaries, spinster of the full age of majority, for the following purposes:

Exploiter des carrières, sous le nom de « Carrières Dunham inc. — Dunham Quarries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5586-65

To operate quarries, under the name of "Carrières Dunham inc. — Duham Quarries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5586-65

Léopold Cartier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, et Gilles L. Duguay, avocat, 15, de Vimy, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce dans toutes ses spécialités du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Léopold Cartier & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5619-65

Léopold Cartier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, 3500 Parc Lafontaine, Montreal, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, and Gilles L. Duguay, advocate, 15 de Vimy, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in all the specialties of cement and in its by-products, under the name of "Léopold Cartier & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5619-65

Central Department Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 3455, rue Aylmer, Montréal, Leonard Simcoe, avocat, 2787, Benjamin-Sulte, Montréal, et Bessie Plotnick, secrétaire, épouse séparée de biens de David Peters, 3805, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Central Department Store Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5526-65

Central Department Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, 3455 Aylmer Street, Montreal, Léonard Simcoe, advocate, 2787 Benjamin-Sulte, Montreal, and Bessie Plotnick, secretary, wife separate as to property of David Peters, 3805 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a department store, under the name of "Central Department Store Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5526-65

La Centrale d'ambulances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Paré, analyste, Denise Collin Brotherston, ménagère, veuve, tous deux de 5990, 11e avenue, et D. Grégoire Pelletier, commerçant, 5315, boulevard Langelier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et exploiter des services d'ambulances ou voitures de sécurité de toutes sortes, sous le nom de « La Centrale d'ambulances inc. », avec un capital total de $40,000, divisé

La Centrale d'ambulances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Paré, analyst, Denise Collin Brotherston, housekeeper, widow, both of 5990, 11th Ave., and D.-Grégoire Pelletier, trader, 5315 Langelier Blvd., all three of Montreal, for the following purposes:

To organize and operate ambulance and safety vehicle services of all kinds, under the name of "La Centrale d'ambulances inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 com-

en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5651-65

Chase International Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1965, constituant en corporation: George Simmonds, vendeur, Margie Hardin, secrétaire, épouse séparée de biens dudit George Simmonds, tous deux de 11776, Ranger, app. 3, Cartierville, et Joseph Durity, ingénieur, 3535, Aylmer, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de quincaillerie, poterie, articles en porcelaine et marchandise générale pour la décoration du foyer, sous le nom de « Chase International Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5521-65

Château Laurier (Mont-Laurier) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Henri Sabourin, hôtelier, Clarice Richard, ménagère, épouse commune en biens dudit Henri Sabourin, tous deux de 242, rue de La Madone, et Guy Roy, avocat, 346, rue de la Madone, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Château Laurier (Mont-Laurier) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5128-65

Chatel automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Henri Jobin, mécanicien, 11, rue Lourmel, Neufchâtel, Maurice Parent, mécanicien, 6, rue Drolet, Charlesbourg-Ouest, et Gérard Parent, comptable, 39, Bonaventure, Charlesbourg-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Chatel automobiles ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

mon shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5651-65

Chase International Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Simmonds, salesman, Margie Hardin, secretary, wife separate as to property of the said George Simmonds, both of 11776 Ranger, Apt. 3, Cartierville, and Joseph Durity, engineer, 3535 Aylmer, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, earthenware, porcelain ware and general merchandise for home decoration, under the name of "Chase International Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5521-65

Château Laurier (Mont-Laurier) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Sabourin, innkeeper, Clarice Richard, housewife, wife common as to property of said Henri Sabourin, both of 242 de La Madone Street, and Guy Roy, lawyer, 346 de la Madone Street, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Château Laurier (Mont-Laurier) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5128-65

Chatel automobiles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Jobin, mechanic, 11 Lourmel Street, Neufchâtel, Maurice Parent, mechanic, 6 Drolet Street, Charlesbourg-West, and Gérard Parent, accountant, 39 Bonaventure, Charlesbourg-West, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Chatel automobiles ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 640, rue Arago ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5440-65

Les Chevaliers de Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Gladu, manufacturier, 250, Laberge, Marcel Dorais, tailleur, 198, Bouthillier, Julien Caillé, vendeur, Ruisseau-Barré, Paul-Émile Bisson, menuisier, 23, St-Césaire, Alain Bertrand, journalier, 391, St-Charles, Claude Groleau, agent, chemin Chambly, tous six de Marieville, Jean-Louis Gendron, machiniste, 162, Barthe, Aurel Éthier, mécanicien, 65, Ste-Anne, tous deux de Sorel, Jean-Paul Larivière, mouleur, 402, Concorde, et Bernard Mathieu, soudeur, 1025, Desprès, ces deux derniers de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Combattre l'alcoolisme, rééduquer et réhabiliter les alcooliques par tous les moyens, sous le nom de « Les Chevaliers de Laval inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3860-65

Cine-Lab Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Laval, Ann Clark, 3455, rue Durocher, Montréal, et Shirley Zinman, 4875, avenue Bourret, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'outillages et fournitures pour la photographie, sous le nom de « Cine-Lab Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 970, avenue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5587-65

Cinéma de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Adolfo Papalia, marchand, 9011, 7e avenue, St-Michel, Stephen Marcovitch, avocat, 2785, avenue Maplewood, Montréal, et Abraham Gurman, avocat, 5530, chemin Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 640 Arago Street West, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5440-65

Les Chevaliers de Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Armand Gladu, manufacturer, 250 Laberge, Marcel Dorais, tailor, 198 Bouthillier, Julien Caillé, salesman, Ruisseau-Barré, Paul-Émile Bisson, carpenter, 23 St-Césaire, Alain Bertrand, day-labourer, 391 St-Charles, Claude Groleau, agent, Chambly Road, all six of Marieville, Jean-Louis Gendron, machinist, 162 Barthe, Aurel Éthier, mechanic, 65 Ste-Anne, both of Sorel, Jean-Paul Larivière, moulder, 402 Concorde, and Bernard Mathieu, welder, 1025 Desprès, the latter two of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To fight against alcoholism, to re-educate and rehabilitate alcoholics in every way, under the name of "Les Chevaliers de Laval inc.".

The amount to which are limited the immoveable properties which the corporation may acquire and possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3860-65

Cine-Lab Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Gerald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Laval, Ann Clark, 3455 Durocher Street, Montreal, and Shirley Zinman, 4875 Bourret Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in all kinds of photographic equipment and supplies, under the name of "Cine-Lab Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 970 Beaumont Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5587-65

Cinéma de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adolfo Papalia, merchant, 9011, 7th Avenue, St-Michel, Stephen Marcovitch, advocate, 2785 Maplewood Avenue, Montreal, and Abraham Gurman, advocate, 5530 Côte-St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fournir du divertissement au public, sous le nom de « Cinéma de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5621-65

Club Beauloisir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Ovilda Duquet, professeur, L'Ascension-de-Notre-Seigneur, Laurent Arsenault, homme de revêtement, 639, Jean XXIII, Léopold Belley, analyste, 501, St-Sacrement, Rémi Harvey, courtier d'assurances, 701, Carcajou, Albéric Maltais, garagiste, 322, Levasseur, Raymond Ouellet, vendeur, 624, Ste-Anne, J.-Paul Villeneuve, gérant, 32, rue Gagné, Bertrand Duchesne, papetier, 199, rue Boivin, Maurice Morissette, gérant, 123, rue Armand, Jean-Maurice Tremblay, cuviste, 15, rue Desmeules, Roger L. Côté, commis, 336, rue des Ormes, Roland Déry, mécanicien, 225, rue de la Gare, Rosaire Jean, cuviste, Quartier Naud, et Ernest Boivin, garagiste, 610, Chapdelaine, ces treize derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club Beauloisir inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 639, boulevard Jean XXIII, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5216-65

Compo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Léopold Soucy, agent, Adrienne Geoffrion, ménagère, épouse dudit Léopold Soucy, tous deux de 102, boulevard Dussault, et Paul Schoeters, imprimeur, 1070, Jean XXIII, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Compo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 102, boulevard Dussault, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5752-65

Coronet Construction Co. Ltd.
La Cie de construction Coronet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

To carry on business which consists in supplying the public with amusement, under the name of "Cinéma de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5621-65

Club Beauloisir inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ovilda Duquet, professor, L'Ascention-de-Notre-Seigneur, Laurent Arsenault, man performing coating, 639 Jean XXIII, Léopold Belldy, analyst, 501 St-Sacrement, Rémi Harvey, insurance broker, 701 Carcajou, Albéric Maltais, garage keeper, 322 Levasseur, Raymond Ouellet, salesman, 624, Ste-Anne, J.-Paul Villeneuve, manager, 32 Gagné Street, Bertrand Duchesne, stationer, 199 Boivin Street, Maurice Morissette, manager, 123 Armand Street, Jean-Maurice Tremblay, pot man, 15 Desmeules Street, Roger L. Côté, clerk, 336 des Ormes Street, Roland Déry, mechanic, 225 de la Gare Street, Rosaire Jean, pot man, Quartier Naud, and Ernest Boivin, garage keeper, 610 Chapdelaine, the last thirteen of Alma, for the following purposes:

To establish and manage a social club, under the name of "Club Beauloisir inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 639 Jean XXIII Boulevard, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5216-65

Compo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold Soucy, agent, Adrienne Geoffrion, housewife, wife of the said Léopold Soucy, both of 102 Dussault Boulevard, and Paul Schoeters, printer, 1070 Jean XXIII, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printers, engravers, binders and other similar trades, under the name of "Compo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 102 Dussault Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5752-65

Coronet Construction Co. Ltd.
La Cie de construction Coronet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Heath Place, Hampstead, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Brahm L. Campbell, 4530, Côte-des-Neiges, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Coronet Construction Co. Ltd.— La Cie de construction Coronet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5653-65

Cossette & Jacob inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marcel-J.-G. Beaumier, avocat, 101, 4e rue, Grand-Mère, Françoise Bourbeau, secrétaire, fille majeure, 595, Notre-Dame, Champlain, et Lise Boudreau, secrétaire, fille majeure, 116, St-Roch, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rénovation intérieure et de fabrication de meubles, sous le nom de « Cossette & Jacob inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Narcisse, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5314-65

Cra-Val Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: James Edward Drody, avocat, 2156 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, William Patrick Keating, avocat, 552, rue Berwick, Mont Royal, et Jennifer Ella Anstead, secrétaire, célibataire, 1516 ouest, avenue des Pins, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Cra-Val Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5641-65

Deschambeault Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Ubald Deschambeault, garagiste, Janine Deschatelets, ménagère,

23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Brahm L. Campbell, 4530 Côte-des-Neiges, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Coronet Construction Co. Ltd.— La Cie de construction Coronet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5653-65

Cossette & Jacob inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel-J.-G. Beaumier, lawyer, 101, 4th Street, Grand-Mère, Françoise Bourbeau, secretary, fille majeure, 595 Notre-Dame, Champlain, and Lise Boudreau, secretary, fille majeure, 116 St-Roch, Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in interior renovations and the manufacturing of furniture, under the name of "Cossette & Jacob inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 6,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Narcisse, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5314-65

Cra-Val Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Edward Drody, advocate, 2156 Sherbrooke Street West, Montreal, William Patrick Keating, advocate, 552 Berwick Street, Mount Royal, and Jennifer Ella Anstead, secretary, spinster, 1516 Pine Avenue West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cra-Val Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of the par value of $100 each and 390 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5641-65

Deschambeault Auto Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ubald Deschambeault, garage keeper, Janine Deschatelets, housewife, wife

épouse dudit Ubald Deschambeault, tous deux de Papineauville, et Réginald Robinson, comptable, Plaisance, pour les objets s uivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Deschambeault Auto Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Papineauville, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5583-65

Eastern Metro Chemicals Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Irving Beloff, administrateur, Sandra Pottel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Irving Beloff, tous deux de 1096, Mill Hill Crescent, Laval, et Judy Willinger, ménagère, épouse séparée de biens de Ted Smith, 1089, Mill Hill Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances chimiques, sous le nom de « Eastern Metro Chemicals Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5612-65

École Supérieure de boucherie & charcuterie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Louis Arthur Blackburn, agronome, rang St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, Augustin Delisle, agronome, 64, Laniel, Chicoutimi-Nord, et Roger Jolin, teneur de livres, 247, St-François, Jonquière, pour les objets suivants:

Exploiter une école de formation en rapport avec le dépeçage des animaux et l'apprêtage des viandes, sous le nom de « École Supérieure de boucherie & charcuterie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4571-65

Edison Electrical Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Earl H. Drymer, avocat, 5045, Borden, Montréal, Thérèse Laroche, 5945, 11e avenue, Montréal, et Claudine

of said Ubald Deschambault, both of Papineauville, and Réginald Robinson, accountant, Plaisance, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Deschambeault Auto Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Papineauville, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5583-65

Eastern Metro Chemicals Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Beloff, executive, Sandra Pottel, housewife, wife separate as to property of the said Irving Beloff, both of 1096 Mill Hill Crescent, Laval, and Judy Willinger, housewife, wife separate as to property of Ted Smith, 1089 Mill Hill Crescent, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, under the name of "Eastern Metro Chemicals Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5612-65

École Supérieure de boucherie & charcuterie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Arthur Blackburn, agronomist, St-Jean-Baptiste Range, Chicoutimi, Augustin Delisle, agronomist, 64 Laniel, Chicoutimi-North, and Roger Jolin, bookkeeper, 247 St-François, Jonquière, for the following purposes:

To operate a formation school in relation with the dismembering of animals and the carving of meat, under the name of "École Supérieure de boucherie & charcuterie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Talbot Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4571-65

Edison Electrical Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Earl H. Drymer, advocate, 5045 Borden, Montreal, Thérèse Laroche, 5945, 11th Avenue, Montreal, and Claudine Proutat, 175

Proutat, 175, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'électriciens, sous le nom de « Edison Electrical Supplies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2505, chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5579-65

Entreprises ciné-diffusion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Michel Frank, voyageur de commerce, Bessy Brimberg, ménagère, épouse commune en biens dudit Michel Frank, et Herbert Frank, étudiant, tous trois de 7431, Kingsley, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des salles cinématographiques, sous le nom de « Entreprises ciné-diffusion inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1501, chemin Oka, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5455-65

Les Entreprises Laguë ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, Constituant en corporation: Guy Laguë, gérant, Fernand Laguë, entrepreneur, Denis Laguë, garagiste, Michel Laguë, garagiste, et Germain Laguë, opérateur, tous cinq de Farnham Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Laguë ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Farnham Centre, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5588-65

Entreprises Moreault ltée
Moreault Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Moreault, avocat, Michel Moreault, étudiant en droit, tous deux de Lucerne, et Donat Vien, comptable agréé, 28, Taché, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Entreprises Moreault ltée — Moreault Enterprises Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 19,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Sherbrooke Street West, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Edison Electrical Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2505 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5579-65

Entreprises ciné-diffusion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Frank, commercial traveller, Bessy Brimberg, housewife, wife common as to property of the said Michel Frank, and Herbert Frank, student, all three of 7431 Kingsley, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To operate movie theaters, under the name of "Entreprises ciné-diffusion inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $25 each.

The head office of the company is at 1501 Oka Road, Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5455-65

Les Entreprises Laguë ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Laguë, manager, Fernand Laguë contractor, Denis Laguë, garage keeper, Michel Laguë, garage keeper, and Germain Lague, operator, all five of Farnham Center, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Laguë ltée", with a total capital of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Farnham Center, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5588-65

Entreprises Moreault ltée
Moreault Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Moreault, advocate, Michel Moreault, law-student, both of Lucerne, and Donat Vien, chartered accountant, 28 Taché, Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Entreprises Moreault ltée — Moreault Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of $10 each and 19,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 43, rue Front, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5302-65

Épic construction ltée
Épic Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Aimé Gosselin, entrepreneur, 460, 13e Rue, Laval, Valère Turcotte, représentant, 5653, Vermeil, Anjou, et Bernard Turcotte, entrepreneur, 283, 7e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Épic construction ltée — Épic Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5580-65

Epirotian Society of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Spiros Papathanakos, homme d'affaires, 5157, avenue du Parc, Athanasios Papacostas, entrepreneur peintre, 5396, avenue du Parc, Petros Raptis, agent d'assurance, 5363, avenue du Parc, Constantinos Litras, soudeur, 459, Edward Charles, Harilaos Papachristos, charpentier, 7444, Querbes, app. 1, Phillip Matzoukas, opérateur de machine, 5363, avenue du Parc, app. 2, Constantinos Pappas, photographe, 5217, avenue du Parc, Prokopios Pliakos, restaurateur, 3787, avenue Laval, app. 8, et Rena Karalis, annonceur à la radio, 8405, rue de l'Épée, app. 8, tous les neuf de Montréal, pour les objets suivants:

Unir dans les liens de l'amitié, camaraderie et d'entente cordiale, les personnes originaires du district de la Grèce connu sous le nom de Epiros, demeurant maintenant dans l'Ile de Montréal et la banlieue, sous le nom de « Epirotian Society of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5195-65

Louis Filo Building & Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, Mortimer Chaikelson, étudiant en droit, 5893, Clanranald, Montréal, et Susan M. Templeton, secrétaire, célibataire, 1563, McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 43 Front Street, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5302-65

Épic construction ltée
Épic Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aimé Gosselin, contractor, 460, 13th Street, Laval, Valère Turcotte, representative, 5653 Vermeil, Anjou, and Bernard Turcotte, contractor, 283, 7th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Épic construction ltée — Épic Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5580-65

Epirotian Society of Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Spiros Papathanakos, businessman, 5157 Park Avenue, Athanasios Papacostas, painter contractor, 5396 Park Avenue, Petros Raptis, insurance agent, 5363 Park Avenue, Constantinos Litras, welder, 459 Edward Charles, Harilaos Papachristos, carpenter, 7444 Querbes, Apt. 1, Phillip Matzoukas, machine operator, 5363 Park Avenue, Apt. 2, Constantinos Pappas, photographer, 5217 Park Avenue, Prokopios Pliakos, restaurant owner, 3787 Laval Avenue, Apt. 8, and Rena Karalis, radio announcer, 8405 de l'Épée Street, Apt. 8, all nine of Montreal, for the following purposes:

To unite people originating from the district of Greece known under the name of Epiros, now living in the Island of Montreal and the suburbs in the bonds of friendship, good fellowship and mutual understanding, under the name of "Epirotian Society of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5195-65

Louis Filo Building & Supply Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella, Montreal, Mortimer Chaikelson, law-student, 5893 Clanranald, Montreal, and Susan M. Templeton, secretary, spinster, 1563 McGregor, Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Louis Filo Building & Supply Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 460, rue St-Aubin, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5745-65

Jean Fréchette auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean Fréchette, commerçant, Jacqueline Lafleur, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Fréchette, tous deux de 2235, de Longueuil, Trois-Rivières, et Ludovic Prescott, comptable, 148, Nadeau, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Jean Fréchette auto ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2580, rue Royale, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5503-65

Charles Friedman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, 5622, avenue Jellicoe, Côte-St-Luc, Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Sylvia Ruffell, secrétaire, célibataire, 3871, Martial, app. 5, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Charles Friedman Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6525, avenue Wilderton, app. 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5749-65

Roland Gagné & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marc Jessop, avocat, 2748, boulevard Liégeois, Ste-Foy, André Marceau, avocat, 1529, boulevard de l'Entente, Québec, et Jacques Marquis, avocat, 1305, Pelletier, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Roland Gagné & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Louis Filo Building & Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 460 St-Aubin, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5745-65

Jean Fréchette auto ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Fréchette, trader, Jacqueline Lafleur, housewife, wife separate as to property of said Jean Fréchette, both of 2235 de Longueuil, Trois-Rivières, and Ludovic Prescott, accountant, 148 Nadeau, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Jean Fréchette auto ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $50 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2580 Royale Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5503-65

Charles Friedman Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, advocate, 5622 Jellicoe Avenue, Côte-St-Luc, Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Sylvia Ruffell, secretary, spinster, 3871 Martial, Apt. 5, Montreal North, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Charles Friedman Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6525 Wilderton Avenue, Apt. 604, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5749-65

Roland Gagné & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois, Blvd., Ste-Foy, André Marceau, advocate, 1529 de l'Entente Blvd., Québec, and Jacques Marquis, advocate, 1305 Pelletier, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Roland Gagné & associés inc.", with a total capital-stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5758-65

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province

13833 5758-65

Garage St-Jean (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Lucette Gilbert, secrétaire, fille majeure, 61 Churchill, Québec, Maurice Chabot, garagiste, Québec, et Roger Chabot, garagiste, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage St-Jean (1964) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5341-64

Garage St-Jean (1964) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucette Gilbert, secretary, fille majeure, 61 Churchill, Quebec, Maurice Chabot, garage keeper, Quebec, and Roger Chabot, garage keeper, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Garage St-Jean (1964) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5341-64

Gascony Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Irwin Gliserman, avocat, 5719, Brookside, Côte-St-Luc, Moe Ackman, avocat, 3123, 3e avenue, Laval, et Sidney Cutler, avocat, 2708, Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Gascony Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5622-65

Gascony Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irwin Gliserman, advocate, 5719 Brookside, Côte-St-Luc, Moe Ackman, advocate, 3123, 3rd Avenue, Laval, and Sidney Cutler, advocate, 2708 Soissons, Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Gascony Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5622-65

L. P. Girard lavage de vitres inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Léo-Paul Girard, commerçant, Françoise Girard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo-Paul Girard, tous deux de 70, boulevard Goineau, Laval, et Albert Cérat, maître-dessinateur, 86, boulevard Goineau, Laval, pour les objets suivants:

Fabrication, nettoyage et commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « L. P. Girard lavage de vitres inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, boulevard Goineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5377-65

L. P. Girard lavage de vitres inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-Paul Girard, trader, Françoise Girard, housewife, wife separate as to property of said Léo-Paul Girard, both of 70 Goineau Boulevard, Laval, and Albert Cérat, draftsman, 86 Goineau Boulevard, Laval, for the following purposes:

The manufacturing, cleaning and commerce of all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "L. P. Girard lavage de vitres inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 70 Goineau Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5377-65

L. P. Grenier & fils inc.
L. P. Grenier & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Émile Grenier, industriel, Rita Sylvain, ménagère, épouse dudit Émile Grenier, tous deux de 2696, chemin St-Louis, et Victorin Bergeron, comptable, 2611, boulevard Laurier, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'installation de paratonnerres, sous le nom de « L. P. Grenier & fils inc.— L. P. Grenier & Son Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2696, chemin St-Louis, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 21-66

Hood Securities (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en Loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Montréal, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, Côte-des-Neiges, Montréal, Montréal, et Arthur Quesnel, commis, 1155, ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce général de placements sous le nom de « Hood Securities (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5477-65

Hôtel Legault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Robert Legault, commerçant, Yvette Raymond, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Legault, tous deux de 10728, André-Jobin, Montréal, et Blanche Denis, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Aimé Legault, 10361, rue Rancourt, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des hôtels, motels et restaurants, sous le nom de « Hôtel Legault inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5411-65

Ideal Lamp Shade Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

L. P. Grenier & fils inc.
L. P. Grenier & Son Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Grenier, industrialist, Rita Sylvain, housewife, wife of the said Émile Grenier, both of 2696 St-Louis Road, and Victorin Bergeron, accountant, 2611 Laurier Boulevard, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on the business and installation of lightning-arresters, under the name of "L. P. Grenier & fils inc.— L. P. Grenier & Son Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2696 St-Louis Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 21-66

Hood Securities (Quebec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Montreal, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte-des-Neiges, Montreal, and Arthur Quesnel, clerk, 1155 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Hood Securities (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5477-65

Hôtel Legault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Legault, merchant, Yvette Raymond, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Legault, both of 10728 André-Jobin, Montreal, and Blanche Denis, housewife, wife contractually separate as to property of Aimé Legault, 10361 Rancourt Street, Montreal, for the following purposes:

To operate one or several hotels, motels and restaurants, under the name of "Hôtel Legault inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 300 common shares of $100 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5411-65

Ideal Lamp Shade Mfg. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, Hendrick Kooiman, 309, Glengarry, Mont-Royal, et Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lampes, d'appareils électriques, de nouveautés, de meubles et de tous autres articles de décoration, sous le nom de « Ideal Lamp Shade Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5367-65

Imprimerie G M inc.
G M Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Ducharme, avocat et conseiller en Loi de la reine, 401, avenue Stuart, Outremon, Thomas Ducharme, notaire, 268, avenue Blomfield, Outremont, Jean Filiatreault, avocat, 10400, Iberville, Montréal, et Claire Morin, secrétaire, fille majeure, 1119, Mont-Royal est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie G M inc. — G M Printing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 579, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5602-65

Imprimerie Sept-Iles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Fernand Lafrance, imprimeur, 551, avenue Cartier, Louis Lambert, imprimeur, 839, rue Giasson, et Richard Bisson, voyageur de commerce, 386, avenue Humphrey, tous trois de Sept-Ile, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Sept-Iles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5650-65

Les Industries Beaumont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Borromée Mongrain, entrepreneur général, 2152, avenue Carier, Sha-

28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 309 Glengarry, Mont-Royal, and Fernand Beauregard, 6437, Pie IX Boulevard, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in lamps, electrical appliances, novelties, furniture and all other decorative articles, under the name of "Ideal Lamp Shade Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5367-65

Imprimerie G M inc.
G M Printing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Ducharme, advocate and Queen's Counsel, 401 Stuart Ave., Outremont, Thomas Ducharme, notary 268 Bloomfield Ave., Outremont, Jean Filiatreault, advocate, 10400 Iberville, Montreal, and Claire Morin, secretary, fille majeure, 1119 Mount-Royal East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie G M inc. — G M Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 579 Notre-Dame St., Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5602-65

Imprimerie Sept-Iles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lafrance, printer, 551 Cartier Avenue, Louis Lambert, printer, 839 Giasson Street, and Richard Bisson, travelling salesman, 386 Humphrey Avenue, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Sept-Iles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5650-65

Les Industries Beaumont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Borromée Mongrain, general contractor, 2152 Carier Ave., Shawinigan, Hermile

winigan, Hermile Mongrain, gérant, 563, Place du Marché, Shawinigan, et Robert Richard, menuisier, St-Gérard-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Les Industries Beaumont inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 400 actions privilégiées class « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2152, rue Carier, Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5637-65

Intercity Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Phyllis Gameroff, ménagère, épouse séparée de biens de Norman Seltzer, 34, Albion Hampstead, Carol Stein, ménagère, épouse séparée de biens de Nelson Seltzer, 160, Netherwood Crescent, Hampstead, et Dora Obront, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Seltzer, 5575, Alpine, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Intercity Food Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5648-65

Les Investissements Chartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Juliette Trempe, secrétaire, fille majeure, 8025, rue St-André, Montréal, et Alma Chartrand, secrétaire, fille majeure, 1621, avenue Émard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Chartier inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 2,900 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5693-65

Les Investissements Édouard B. Poulin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Mongrain, manager, 563 Place du Marché, Shawinigan, and Robert Richard, joiner, St-Gérard-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as builders and general bulding contractors; to deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Les Industries Beaumont inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each, 400 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 3,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2152 Carier St., Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5637-65

Intercity Food Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Phyllis Gameroff, housewife, wife separate as to property of Norman Seltzer, 34 Albion, Hampstead, Carol Stein, housewife, wife separate as to property of Nelson Seltzer, 160 Netherwood Crescent, Hampstead, and Dora Obront, housewife, wife separate as to property of Sam Seltzer, 5575 Alpine, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Intercity Food Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5648-65

Les Investissements Chartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, lawyer, 31 Beloeil Avenue, Outremont, Juliette Trempe, secretary, fille majeure, 8025 St-André Street, Montreal, and Alma Chartrand, secretary, fille majeure, 1621 Émard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To exercice the operations of a holding company, under the name of "Les Investissements Chartier inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 50 common shares of $100 each, 2,900 preferred class "A" shares of $100 each and into 5,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5693-65

Les Investissements Édouard B. Poulin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued

patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Juliette Trempe, secrétaire, fille majeure, 8025, rue St-André, Montréal, et Alma Chartrand, secrétaire, fille majeure, 1621, avenue Émard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Édouard B. Poulin inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 2,900 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5692-65

Les Investissements Paul E. Poulin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Juliette Trempe, secrétaire, fille majeure, 8025, rue St-André, Montréal, et Alma Chartrand, secrétaire, fille majeure, 1621, avenue Émard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Paul E. Poulin inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 2,900 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5694-65

Jetté, Bousquet, Laflamme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Fernand Jetté, St-Jacques, comté de Montcalm, Paul-Eugène Bousquet, 141, rue St-Louis, Terrebonne, et René Laflamme, 8382, Levesque, Laval, tous trois courtiers d'assurances, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, sous le nom de « Jetté, Bousquet, Laflamme inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,560 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jacques, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5572-65

Jobin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Gilles Jobin, Léonce Jobin, tous deux teneurs de livres, Marthe Desrosiers, ménagère, épouse dudit Léonce

by the Lieurenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Avenue, Outremont, Juliette Trempe, secretary, fille majeure, 8025 St-André St., Montreal, and Alma Chartrand, secretary, fille majeure, 1621 Émard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the activities of a holding company, under the name of "Les Investissements Édouard B. Poulin inc.", with a total capital-stock of $300,000, divided into 50 common shares of $100 each, 2,900 class "A" preferred shares of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5692-65

Les Investissements Paul E. Poulin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeul Ave., Outremont, Juliette Trempe, secretary, fille majeure, 8025 St-André St., Montreal, and Alma Chartrand, secretary, fille majeure, 1621 Émard Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Investissements Paul E. Poulin inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 50 common shares of $100 each, 2,900 preferred class "A" shares of $100 each and 5,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5694-65

Jetté, Bousquet, Laflamme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Jetté, St-Jacques, county of Montcalm, Paul-Eugène Bousquet, 141 St-Louis Street, Terrebonne, and René Laflamme, 8382 Levesque, Laval, all three insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Jetté, Bousquet, Laflamme inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 1,560 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at St-Jacques, county of Montcalm, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5572-65

Jobin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Jobin, Léonce Jobin, both bookkeepers, Marthe Desrosiers, housewife, wife of said Léonce Jobin, and Lise Jobin, secretary,

Jobin, et Lise Jobin, secrétaire, fille majeure, tous quatre de 31, des Vétérans, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, d'articles de de bureau, de formules pour la tenue de livres et agir comme teneurs de livres, sous le nom de « Jobin ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, avenue des Vétérans, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5687-65

Keystone Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, avocat, Lawrence Fligel, avocat, Morton Bell, avocat, et Anne Brown, secrétaire, épouse divorcée de Richard Brown, tous quatre de 1255, University, suite 1220, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Keystone Investment Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, suite 1220, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5676-65

L. L. B. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marc Beaudoin, avocat, Philippe Séguin, avocat, et Gérard Desjardins, comptable, tous trois de 2486, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « L. L. B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 2066-65

L & T Instrument Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 620, Montréal, Daniel Lazare, avocat, 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens, de Robert G. Ewart, 486, avenue Helen, Otterburn Park, pour les objets suivants:

fille majeure, all four of 31 des Vétérans, Boucherville, for the following purposes:

To deal in furniture, office articles, bookkeeping formulas and to act as bookkeepers, under the name of "Jobin ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 31 des Vétérans Avenue, Boucherville, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5687-65

Keystone Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Cytrynbaum, lawyer, Lawrence Fligel, lawyer, Morton Bell, lawyer, and Anne Brown, secretary, wife divorced of Richard Brown, all four of 1255 University, Suite 1220, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Keystone Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 1220, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5676-65

L. L. B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Beaudoin, advocate, Philippe Séguin, advocate, and Gérard Desjardins, accountant, all three of 2486 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of electrical and electronic apparatus and accessories, under the name of "L. L. B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 2066-65

L & T Instrument Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, 1010 St. Catherine Street West, Suite 620, Montreal, Daniel Lazare, advocate, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, and Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 486 Helen Avenue, Otterburn Park, for the following purposes:

Exercer un commerce d'instruments et d'outillage pour le génie et l'arpentage, sous le nom de « L & T Instrument Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 306, est, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5470-65

To deal in survey and engineering instruments and equipment, under the name of "L & T Instrument Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of the par value of $10 each and 3,700 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 306 Craig Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5470-65

Layborn Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Reginald A. C. Layborn, ingénieur, Elizabeth Rawlins, ménagère, épouse légalement séparée de biens dudit Reginald A. C. Layborn, tous deux de 224, 100e avenue, André Delorme, mécanicien, et Hermance Paradis, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Delorme, ces deux derniers de 3109, Glenn, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'équipements électroniques et électriques, sous le nom de « Layborn Electronics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5416-65

Layborn Electronics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reginald A. C. Layborn, engineer, Elizabeth Rawlins, housewife, wife legally separated as to property of said Reginald A. C. Layborn, both of 224, 100th Avenue, André Delorme, mechanic, and Hermance Paradis, housewife, wife contractually separate as to property of said André Delorme, the latter two of 3109 Glenn, all four of Laval, for the following purposes:

Manufacture and commerce of electronic and electrical equipments, under the name of "Layborn Electronics Inc.", with a total capital-stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5416-65

Donald Lebovitz & Associates Ltd.
Donald Lebovitz & associés ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, Stephen Golschleger, avocat, 5758, avenue Glenarden, Côte-St-Luc, Ida Polisuk, secrétaire, veuve d'âge majeur, 2070, rue Veniard, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de consultants en fabrication, recherches et service commercial se rapportant à tous genres de produits, sous le nom de « Donald Lebovitz & Associates Ltd.— Donald Lebovitz & associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5615-65

Donald Lebovitz & Associates Ltd.
Donald Lebovitz & associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Montreal, Stephen Goldschleger, advocate, 5758 Glenarden Avenue, Côte-St-Luc, Ida Polisuk, secretary, widow of the full age of majority, 2070 Veniard Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of consultants in manufacturing, research and marketing in connection with all manner of products, under the name of "Donald Lebovitz & Associates Ltd.— Donald Lebovitz & associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 class "A" shares of the par value of $1 each and 20,000 class "B" shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5615-65

J. M. Lemieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Claude Thibierge, 105, Thackeray, Pierre Viau, 153, Evergreen,

J. M. Lemieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Thivierge, 105 Thackeray, Pierre Viau, 153 Evergreen, both of Beaconsfield,

tous deux de Beaconsfield, et Jacques Sylvestre, 5408, Grovehill, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Analyser, organiser, diriger, surveiller et contrôler les affaires de toutes compagnies et entreprises, sous le nom de « J. M. Lemieux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5695-65

and Jacques Sylvestre 5408 Grovehill, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To analyse, organise, conduct, supervise and contral the affairs of companies and undertakings of all kinds, under the name of "J. M. Lemieux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5695-65

Edward Lewis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, 5622, Jellicoe, Côte-St-Luc, Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Sylvia Ruffell, secrétaire, célibataire, 3871, Martial, app. 5, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de vêtements, articles vestimentaires et ameublements de ménage, sous le nom de « Edward Lewis Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 705, 101e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5750-65

Edward Lewis Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, advocate, 5622 Jellicoe, Côte-St-Luc, Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Sylvia Ruffell, secretary, spinster, 3871 Martial, Apt. 5, Montreal North, for the following purposes:

To deal in clothing, wearing apparel and household furniture, under the name of "Edward Lewis Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 705, 101st Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5750-65

Libco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant, gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: d'Estienne Mathieu-professeur, 169, rue St-Laurent ouest, Michel-B. Lefebvre-L., libraire, 216, rue Marie-Rose, Lucien Picard, gérant, 72, avenue Léopold, Huguette Duperré, secrétaire, fille majeure, 139, avenue St-Sylvestre, et Paul Decelles, professeur, 188, avenue Labonté, tous cinq de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs et libraires, sous le nom de « Libco inc. », avec un capital divisé en 15,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 5,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5543-65

Libco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Estienne Mathieu, professor, 169 St-Laurent Street West, Michel-B. Lefebvre-L., librarian, 216 Marie-Rose Street, Lucien Picard, manager, 72 Léopold Avenue, Huguette Duperré, secretary, fille majeure, 139 St-Sylvestre Avenue, and Paul Decelles, professor, 188 Labonté Avenue, all five of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors and librarians, under the name of "Libco inc.", with a capital stock divided into 15,000 common shares without nominal value and into 5,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5543-65

H. J. Litwin Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Hyman Julius Litwin, courtier, 805, Marlboro Drive, Mont Royal, George Whelan, avocat, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Paul Cohen, avocat, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, Hyman Éric Feigelson, avocat, 6519, chemin Merton, Côte-St-Luc,

H. J. Litwin Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Julius Litwin, stockbroker, 805 Marlboro Drive, Mount Royal, George Whelan, advocate, 201 Sherbrooke Street, Beaconsfield, Paul Cohen, advocate, 7920 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, Hyman Éric Feigelson, advocate, 6519 Merton Road, Côte-St-Luc, and

et Adriane Pollock, secrétaire, fille majeure, 1900, Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « H. J. Litwin Holdings Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100,000 adtions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 805, Marlboro Drive, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5666-65

Adriane Pollock, secretary, spinster of the full age of majority, 1900 Lincoln, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "H. J. Litwin Holdings Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 805 Marlboro Drive, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5666-65

Les Locations Rocheleau limitée
Rocheleau Leasing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Juliette Trempe, 8025, rue St-André, et Alma Chartrand, 1621, avenue Émard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules automobiles de toutes sortes et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Locations Rocheleau limitée — Rocheleau Leasing Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5492-65

Les Locations Rocheleau limitée
Rocheleau Leasing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, lawyer, 31 Beloeil Avenue, Outremont, Juliette Trempe, 8025 St-André Street, and Alma Chartrand, 1621 Émard Avenue, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To lease automobile vehicules of all kinds and to carry on business as garagemen, under the name of "Les Locations Rocheleau limitée — Rocheleau Leasing Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5492-65

Les Loisirs d'Adamsville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Gagné, vendeur, Ernest Decelles, ébéniste, et Normand Grégoire, entrepreneur, tous trois d'Adamsville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs d'Adamsville inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Adamsville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5683-65

Les Loisirs d'Adamsville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Gagné, salesman, Ernest Decelles, cabinet-maker, and Normand Grégoire, contractor, all three of Adamsville, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Les Loisirs d'Adamsville inc.".

The amount to which are limited the immoveable properties which the corporation may acquire and possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Adamsville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5683-65

Loisirs Ste-Jeanne d'Arc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Onésime Parenteau, secrétaire municipal, Paul Champagne, commerçant, Paul-Aimé Cardinal et Honoré Courchesne, ces deux derniers cultivateurs, tous quatre de Lefebvre (Sainte-Jeanne-d'Arc), pour les objets suivants:

Loisirs Ste-Jeanne d'Arc inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Onésime Parenteau, municipal secretary, Paul Champagne, trader, Paul-Aimé Cardinal and Honoré Courchesne, the two latter farmers, all four of Lefebvre (Sainte-Jeanne-d'Arc), for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs Ste-Jeanne-d'Arc inc. ».

Le montant auque lest limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Lefebvre (Sainte-Jeanne-d'Arc), district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5152-65

Lyra Designs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Arnold Thiele, ingénieur, John Walsh, vendeur, tous deux de 2255, St. Matthew, et Edwin J. Winston, avocat, 4836, Grosvenor, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fournir du matériel, des idées, des plans, des dessins, des modèles de la surveillance, des studios, des contrôles aux fins de décorer et aménager des intérieurs, sous le nom de « Lyra Designs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2255, St. Matthew, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5571-65

Marché Michaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Florent Michaud, boucher, 8955, rue St-Urbain, Montréal, Jean-Paul Michaud, épicier, 9615, rue Basile-Routhier, et Jeannine Joly, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Marché Michaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8900, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5576-65

F. Marigide inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Francis Hood, comptable, 1913, L'Espérance, Giffard, Marcel Moffet, comptable, 162, St-Jacques, Neufchâtel, Richard Breton, comptable, 882, Paradis, Ste-Foy, Gilles Chabot, comptable, 108, St-Ambroise,

The organization of recreational centers, under the name of "Loisirs Ste-Jeanne-d'Arc inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be linited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Lefebvre (Sainte-Jeanne-d'Arc), judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5152-65

Lyra Designs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arnold Thiele, engineer, John Walsh, salesman, both of 2255 St. Matthew, and Edwin J. Winston, advocate, 4836 Grosvenor, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of supplying materials, ideas, layouts, designs, models, supervision, studios and controls for the purpose of furnishing and decorating interiors, under the name of "Lyra Designs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 2255 St. Matthew, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5571-65

Marché Michaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florent Michaud, butcher, 8955 St-Urbain Street, Montreal, Jean-Paul Michaud, grocer, 9615 Basile-Routhier Street, and Jeannine Joly, secretary, fille majeure, the latter two of Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise which are usually found in a grocery business, under the name of "Marché Michaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 8900 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5576-65

F. Marigide inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Francis Hood, accountant, 1913 L'Espérance, Giffard, Marcel Moffet, accountant, 162 St-Jacques, Neufchâtel, Richard Breton, accountant, 882 Paradis, Ste-Foy, Gilles Chabot, accountant, 108 St-Ambroise,

Québec, et J.-Claude Fournier, comptable, 2449, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « F. Marigide inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Neufchâtel, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5742-65

Quebec, and J.-Claude Fournier, accountant, 2449 Renouard, Giffard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "F. Marigide inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Neufchâtel, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5742-65

Montreal Air Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Sauvé, avocat, 155, rue Ashton, St-Laurent, Pierre Dureault, avocat, 266, avenue De Lorraine, Longueuil, et Guy Marcotte, avocat, 5080, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Montreal Air Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5672-65

Montreal Air Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Sauvé, advocate, 155 Ashton St., St-Laurent, Pierre Dureault, advocate, 266 De Lorraine Ave., Longueuil, and Guy Marcotte, advocate, 5080 Pie IX Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Montreal Air Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5672-65

Montreal Beef Packers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, avenue Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510, avenue Robinson, Côte-St-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Aniceta O'Grady, secrétaire, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers, marchands et négociants en viande dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Montreal Beef Packers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5656-65

Montreal Beef Packers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont Avenue, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson Avenue, Côte-St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Aniceta O'Grady, secretary, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers, meat merchants and dealers in all its branches, under the name of "Montreal Beef Packers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5656-65

Murray auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Florian Girard, vendeur, 7, rue Laurin, Maurice Murray, vendeur, 235, rue Ross, et Albini Lanteigne, commis, 16, rue de la Vérendrye, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom

Murray auto ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florian Girard, salesman, 7 Laurin St., Maurice Murray, salesman 235 Ross St., and Albini Lanteigne, clerk, 16 de la Vérendrye St., all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of

de « Murray auto ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5649-65

L'O. T. J. de La Rédemption

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Morissette, cultivateur, Jean-Marie Loof, maître de poste, Aldéric Paquet, commis de magasin, Lucien St-Laurent, mécanicien, Viviane Thibault, institutrice, épouse de Philippe Lantagne, et Lucienne Dubé, institutrice, fille majeure, tous six de La Rédemption, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, parcs d'amusement et clubs sportifs, sous le nom de « L'O. T. J. de La Rédemption ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à La Rédemption, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5476-65

O. T. J. de Ste-Félicité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Otis, gérant, Bertrand Landry, instituteur, et M. l'abbé Jean-de-Dieu Sénéchal, prêtre, tous trois de Ste-Félicité, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « O. T. J. de Ste-Félicité inc. ».

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Félicité, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5499-65

O. T. J. St-Bernard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Desrosiers, restaurateur, Roger Berthiaume, camionneur, et Doris Morin, institutrice, fille majeure, tous trois de St-Bernard, comté de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « O. T. J. St-Bernard inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à St-Bernard, comté de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5474-65

"Murray auto ltée", haw it total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5649-65

L'O. T. J. de La Rédemption

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marie Morissette, farmer, Jean-Marie Loof, postmaster, Aldéric Paquet, store clerk, Lucien St-Laurent, mechanic, Viviane Thibault, teacher, wife of Philippe Lantagne, and Lucienne Dube, teacher, spinster of the full age of majority, all six of La Rédemption, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, amusement parks and sports clubs, under the name of "L'O. T. J. de La Rédemption".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at La Rédemption, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5476-65

O. T. J. de Ste-Félicité inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Otis, manager, Bertrand Landry, teacher, and Father Jean-de-Dieu Sénéchal, priest, all three of Ste-Félicité, for the following purposes:

The organization of recreation, under the name fo "O. T. J. de Ste-Félicité inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Ste-Félicité, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5499-65

O. T. J. St-Bernard inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Desrosiers, restaurateur, Roger Berthiaume, trucker, and Doris Morin, teacher, fille majeure, all three of St-Bernard, county of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "O. T. J. St-Bernard inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at St-Bernard, county of St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5474-65

Owl's Head Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Fred Korman, entrepreneur, Lilian Korman, secrétaire, épouse commune en biens dudit Fred Korman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Albert Korman, industriel, et Irene Korman, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Korman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous quatre de Mansonville, comté de Brôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir du divertissement au public, sous le nom de « Owl's Head Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacun.

Le siège social de la compagnie est à Mansonville, canton de Potton, comté de Brôme, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5553-65

Owl's Head Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred Korman, contractor, Lilian Korman, secretary, wife common as to property of the said Fred Korman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Albert Korman, industrial, and Irene Korman, housewife, wife common as to property of the said Albert Korman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all four of Mansonville, county of Brôme, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Owl's Head Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mansonville, township of Potton, county of Brôme, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5553-65

Parkdale (1965) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 6631, chemin Baily, Côte-St-Luc, et Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Goldwater, 36, rue Avondale, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Parkdale (1965) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5610-65

Parkdale (1965) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 6631 Baily Road, Côte-St-Luc, and Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney Goldwater, 36 Avondale Street, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Parkdale (1965) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5610-65

Paunard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: René-L. Cousineau, avocat, 3620, Limoges, St-Laurent, Edith Graf, secrétaire, fille majeure, 3601, Ste-Famille, app. 1210, Montréal, et Léo-C. Marcotte, avocat, 10634, rue Waverley, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Paunard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5714-65

Paunard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René-L. Cousineau, advocate, 3620 Limoges, St-Laurent, Edith Graf, secretary, fille majeure, 3601 Ste-Famille, app. 1210, Montreal, and Léo-C. Marcotte, advocate, 10634 Waverley Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Paunard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5714-65

Les Petits Colonels inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John Ewasew, avocat, 340, avenue Barton, Mont-Royal, Arthur Keith Ham, avocat, 53, avenue Holton, Westmount, et Jean Turgeon, avocat, 2096, Claremont, app. 22, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Petits Colonels inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, Côte-du-Palais, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5595-65

Pigeon Marine & Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Bernard Dagenais, industriel, Hélène Chabot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Dagenais, tous deux de 11749, Balzac, Wilfrid Pigeon, industriel, et Hortense Chabot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Wilfrid Pigeon, ces deux derniers de 11737, Balzac, tous quatre de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bateaux, de remorques et de tous autres articles de sport, sous le nom de « Pigeon Marine & Sports Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4953-65

Quebec Fairway Irrigation Inc.
Les Irrigations Fairway du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gontran Saintonge, avocat, 3460, Simpson, Montréal, Jean Blain, avocat, 298, Jeanne-Petit, Boucherville, et Bernard Ranger, avocat, 86, Lakeshore, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Fournir et installer des équipements d'irrigation, réseaux, pompes et montages mécaniques, sous le nom de « Quebec Fairway Irrigation Inc.— Les Irrigations Fairway du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 2566-65

Quincaillerie P C M ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Les Petits Colonels inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Ewasew, advocate, 340 Barton Ave., Mount-Royal, Arthur Keith Ham, advocate, 53 Holton Ave., Westmount, and Jean Turgeon, advocate, 2096 Claremont, Apt. 22 Westmount, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Petits Colonels inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 22 Palace Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5595-65

Pigeon Marine & Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Dagenais, industrialist, Hélène Chabot, housewife, wife separate as to property of said Bernard Dagenais, both of 11749 Balzac, Wilfrid Pigeon, industrialist, and Hortense Chabot, housewife, wife separate as to property of said Wilfrid Pigeon, the latter two of 11737 Balzac, all four of Montreal-North, for the following purposes:

To deal in boats, trailers and all other sports articles, under the name of "Pigeon Marine & Sports Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4953-65

Quebec Fairway Irrigation Inc.
Les Irrigations Fairway du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gontran Saintonge, advocate, 3460 Simpson, Montreal, Jean Blain, advocate, 298 Jeanne-Petit, Boucherville, and Bernard Ranger, advocate, 86 Lakeshore, Pointe-Claire, for the following purposes:

To supply and install irrigation equipment, systems, pumps and mechanical installations, under the name of "Quebec Fairway Irrigation Inc.— Les Irrigations Fairway du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 2566-65

Quincaillerie P C M ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the

patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Edmond Pelletier, industriel, St-Louis-du-Ha! Ha!, Antonio Dubé, avocat, et Micheline Lapointe, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie P C M ltée », avec un capital total de $195,000, divisé en 1,950 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Louis-du-Ha! Ha!, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5655-65

Restaurant de la Place inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Gaston Novert, gérant, 1620, Donacona, Laval, Jacques Livernoche, restaurateur, et Yvette Nobert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Livernoche, ces deux derniers de 652, boulevard des Prairies, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant de la Place inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5668-65

La Revue Le Sportif inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jacques Massé, industriel, J.-Roland Massé, industriel, tous deux de 1675, St-Denis, et Clément Gosselin, comptable agréé, 5035, Lemay, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « La Revue Le Sportif inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5161-65

C. Russell Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Anthony Charles Butler, 917, avenue Muskoka, Ottawa, John James Urie, 1291, Parkhill Circle, Ottawa, William Gordon Burke-Robertson, Dunrobin, tous trois avocats et conseils en Loi de la reine, et James Barton Chadwick, avocat, 1166: Woodside Drive, Ottawa, tous quatre de la province d'Ontario, pour les objets suivants,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond Pelletier, industrialist, St-Louis-du-Ha! Ha,! Antonio Dubé, lawyer, and Micheline Lapointe, secretary, fille majeure, the latter two of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie P C M ltée", with a total capital stock of $195,000, divided into 1,950 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Louis-du-Ha! Ha!, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5655-65

Restaurant de la Place inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Nobert, manager, 1620 Donacona, Laval, Jacques Livernoche, restaurant keeper, and Yvette Nobert, housewife, wife separate as to property of said Jacques Livernoche, the latter two of 652 des Prairies Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant de la Place inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5668-65

La Revue Le Sportif inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Massé, industrialist, J.-Roland Massé, industrialist, both of 1675 St-Denis, and Clément Gosselin, chartered accountant, 5035 Lemay, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders, and in other similar trades, under the name of "La Revue Le Sportif inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5161-65

C. Russell Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anthony Charles Butler, 917 Muskoka Avenue, Ottawa, John James Urie, 1291 Parkhill Circle, Ottawa, William Gordon Burke-Robertson, Dunrobin, all three barristers and Queen's Counsels, and James Barton Chadwick, barrister, 1166 Woodside Drive, Ottawa, all four of the Province of Ontario, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « C. Russell Limited », avec un capital-actions divisé en 1,200 actions ordinaires sans valeur au pair, 8,800 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,400 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bristol, district judiciaire de Pontiac.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5599-65

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "C. Russell Limited", with a capital stock divided into 1,200 common shares without par value, 8,800 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 1,400 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Bristol, judicial district of Pontiac.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5599-65

Service communautaire Canadien-Allemand inc. German Canadian Community Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Hans Omann, employé d'hôtel, 472, avenue Westminster, Montréal Ouest, Kurt Benedikt, ingénieur, 12071, rue St-Évariste, Montréal, Dieter Bork, ingénieur, 13210, rue Desjardins, Montréal, et Norbert Guse, courtier en assurance, 1237, rue Chameran, Montréal, pour les objets suivants:

Former une association de toutes les personnes intéressées dans les sciences pratiques, et promouvoir la connaissance de telles sciences, sous le nom de « Service communautaire Canadien-Allemand inc.— German Canadian Community Service Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers de la corporation est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 472, avenue Westminster, Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 4187-65

Service communautaire Canadien-Allemand inc. German Canadian Community Service Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Hans Omann, hotel employee, 472 Westminster Avenue, Montreal West, Kurt Benedikt, engineer, 12071 St-Évariste Street, Montreal, Dieter Bork, engineer, 13210 Desjardins Street, Montreal, and Norbert Guse, insurance broker, 1237 Chameran Street, Montreal, for the following purposes:

To form an association for all persons interested in practical sciences, and to promote the knowledge of such sciences, under the name of "Service communautaire Canadien-Allemand inc.— German Canadian Community Service Inc.".

The amount to which are limited the immoveable properties of the corporation is the sum of $500,000.

The head office of the corporation is at 472 Westminster Avenue, Montreal West, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 4187-65

Sivananda Yoga Vedanta Centre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Swami Vishnu-Devananda, enseignant, Raoul Fox Focsaneanu, cinéaste, Irène MacDonald, secrétaire, épouse séparée de biens de François Roy, Dora Hernritt, secrétaire, fille majeure, tous quatre de 5178, St-Laurent, Rose Rosenstone, restaurateur, 7130 Chester, Brian Robinson, enseignant, 528, Prince-Arthur ouest, app. 1, tous six de Montréal, et Ram H. Sainani, ingénieur, 1233, boulevard Mont-Royal, Outremont, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à la discipline du yoga et promouvoir leurs connaisances dans la pratique de cette discipline, sous le nom de « Sivananda Yoga Vedanta Centre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 5178, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5202-65

Sivananda Yoga Vedanta Centre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Swami Vishnu-Devananda, teacher, Raoul Fox Focsaneanu, scenario-writer, Irène MacDonale, secretary, wife separate as to property of François Roy, Dora Hernritt, secretary, fille majeure, all four of 5178 St. Lawrence, Rose Rosenstone, restaurateur, 7130 Chester, Brian Robinson, teacher, 528 Prince-Arthur West, Apt. 1, all six of Montreal, and Ram H. Sainani, engineer, 1233 Mount-Royal Blvd., Outremont, for the following purfoses:

To group into an association the persons interested in the discipline of yoga, and to promote their knowledge in the practise of said discipline, under the name of "Sivananda Yoga Vedanta Centre".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 5178 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5202-65

H. Spatzner Fur Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, 4830, avenue Fulton, Montréal, Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, et Gael Anthony, secrétaire, fille majeure, 1218, rue Dulude, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux, sous le nom de « H. Spatzner Fur Mfg. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacfne et 3,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5373, avenue du Parc, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5652-65

Spécialité d'emballage Ga-Ma ltée Ga-Ma Packaging Specialty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, Phyllis Stern, 3250, Ellendale, Montréal, et Georgette Lavoie, 217, rue Georges-Vanier, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de papier et produits de papier de toutes sortes, sous le nom de « Spécialité d'emballage Ga-Ma ltée — Ga-Ma Packaging Specialty Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, rue Évangéline, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5608-65

Specometal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean Girard, avocat, 2575, Marie-LeNeuf, Trois-Rivières, Marcel-J.-G. Beaumier, avocat, 101, 4e Rue, Grand' Mère, et Françoise Bourbeau, secrétaire, fille majeure, 595, Notre-Dame, Champlain, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en acier, aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Specometal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Narcisse, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4821-65

H. Spatzner Fur Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Greenstein, advocate, 4830 Fulton Avenue, Montreal, Henry Nevard, advocate, 4377 Westmount Avenue, Westmount, and Gael Anthony, secretary, spinster of the full age of majority, 1218 Dulude Street, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in all kinds of furs and animal skins, under the name of "H. Spatzner Fur Mfg. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,800 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5373 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5652-65

Spécialité d'emballage Ga-Ma ltée Ga-Ma Packaging Specialty Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, avocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Phyllis Stern, 3250 Ellendale, Montreal, and Georgette Lavoie, 217 Georges-Vavier Street, Laval, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "Spécialité d'emballage Ga-Ma ltée — Ga-Ma Packaging Specialty Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9 Évangéline Street, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5608-65

Specometal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Girard, advocate, 2575 Marie-LeNeuf, Trois-Rivières, Marcel-J.-G. Beaumier, advocate, 101, 4th St., Grand'Mère, and Françoise Bourbeau, secretary, spinster of the full age of majority, 595 Notre-Dame, Champlain, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles of steel, aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal and in other articles made wholly or partially of metal or wood, under the name of "Specometal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Narcisse, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4821-65

Steinmans' Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Myer Steinman, administrateur, 5010, Lacombe, Montréal, Morton Steinman, administrateur, 4865, Lacombe, Montréal, Edward Steinman, administrateur, 6525, chemin Baily, Côte-St-Luc, Arnold Steinman, optométriste, 5712, Sunrise, Côte-St-Luc, Rhoda Steinman, ménagère, épouse séparée de biens de Michael Cohen, 4867, Lacombe, Montréal, et Linda Steinman, ménagère, épouse séparée de biens de Jos Zalter, 124, Laurent, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de portefeuille, sous le nom de « Steinmans' Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5374-65

Steinmans' Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Myer Steinman, executive, 5010 Lacombe, Montreal, Morton Steinman, executive, 4865 Lacombe, Montreal, Edward Steinman, executive, 6525 Baily Road, Côte-St-Luc, Arnold Steinman, optometrist, 5712 Sunrise, Côte-St-Luc, Rhoda Steinman, housewife, wife separate as to property of Michael Cohen, 4867 Lacombe, Montreal, and Linda Steinman, housewife, wife separate as to property of Jos Zalter, 124 Laurent Street, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Steinmans' Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5374-65

Sulco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation James Brian McMullan, Daniel Harper Tingley et Anthony James Lafleur, avocats, 800, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, produits et effects de toutes sortes, sous le nom de « Sulco Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5274-65

Sulco Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Brian McMullan, Daniel Harper Tingley and Anthony James Lafleur, advocates, et 800 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of all kinds, under the name of "Sulco Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5274-65

Télé-câble Boucherville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Maurice Tardif, rentier, 694, Marie-Victorin, Roger Martin, rentier, 661, Marie-Victorïn, et Réal Létourneau, commerçant, 29, Antoine-Favreau, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer un système communautaire de télédiffusion par câble, sous le nom de « Télé-câble Boucherville inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5577-65

Télé-câble Boucherville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Tardif, annuitant, 694 Marie-Victorin, Roger Martin, annuitant, 661 Marie-Victorin, and Réal Létourneau, trader, 29 Antoine-Favreau, all three of Boucherville, for the following purposes:

To operate and manage a community system of telediffusion by cable, under the name of "Télé-câble Boucherville inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5577-65

Tercot Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Donald E. Hahamovitch, avocat, 5754, avenue Smart, Louis Schiff, avocat, 5747, avenue Blossom, tous deux de Côte-St-Luc, et Bernard H. Litvack, noraire, 6666, avenue Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Tercot Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4328 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5616-65

Tercot Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald E. Hahamovitch, advocate, 5754 Smart Avenue, Louis Schiff, advocate, 5747 Blossom Avenue, both of Côte-St-Luc, and Bernard H. Litvack, notary, 6666 Fielding Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Tercot Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4328 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5616-65

Ubald Têtu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Ubald Têtu, marchand, 190, rue de la Fabrique, Maurice Têtu, gérant, et Ghislaine Casault, ménagère, épouse contractuellement séparés de biens dudit Maurice Têtu, at dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de la rue Louise, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Ubald Têtu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 190, rue de la Fabrique, Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5711-65

Ubald Têtu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ubald Têtu, merchant, 190 de la Fabrique Street, Maurice Têtu, manager, and Ghislaine Casault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Têtu, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of Louise Street, all three of Montmagny, for the following purposes:

To carry on business as a general merchant, under the name of "Ubald Têtu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 190 de la Fabrique Street, Montmagny, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5711-65

La Trafontaine limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 1100 Marlboro Drive, Mont-Royal, Carmen Galileo, avocat, 1607, Massenet, Laval, Yvan Macerola, avocat, 2805, Marquette, Laval, et Vincent Agostino, gérant de bureau, 2975, Louisbourg, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « La Trafontaine limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5368, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5468-65

La Trafontaine limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mont-Royal, Carmen Galileo, advocate, 1607 Massenet, Laval, Yvan Macerola, advocate, 2805 Marquette, Laval, and Vincent Agostino, office manager, 2975 Louisbourg, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "La Trafontaine limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5368 Monkland Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5468-65

Verbec inc.

Erratum

Avis est donné que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, No 3, en date du 22 janvier 1966, à la page 332, il faut lire dans l'adresse du siège social « 2270, 43rd Avenue, Lachine, au lieu de « 2270, 437th Avenue, Lachine ».

13833-o

Vienna Shoe Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jakob Klein, administrateur de commerce, 4950, rue Bourret, app. 108, Montréal, Max Slapack, avocat et conseil en Loi de la reine, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, et Monroe Charlap, étudiant en droit, 2990, Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de bottines, souliers, marchandises en cuir, accessoires et articles vestimentaires, sous le nom de « Vienna Shoe Salon Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5651, chemin Queen Mary, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5549-65

Voyages Trans-Océan inc.
Trans Ocean Travel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Suzanne Côté, secrétaire, épouse séparée de biens de Michel Allard, 2233, de Rouville, Marie-Claire Simoneau, secrétaire, fille majeure, 122, Ball, app. 22, Pierrette St-Germain, secrétaire, épouse séparée de biens de Normand Lemay, 416, 11e Avenue nord, F. Edmund Barnard, 624, rue Vimy nord, Charles Leblanc, 659, rue London, Claude Bédard, 800, boulevard Jacques-Cartier, et Pierre C. Fournier, 429, boulevard Jacques-Cartier, ces quatre derniers avocats, tous sept de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Voyages Trans-Océan inc.— Trans Ocean Travel Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 96,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4863-65

Yvette Leather Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, avenue Wolseley, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, avenue Kingsley, tous deux de

Verbec inc.

Erratum

Notice is given that in the notice published in the *Quebec Official Gazette*, No. 3, dated January 22, 1966, on page 332, we must read in the address of the head office "2270, 43rd Avenue, Lachine, instead of "2270, 437th Avenue, Lachine".

13833

Vienna Shoe Salon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jakob Klein, business executive, 4950 Bourret Street, Apt. 108, Montreal, Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, and Monroe Charlap, law-student, 2990 Soissons, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, leather goods, accessories and wearing apparel, under the name of "Vienna Shoe Salon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5651 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5549-65

Voyages Trans-Océan inc.
Trans Ocean Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne Côté, secretary, secretary, wife separate as to property of Michel Allard, 2233 de Rouville, Marie-Claire Simoneau, secretary, fille majeure, 122 Ball, Apt. 22, Pierrette St-Germain, secretary, wife separate as to property of Normand Lemay, 416 ,11th Avenue North, F. Edmund Barnard, 624 Vimy Street North, Charles Leblanc, 659 London Street, Claude Bédard, 800 Jacques-Cartier Boulevard, and Pierre C. Fournier, 429 Jacques-Cartier Boulevard, the latter four lawyers, all seven of Sherbrooke, for the following purpsses:

To operate a travelling agency in all its specialties, under the name of "Voyages Trans-Océan inc.— Trans Ocean Travel Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 96,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St.Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13823 4863-65

Yvette Leather Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley Avenue, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley Avenue, both of Côte-St-Luc, and Meta

Côte-St-Luc, et Meta Wight, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, avenue Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, textiles, produits de textile, cuir, suède et sous-produits de toutes sortes, sous le nom de « Yvette Leather Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 5585-65

Wight, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, textiles, textile products, leather, suede and by-products of all kinds, under the name of "Yvette Leather Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 5585-65

Lettres patentes supplémentaires

Alnor Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Alnor Investments Ltd. », 1° redésignant et convertissant ses 99,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune en 99,700 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $100,000 à $101,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 3176-64 — 1303/91

Mèride Audet limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1965, à la compagnie « Mèride Audet limitée », 1° subdivisant ses 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune en 60,000 actions d'une valeur nominale de $1 chacune; 2° convertissant ses 60,000 actions d'une valeur nominale de $1 chacune en 402 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 59,598 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 17905-52 — 1303/54

Barbalic Steel Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « Barbalic Steel Sales Corp. », augmentant son capital de $100,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 14258-58 — 1303/55

Cobrin's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Supplementary Letters Patent

Alnor Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Alnor Investments Ltd.", 1. redesignating and converting its 99,700 preferred shares of a par value of $1 each into 99,700 class "B" preferred shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital from $100,000 to $101,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 3176-64 — 1303/91

Mèride Audet limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mèride Audet limitée", 1. subdividing its 600 common shares of a nominal value of $100 each into 60,000 shares of a nominal value of $1 each; 2. converting its 60,000 shares of a nominal value of $1 each into 402 class "A" shares of a nominal value of $1 each and 59,598 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 17905-52 — 1303/54

Barbalic Steel Sales Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Barbalic Steel Sales Corp.", increasing its capital from $100,000 to $250,000, the additional capital stock being divided into 7,500 common shares of a par value of $10 each and into 750 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 14258-58 — 1303/55

Cobrin's Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965,

patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Cobrin's Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 8700-49 — 1303/58

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cobrin's Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 8700-49 — 1303/58

Comfort Dress Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de décembre 1965, à la compagnie « Comfort Kimona & Dress Mfg. Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1959, changeant son nom en celui de « Comfort Dress Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 17037-59 — 1303/59

Comfort Dress Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Comfort Kimona & Dress Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of December, 1959, changing its name to that of "Comfort Dress Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 17037-59 — 1303/59

Daix Bio-Energetics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1965, à la compagnie « Terra Drug Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Daix Bio-Energetics Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 12700-60 — 1303/60

Daix Bio-Energetics Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Terra Drug Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of June, 1960, changing its name to that of "Daix Bio-Energetics Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 12700-60 — 1303/60

Donini Sales of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Donini Sales of Canada Ltd. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° réduisant le nombre de ses directeurs de 4 à 3.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 13633-61 — 1303/94

Donini Sales of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Donini Sales of Canada Ltd.", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. reducing the number of its directors from 4 to 3.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 13633-61 — 1303/94

La Fédération des écoles de puériculture et de soins aux enfants malades
The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22 e jour de décembre 1965, à « La Fédération des écoles de puériculture et de pédiatrie — The Federation of the Schools of Puericulture and Pediatrics », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 10e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « La Fédération des écoles de puériculture et de soins aux enfants malades — The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3172-64 — 1303/64

La Fédération des écoles de puériculture et de soins aux enfants malades
The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Fédération des écoles de puériculture et de pédiatrie — The Federation of the Schools of Puericulture and Pediatrics", incorporated under the provisions of Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 10th day of July, 1964, changing its name to that of "La Fédération des écoles de puériculture et de soins aux enfants malades — The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3172-64 — 1303/64

Les Fontaines d'Italie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Tréfontaine inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Les Fontaines d'Italie inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4735-65 — 1303/65

Les Fontaines d'Italie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tréfontaine inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of October, 1965, changing its name to that of "Les Fontaines d'Italie inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4735-65 — 1303/65

Hallmark Drapery Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1965, à la compagnie « Hallmark Drapery Corp. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées catégorie « C « de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 14085-62 — 1303/70

Hallmark Drapery Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hallmark Drapery Corp.", increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 10,000 class "C" preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 14085-62 — 1303/70

J. R. Houle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « J. R. Houle inc. », augmentant son capital de $40,000 à $340,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 12681-62 — 1303/98

J. R. Houle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. R. Houde inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $340,000, the additional share capital being divided into 30,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 12681-62 — 1303/98

Inter-City Appliance Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1965, à la compagnie « Inter City Appliance Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de juillet 1956, changeant son nom en celui de « Inter-City Appliance Distributors Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 12343-56 — 1303/72

Inter-City Appliance Distributors Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Inter City Appliance Service Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of July, 1956, changing its name to that of "Inter-City Appliance Distributors Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 12343-56 — 1303/72

Labelle ventilation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Labelle et DaPrato inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Labelle ventilation inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 13748-62 — 1303/73

Labelle ventilation inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Labelle et DaPrato inc.", incorporated by letters patent date the 26th day of 1962, changing its name to that of "Labelle ventilation inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 13748-62 — 1303/73

Majeau & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de

Majeau & fils ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of

décembre 1965, à la compagnie « Majeau & fils ltée », augmentant son capital de $10,000 à $60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3377-64 — 1303/76

Roy Marchand Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1965, à la compagnie « Roy Marchand Limited », 1° changeant et subdivisant ses 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,000 actions catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair et en 49,000 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair; 2° augmentant son capital par la création de 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 3746-49 — 1303/86

Mitis limitée
Mitis Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Mitis limitée — Mitis Limited », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 3,285 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune; 2° subdivisant ses 46,715 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune en 934,300 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3457-64 — 1303/101

Multi investissements ltée
Multi Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de 1965, à la compagnie « Multi investissements ltée — Multi Investments Ltd. », 1° augmentant son capital par la création de 35,000 actions classe « B » sans valeur nominale; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 5205-64 — 1303/78

Oeuvre des terrains de jeux de la cité de Saint-Jean P.Q., inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à l'« Oeuvre des terrains de jeux de la cité de Saint-Jean P.Q., inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers

the Province to "Majeau & fils ltée", increasing its capital stock from $10,000 to $60,000, the additional share capital being divided into 3,000 preferred class "A" shares of $10 each and 2,000 preferred class "B" shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3377-64 — 1303/76

Roy Marchand Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roy Marchand Limited", 1. changing and subdividing its 500 common shares of a par value of $100 each into 1,000 class "A" shares without nominal or par value and into 49,000 class "B" shares without nominal or par value; 2. increasing its capital by the creation of 500,000 preferred shares with a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 3746-49 — 1303/86

Mitis limitée
Mitis Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provinde to "Mitis limitée — Mitis Limited", 1. reducing its capital stock, the cancelled share capital being divided into 3,285 preferred shares of a nominal value of $20 each; 2. subdividing its 46,715 preferred shares of a nominal value of $20 each into 934,300 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each; 3. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 15,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3457-64 — 1303/101

Multi investissements ltée
Multi Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Multi investissements ltée — Multi Investments Ltd.", 1. increasing its capital stock by the creation of 35,000 class "B" shares of no nominal value; 2. amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 5205-64 — 1303/78

Oeuvre des terrains de jeux de la cité de Saint-Jean P.Q., inc.

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Oeuvre des terrains de jeux de la cité de Saint-Jean P.Q., inc.", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. increasing the amount to which the value of the immovable

que peut acquérir et posséder ladite corporation de $25,000 à $250,000.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 4658-43 —1303/102

P. P. Electric In.
P. P. électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « P. P. Electric Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « P. P. Electric Inc.— P. P. électrique inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3967-65 — 1303/63

Le Pavillon Normandie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Restaurant Ste-Thérèse inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « Le Pavillon Normandie inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 2822-64 — 1303/79

Redpath Realties Limited
Immeubles Redpath limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « Redpath Realties Limited » constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de février 1939, changeant son nom en celui de « Redpath Realties Limited — Immeubles Redpath limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 189-39 — 1303/84

Robert Têtu limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1965, à la compagnie « Robert Têtu limitée », 1° augmentant son capital de $49,000 à $171,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées classe « C » d'une valeur nominale de $100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 57-39 — 1303/88

A. Vanier of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour

property which the said corporation may acquire and hold is limited from $25,000 to $250,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 4658-63 — 1303/102

P. P. Electric In.
P. P. électrique inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "P. P. Electric Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of September, 1965, changing its name to that of "P. P. Electric Inc.— P. P. électrique inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3967-65 — 1303/63

Le Pavillon Normandie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Restaurant Ste-Thérèse inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of June, 1964, changing its name to that of "Le Pavillon Normandie inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 2822-64 — 1303/79

Redpath Realties Limited
Immeubles Redpath limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Redpath Realties Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of February, 1939, changing its name to that of "Redpath Realties Limited — Immeubles Redpath limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 189-39 — 1303/84

Robert Têtu limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Robert Têtu limitée", 1. increasing its capital stock from $49,000 to $171,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each, 2,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each and 200 preferred class "C" shares of a nominal value of $100 each; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 57-39 — 1303/88

A. Vanier of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor

d'octobre 1965, à la compagnie « Vanier Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « A. Vanier of Canada Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 118-64 — 1303/89

York Lighting Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1965, à la compagnie «York Electric Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de mai 1954, changeant son nom en celui de « York Lighting Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 11064-54 — 1303/90

of the Province to "Vanier Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of January, 1964, changing its name to that of "A. Vanier of Canada Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 118-64 — 1303/89

York Lighting Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "York Electric Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of May, 1954, changing its name to that of "York Lighting Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 11064-54 — 1303/90

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 159

Québec, le 1er février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative aux salariés de garage du district électoral de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

Beaudoin Auto Body Enr., Rouyn;
D. Cloutier Auto Service, Rouyn;
Fernand Auto Body, Rouyn;
Garage A. D. Provencher & Sons Ltd., Rouyn;
Garage Joyal Ltée, Rouyn;
Garage Thibault Ltée, Rouyn;
R. Girard Auto Ltée, Rouyn;
Noranda Auto Service Ltd., Noranda;
Rouyn Auto Ltée, Rouyn;
Thiffault Auto Body Service, Rouyn;
Vanasse Tire Ltd., Rouyn;
Maurice B. A. Service Station Reg'd, Noranda;
Vanasse Auto Enr., Rouyn;

d'une part, et

Union Internationale du district 50, United Mine Workers of America, unité locale 15469,

d'autre part,

pour les employeurs et les salariés des occupations et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1965;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête.

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 159

Québec February 1, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of a collective labour agreement respecting Garage Employees in the electoral district of Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties mentioned below have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

Beaudoin Auto Boby Enrg., Rouyn;
D. Cloutier Auto Service, Rouyn;
Fernand Auto Body, Rouyn;
Garage A. D. Provencher & Sons Ltd., Rouyn;
Garage Joyal Ltée, Rouyn;
Garage Thibault Ltée, Rouyn;
R. Girard Auto Ltée, Rouyn;
Noranda Auto Service Ltd., Noranda;
Rouyn Auto Ltée., Rouyn;
Thiffault Auto Body Service, Rouyn;
Vanasse Tire Ltd., Rouyn;
Maurice B. A. Service Station Reg'd, Noranda;
Vanasse Auto Enrg., Rouyn,

and

The International Union of District 50, United Mine Workers of America, local 15469,

for the employers and employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of November 13, 1965;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant importance and significance for the laying down of employment conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction outlined in the said petition;

WHEREAS the stipulations of the Act concerning the publication of notices have been duly observed;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1965.

ARTICLE 1

Définitions

Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01.– Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le présent décret.

1.02.– Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule, en équipe ou en société, un travail régi par le présent décret, pour son propre bénéfice. Il désigne également tout employeur, lorsqu'il fait pareil travail.

1.03.– Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état, répare, règle ou travaille des moteurs et diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur.

1.04.– Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le présent décret et qui possède la compétence requise pour le pratiquer.

1.05.– Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage ou le remisage des véhicules à moteur.

1.06.– Le mot « livreur » ou « commissionnaire » désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison et le transport des marchandises avec un véhicule à moteur dont il a la charge.

1.07.– Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend seulement de l'essence ou des lubrifiants pour les véhicules à moteur, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou un locataire, comme établissement principal, ou comme annexe à un établissement principal.

1.08.– Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où on lave ou polit les véhicules à moteur.

1.09.– Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne et comprend tout fabricant, tout agent d'usine, tout marchand qui vend au gros ou au détail, des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, neufs ou usagés ou de l'équipement ou pièces d'équipement de garage, neufs ou usagés.

1.10.– Le terme « poste de vente de pneus ou atelier de vulcanisation » désigne et comprend tout établissement spécialisé, de gros ou de détail, qui vend, échange, répare tout pneu, neuf ou usagé, ou chambre à air pour tout véhicule à moteur et qui peut faire l'alignement et l'équilibrage des roues.

1.11.– Le terme « préposé au service » désigne tout salarié, homme ou femme, qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs ou exécute de petites réparations sur les véhicules à moteur.

1.12.– Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis vendeur de pièces et d'accessoires

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143) with however, the following new provisions replacing the conditions mentioned in the *Québec Official Gazette* of November 13, 1965.

SECTION 1

Definitions

For the purposes of this decree, the meaning of the following words and terms is given below:

1.01.– The word "apprentice" designates any employee who learns one of the trades governed by this decree.

1.02.– The word "artisan" designates anyone who carries out any work governed by this decree, alone, in a crew or in partnership and on his own account. It also designates any employer when carrying out such work.

1.03.– The term "machine shop" designates any establishment where motors and various other motor vehicle components or parts are remade, repaired, reconditioned, adjusted or worked upon.

1.04.– The word "journeyman" designates any employee who has completed apprenticeship in one of the trades governed by this decree and has the required skill to ply same.

1.05.– The word "garage" designates any place where motor vehicles are repaired, modified, demolished or stored.

1.06.– The word "delivery man" or "messenger" designates any employee whose main work consists of delivering and transporting goods with a motor vehicle entrusted to his care.

1.07.– The term "gasoline station" designates any mobile or stationary place where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold, whether such place be operated by a proprietor or lessee as a main concern or as an accessory thereto.

1.08.– The term "car wash" designates any place where motor vehicles are washed or polished.

1.09.– The term "accessories or parts store" designates and includes any manufacturer, shop or dealer who sells new or used motor vehicle parts or accessories or new or used garage equipment or parts thereof on a wholesale or retail basis.

1.10.– The term "tire store or vulcanizing shop" designates and includes any specialized wholesale or retail establishment selling, exchanging, repairing new or used tires or tubes. Such establishment also aligns and balances wheels.

1.11.– The word "serviceman" designates any male or female employee who: sells gasoline or lubricants; greases, washes or drives motor vehicles; looks after the cleaning and heating of the establishment; changes or repairs tires or tubes; changes batteries or performs minor repairs on motor vehicles.

1.12.– The term "parts man" designates any motor vehicle parts and accessories salesman or

de véhicules à moteur travaillant à l'intérieur de l'établissement, commis réceptionniste, préposé à l'expédition et à la classification de la marchandise, commis aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du rayon des pièces ou accessoires, dans un établissement assujetti au présent décret.

1.13.– Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel les véhicules à moteur sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés, remisés et sur lesquels peuvent être faits divers services d'urgence. Il désigne aussi l'établissement où le commerce consiste dans la vente de l'essence et des lubrifiants, dans la vente et le montage de pneus, la vente des pièces et accessoires de véhicules à moteur.

1.14.– Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines parties de leurs pièces sont démontés dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation ou pour la ferraille.

1.15.– Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que la force musculaire et adaptée soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

1.16.– Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui est principalement préposé à l'installation et au remplacement des glaces de tout véhicule à moteur.

ARTICLE 2

Champ d'application professionnel et industriel

2.01.– Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans, aux salariés de garages, d'ateliers de mécanique, de postes d'essence, de stations service, de postes de lavage, de postes de vente d'accessoires ou pièces, de postes de vente de pneus ou ateliers de vulcanisation, de terrains de démontage.

Cependant, un garage municipal n'est pas assujetti aux dispositions du présent décret tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière.

Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels et commerciaux ou autres personnes ou corporations qui limitent leurs services à leurs propres besoins et ne travaillent pas pour la clientèle publique.

Il ne s'applique pas non plus aux ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machineries agricoles.

ARTICLE 3

Champ d'application territorial

3.01.– Le présent décret s'applique au district électoral de Rouyn-Noranda.

ARTICLE 4

Taux horaires minimaux

4.01.– Les taux horaires minimaux sont les suivants:

Mécanicien, ajusteur, machiniste, débosseur, charron, forgeron, soudeur, peintre, rembourreur, carrossier, vitrier:

Compagnon:

Classe « A » $2.00

Classe AB (Tous les détenteurs de certificat « B » qui ne réussissent pas

clerk who works inside an establishment subject to this decree as receiver, shipper, record clerk, stock clerk, correspondence clerk or classifies merchandise in a parts department.

1.13.– The term "service station" designates any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated, stored and undergo emergency repairs. It also designates establishments whose business consists in: selling gasoline or lubricants; selling and changing tires; selling motor vehicle parts and accessories.

1.14.– The term "scrapping yard" designates any place where motor vehicles or some of their part components are dismantled for sale, storage, repair or scrap.

1.15.– The term "motor vehicle" designates any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to the haulage or transportation of persons or things.

1.16.– The word "glazier" designates any employee whose main occupation consists in replacing motor vehicle glass windows.

SECTION 2

Professional and industrial jurisdiction

2.01.– This decree covers employers, professional employers, artidans, and employees in garages, machine shops, gasoline stations, service stations, car washes, accessories or parts stores, tire stores or vulcanizing shops and in scrapping yards.

However, a municipal garage is not covered by the provisions of this decree as long as the employment conditions are regulated by a special collective agreement.

The decree does not cover industrial and commercial establishments or other persons or corporations which limit their services to their own needs and do no work for outsiders.

It does not apply to shops which exclusively assemble or repair farm equipment.

SECTION 3

Territorial jurisdiction

3.01.– This decree covers the electoral district of Rouyn-Noranda.

SECTION 4

Minimum hourly rates

4.01.– Minimum hourly rates are as follows:

Mechanic, fitter, machinist, bodyman, wheelwright, blacksmith, welder, painter, upholsterer, bodyworker, glazier:

Journeyman:

Class A $2.00

Class AB (All the Class B who failed in the Class A examination, but obtained

l'examen de la classe « A » mais qui ont conservé 85% des points ou plus)	$1.80
Classe B	1.75
Classe C	1.60
Classe D	1.50

Cependant, le compagnon classifié « A » lors de l'entrée en vigueur du présent décret devra recevoir $2.05 l'heure à compter du 1er juillet 1966, et $2.15 l'heure, à compter du 1er juillet 1967.

Apprenti:

Embauchage	$1.00
Après 6 mois	1.10
Après 12 mois	1.15
Après 18 mois	1.20
Après 24 mois	1.25
Après 30 mois	1.30
Après 36 mois	1.35
Après 42 mois	1.40

Après 48 mois, il est classifié automatiquement compagnon classe « D » et doit recevoir $1.50 l'heure.

Commis aux pièces:

Embauchage	$0.85
Après 6 mois	0.90
Après 12 mois	1.00
Après 24 mois	1.15
Après 36 mois	1.30
Après 48 mois	1.50

Cependant, le commis aux pièces ayant déjà 48 mois de service, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, a droit à $1.55 l'heure, à compter du 1er juillet 1966, et à $1.65 l'heure, à compter du 1er juillet 1967.

Préposé au service et livreur:

Embauchage	$0.85
Après 6 mois	0.90
Après 12 mois	1.00
Après 24 mois	1.15
Après 36 mois	1.30
Après 48 mois	1.40

Cependant, le préposé au service et le livreur ayant 48 mois de service au moment de l'entrée en vigueur du présent décret ont droit à $1.45 l'heure, à compter du 1er juillet 1966 et à $1.55 l'heure, à compter du 1er juillet 1967.

4.02.– Tout salarié requis temporairement de faire un travail pour lequel un taux supérieur au sien est établi, continue de recevoir le taux de salaire de son emploi habituel.

4.03.– Tout salarié muté temporairement de son emploi habituel à un autre, dont le taux de salaire est inférieur, continue de recevoir le taux de salaire de son emploi habituel.

4.04.— Tout salarié qui bénéficie de taux de salaire supérieurs à ceux qui sont prévus au présent décret ne subira aucune réduction de salaire lors de l'entrée en vigueur de ce dernier.

ARTICLE 5

Durée du travail et horaires

5.01.– La semaine normale de travail du préposé au service, du livreur ou commissionnaire, est de cinquante-quatre (54) heures, réparties sur tous les jours de la semaine entre 7 h du matin et 10 h du soir. Chaque salarié de service a le droit de prendre une journée de repos par semaine, le samedi, le dimanche ou le lundi.

5.02.– La semaine normale de travail du compagnon, de l'apprenti et du commis aux pièces est de cinquante (50) heures, réparties de la façon suivante:

85% or more)	$1.80
Class B	1.75
Class C	1.60
Class D	1.50

Those classed as "A" journeymen when the decree comes into force, shall receive $2.05 on July 1st, 1966 and $2.15 as of July 1st, 1967.

Apprentice:

Hiring rate	$1.00
After 6 months	1.10
After 12 months	1.15
After 18 months	1.20
After 24 months	1.25
After 30 months	1.30
After 36 months	1.35
After 42 months	1.40

After 48 months, he automatically becomes a Class D journeyman and is paid $1.50 an hour.

Parts man:

Hiring rate	$0.85
After 6 months	0.90
After 12 months	1.00
After 24 months	1.15
After 36 months	1.30
After 48 months	1.50

Part men with more than 48 months' service when the decree comes into force, shall receive $1.55 on July 1st, 1966 and $1.65 as of July 1st, 1967.

Serviceman and delivery man:

Hiring rate	$0.85
After 6 months	0.90
After 12 months	1.00
After 24 months	1.15
After 36 months	1.30
After 48 months	1.40

Servicemen and delivery men who have 48 months' service when the decree comes into force shall receive $1.45 on July 1st, 1966 and $1.55 as of July 1st, 1967.

4.02.– Any employee, temporarily transferred from his usual occupation to one calling for a higher rate, shall continue to be paid his regular wage rate.

4.03.– Any employee, temporarily transferred from his usual occupation to one calling for a lower rate, shall continue to be paid his regular wage rate.

4.04.– Employees whose wage rates are higher than those provided herein, shall not have their wage rates reduced when this decree comes into force.

SECTION 5

Hours of work and schedules

5.01.– Servicemen, deliverymen or messengers shall have a standard 54-hour week, the daily hours being between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. Each employee is entitled to take Saturday, Sunday or Monday off as his weekly day of rest.

5.02.– Journeymen, apprentices and parts men shall have a standard 50-hour week divided as follows:

Du lundi au vendredi: de 8 h. du matin à 6 h. du soir avec une interruption d'une heure pour le dîner; le samedi de 8 h. du matin à 1 h. de l'après-midi.

5.03.– Tout salarié rémunéré sur une base horaire doit recevoir une rémunération quotidienne minimale équivalente au nombre d'heures ouvrables depuis son arrivée au travail jusqu'à la fin de sa journée normale de travail.

5.04.– Lorsqu'un salarié doit faire un travail de réparations en dehors de la ville où se trouve le garage, l'employeur doit payer tous les frais encourus pour ce déplacement.

5.05.– Le salarié qui arrive en retard de cinq minutes, subira une perte de salaire équivalente à quinze minutes de travail, s'il est en retard de quinze minutes ou plus, la perte de salaire sera de trente (30) minutes de travail.

ARTICLE 6

Heures supplémentaires et période de repos

6.01.– Tout travail fait à la demande de l'employeur en dehors des heures normales de travail de la journée ou en sus du nombre maximal d'heures de travail hebdomadaires, doit être payé au taux de salaire effectif majoré de 50%. Les salariés sont toujours libres d'accepter ou de refuser d'accomplir du travail supplémentaire.

6.02.– Tout travail exécuté en sus de douze (12) heures consécutives entraîne une majoration de 100% du taux de salaire effectif.

6.03.– Tout travail exécuté le jour de repos du salarié entraîne une majoration de 50% du taux de salaire effectif.

6.04.– Tout salarié qui accepte volontairement de conduire la remorqueuse, en dehors des heures normales de travail, doit recevoir une rémunération égale à 25% du montant facturé au client.

6.05.– Cependant, une heure par semaine, payée au taux effectif, est allouée pour permettre aux salariés de terminer chaque jour le travail déjà commencé.

6.06.– Deux périodes de repos de dix minutes chacune sont accordées chaque jour aux salariés.

ARTICLE 7

Jours fériés

7.01.– Les jours suivants sont des jours fériés: Le premier jour de l'An, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, l'Action de Grâces, la fête du Travail et le jour de Noël.

7.02.– Trois jours fériés seront chômés et payés sur une base de neuf (9) heures de travail, à savoir: la fête du Travail, le jour de Noël et le premier jour de l'An. En 1967 le jour d'Actions de Grâces sera aussi chômé et payé aux mêmes conditions.

7.03.– Cependant, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux salariés qui ont au moins trois (3) mois de service continu pour leur employeur et qui sont au travail le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit ledit jour férié.

7.04.– Tout travail exécuté un jour férié entraîne une majoration de 50% du taux de salaire effectif.

ARTICLE 8

Congés pour événements familiaux

8.01.– Tout salarié qui a au moins un (1) an de service, peut bénéficier d'un congé de deux

Monday through Friday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m., with one hour off for lunch. Saturday: 8:00 a.m. to 1:00 p.m.

5.03.– Any employee paid on an hourly basis shall receive a minimum daily pay equivalent to the number of hours worked from his arrival at work until the end of his regular working day.

5.04.– Employers shall pay all expenses incurred by an employee who is required to do repair work outside the city limits where the garage is located.

5.05.– When an employee is five minutes late at woek, his wages will be reduced the equivalent of fifteen minutes' work. When fifteen minutes late or more, his wages will be reduced the equivalent of thirty (30) minutes' work.

SECTION 6

Overtime and rest period

6.01.– All work performed at the employer's request over and above the daily or weekly standard working hours shall be paid at time and a half. Employees are free to accept or refuse overtime work.

6.02.– Double time shall be paid for any work done over and above twelve (12) consecutive hours.

6.03.– All work performed on the employee's day of rest shall be paid at time and a half.

6.04.– Any employee who willingly accepts to drive a tow-truck outside regular working hours shall receive the equivalent of 25% of the customer's bill.

6.05.– However, one hour a week shall be allocated to enable employees to complete daily any job started.

6.06.– Employees are granted two ten-minute rest periods a day.

SECTION 7

Holidays

7.01.– The following days are holidays: New Year's Day, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Thanksgiving Day, Labour Day and Christmas Day.

7.02.– Nine (9) hours' work shall be paid for the following three holidays: Labour Day, Christmas Day and New Year's Day. Thanksgiving Day 1967 shall also be a paid holiday at the same conditions.

7.03.– However, the provisions of this section only cover employees who have three (3) months' continuous service with an employer and have been at work on the days immediately preceding and following the said holiday.

7.04.– Every holiday worked shall be paid at time and a half.

SECTION 8

Holidays for family events

8.01.– Any employee with at least one year's service shall be entitled to full wages for regular

(2) jours payé au taux effectif, pour les heures qu'il perd lors du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou d'un de ses enfants, à condition que ces deux (2) jours soient compris entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement.

8.02.– Dans tous les cas, pour bénéficier de ces avantages, le salarié doit prévenir son employeur avant le début de la journée normale de travail, si possible, ou au moins pendant les deux premières heures de travail de cette journée.

8.03.– Le présent article ne s'applique pas si le décès survient au cours du congé payé annuel de l'intéressé.

ARTICLE 9

Payé

9.01.– La paye doit être remise au salarié à chaque semaine.

9.02.– *Bulletin de paie:*

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

Le nom de l'employeur,
Les nom et prénoms du salarié,
Le matricule du salarié,
L'emploi occupé par le salarié,
La date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,
Le nombre d'heures normales,
Le nombre d'heures majorées de 50%,
Le taux horaire du salaire,
Le montant du salaire brut,
La nature et le montant des retenues opérées,
Le montant du salaire net versé au salarié.

ARTICLE 10

Congés payés annuels

10.01.– *Période de référence:* La période de référence pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

10.02.– *Appréciation du droit au congé et indemnité du congé payé:* Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins de six (6) mois de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours (½) qu'il a de mois civils de service continu. S'il a au moins six (6) mois de service continu chez un employeur, le salarié a droit à un congé d'une durée d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

10.03.– Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante justifie d'un (1) an de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

10.04.– Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante justifie de cinq (5) ans de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

10.05.– L'employeur doit accorder la première semaine de congé entre le 1er mai et le 31 décembre et la deuxième semaine entre le 1er janvier

hours lost during two (2) working days due to the death of his father, mother, wife or child. However, such two (2) days shall be taken between the time of death and the day of the funeral services inclusively.

8.02.– To obtain such benefits, an employee shall notify his employer before the beginning of the regular work day, if possible, or at least during the two first hours of such day.

8.03.– This section does not apply if such death occurs during an employee's annual vacation with pay.

SECTION 9

Pay

9.01.– Employees shall be paid weekly.

9.02.– *Earnings statement:*

The following particulars shall be listed on the pay emvelope, cheque or separate earnings statement:

Employer's name,
Employee's name in full,
Employee number,
Position held,
Payment date and corresponding work periods,
Number of regular hours,
Number of overtime hours,
Hourly rate of wages,
Gross amount of wages,
Type and amount of deductions made,
Net take-home pay.

SECTION 10

Annual vacation with pay

10.01.– *Qualifying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire annual vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

10.02.– *Vacation entitlement and vacation pay:* An employee who, on May 1st of the current year, has less than six months' continuous service with an employer, shall receive one half-day's vacation for each calender month of continuous service. If he has at least six months' continuous service with an employer, the employee is entitled to one week's vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned during the qualifying period.

10.03.– An employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with an employer, shall receive one week's vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned during the qualifying period.

10.04.– An employee who, on May 1st of the current year has five years' continuous service with an employer, shall receive two week's vacation. Vacation pay equals four percent (4%) of total wages earned during the qualifying period.

10.05.– Employers shall grant the first week's vacation between May 1st and December 1st; the second week between January 1st and April

et le 30 avril. Cependant, le salarié qui y a droit peut prendre ses deux semaines de congés consécutives entre le 1er janvier et le 30 avril.

10.06.– L'employeur ne réduira pas la période du congé annuel dont un salarié bénéficie, si elle est plus longue que celle fixée au présent article.

10.07.– L'employeur doit accorder le congé annuel à une date fixée par entente avec le salarié et en donner un préavis à ce dernier.

10.08.– L'employeur doit tenir compte de l'ancienneté de chacun de ses salariés en accordant la priorité pour le choix de la date du congé.

10.09.– Un salarié ne peut prendre son congé en même temps qu'un autre salarié travaillant dans le même département que lui.

10.10.– L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

ARTICLE 11

Dispositions diverses

11.01.– L'employeur doit fournir des salopettes aux salariés, à ses frais. Cependant, tout salarié doit payer $1.00 par semaine à l'employeur pour les frais de nettoyage desdites salopettes.

ARTICLE 12

Durée du décret

12.01.– Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13860-o JACQUES PRÉMONT.

30th. However, if the employee is so entitled, he may take his two weeks together between January 1st and April 30th.

10.06.– Employees who are now receiving a vacation longer than that herein stipulated shall not suffer any reduction in vacation time.

10.07.– Vacations shall be granted at a set date after agreement between employer and employee. Employees shall be previously notified thereof.

10.08.– When granting vacation times, employers shall take each employee's seniority and choice into account.

10.09.– No two employees of a same department may be on vacation at the same time.

10.10.– Employers shall give the employee his vacation pay before his leaving on vacation.

SECTION 11

General provisions

11.01.– Overalls are supplied by employers. However, every employee shall contribute $1.00 a week for their laundering.

SECTION 12

Term of the decree

12.01.– This decree comes into force on the day it is published in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until July 1, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice of termination, no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days before expiry of the original term or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
13860-o *Clerk of the Executive Council*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 160

Section « A »

Québec, le 1er février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 23 (A) du 5 janvier 1966, concernant des modifications au décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, soit corrigé comme suit:

À l'article VIII (poste 17°), les mots « avant le 1er avril de l'année 1966 » sont remplacés par les mots « avant le 28 février de l'année 1967 ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13860-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 160

Section "A"

Quebec February 1, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting the Food Products Retail Trade in the Québec district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Order in Council number 23 (A) of January 5, 1966, concerning amendments to decree number 1658 of May 17, 1944 and amendments (Food Products Retail Trade in the Québec district), be corrected as follows:

In section VIII (item 17), the words "prior to April 1st of 1966" are replaced by the word "prior to February 28th of 1967".

JACQUES PRÉMONT,
13860-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 160

Section « B »

Québec, le 1er février 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 décembre 1965;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Taux minimaux de salaire pour le travail à l'heure ou à la pièce:* Les taux horaires minimaux suivants, lesquels comprennent l'indemnité de cherté de vie (boni de vie chère) pour les travailleurs à la pièce, s'appliquent aux salariés ci-après énumérés:

	Taux horaires Zones		
Métiers:	*I*	*II*	*III*
Opérateur (y compris le travail de section).	$1.05	$0.9975	$0.945
Faiseur d'échantillon..	1.05	0.9975	0.945
Drapeur.....	1.00	0.95	0.90
Finisseur.....	0.95	0.9025	0.855
Examinateur.....	0.95	0.9025	0.855
Plieur.....	0.935	0.8882	0.8415
Ouvrier général.....	0.935	0.8882	0.8415
Presseur.....	1.65	1.5675	1.485
Presseuse.....	1.35	1.2825	1.215
Assistant-presseur ou presseuse.....	1.00	0.95	0.90
Coupeur compétant, classe I.....	1.75	1.6625	1.575
Coupeur semi-compétent, classe II.....	1.60	1.52	1.44
Étaleur.....	1.20	1.14	1.08
Opérateur de machines spéciales.....	0.95	0.9025	0.855

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les taux minimaux énumérés ci-haut. »

2° L'article X est remplacé par le suivant:

« X. *Apprentis:* Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus ont le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'ont pas le droit d'employer d'apprenti.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 160

Section "B"

Québec, February 1, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Dress Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in the Province of Québec (made binding by decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 18, 1965;

WHEREAS the objection raised was duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 3519 be amended as follows:

1. Section VIII is superseded by the following:

"VIII. *Minimum scale of wages per hour or for piece work:* The following minimum hourly rates, which include the cost of living bonus to piece workers, shall apply to the employees hereinafter mentioned:

	Per hour Zones		
Trades:	*I*	*II*	*III*
Operator (including section work).....	$1.05	$0.9975	$0.945
Sample maker.....	1.05	0.9975	0.945
Draper.....	1.00	0.95	0.90
Finisher.....	0.95	0.9025	0.855
Examiner.....	0.95	0.9025	0.855
Folder.....	0.935	0.8882	0.8415
General hand.....	0.935	0.8882	0.8415
Presser – male.....	1.65	1.5675	1.485
Presser – female.....	1.35	1.2825	1.215
Assistant-presser.....	1.00	0.95	0.90
Cutter, Grade I (skilled).....	1.75	1.6625	1.575
Cutter, Grade II (semi-skilled).....	1.60	1.52	1.44
Spreader.....	1.20	1.14	1.08
Special Machine Operator.....	0.95	0.9025	0.855

No piece work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum ones abovementioned."

2. Section X is superseded by the following:

"X. *Apprentices:* Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

Les apprentis-coupeurs doivent travailler selon l'échelle de salaires suivante qui comprend l'indemnité de cherté de vie (boni de vie chère) pour les travailleurs à la pièce:

	Taux horaires Zones		
Apprenti-coupeur:	*I*	*II*	*III*
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	1.02	0.969	0.918
3e trimestre	1.15	1.0925	1.035
4e trimestre	1.27	1.2065	1.143
5e trimestre	1.40	1.33	1.26
6e trimestre	1.53	1.4535	1.377

Subséquemment, le salaire est le même que celui des coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas excéder vingt pour cent (20%) du nombre des salariés d'un tel atelier.

Il n'existe aucun apprentissage pour les occupations d'ouvrier général, plieur et étaleur auxquels l'échelle des taux minimaux s'applique.

Un apprenti-opérateur, apprenti-opérateur (travail de section), finisseur, presseur, presseuse, assistant-presseur, examinateur et opérateur de machines spéciales est un commençant. Il doit travailler selon l'échelle des taux horaires suivants qui comprend l'indeminité de cherté de vie (boni de vie chère) pour les travailleurs à la pièce:

	Taux horaires Zones		
Apprenti-presseur:	*I*	*II*	*III*
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	1.04	0.988	0.936
3e trimestre	1.18	1.121	1.062
4e trimestre	1.32	1.254	1.188
5e trimestre	1.46	1.387	1.314
6e trimestre	1.58	1.501	1.422

Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.

Apprenti-presseuse:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	1.01	0.9595	0.909
4e trimestre	1.10	1.045	0.99
5e trimestre	1.19	1.1305	1.071
6e trimestre	1.28	1.216	1.152

Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.

Apprenti-finisseur:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
4e trimestre	0.935	0.8882	0.8415

Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.

Apprenti-opérateur:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	0.96	0.912	0.864
4e trimestre	1.02	0.969	0.918

Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.

Apprenti-opérateur (travail de section):			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	1.02	0.969	0.918

Apprentice cutters shall work under the following schedule which includes the cost of living bonus to piece workers:

	Per hour Zones		
Apprentice Cutter:	*I*	*II*	*III*
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	1.02	0.969	0.918
3rd three months	1.15	1.0925	1.035
4th three months	1.27	1.2065	1.143
5th three months	1.40	1.33	1.26
6th three months	1.53	1.4535	1.377

And, thereafter, in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed twenty per cent (20%) of the employees of such shop.

There is no apprenticeship for the crafts of general hand, folder and spreader, to which the minimum scale of wages shall apply.

An apprentice operator, apprentice operator (section work), finisher, male presser, female presser, assistant-presser, examiner and special machine operator is a beginner and shall work under the following schedule of wages per hour which includes the cost of living bonus to piece workers:

	Per hour Zones		
Apprentice male presser:	*I*	*II*	*III*
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	1.04	0.988	0.936
3rd three months	1.18	1.121	1.062
4th three months	1.32	1.254	1.188
5th three months	1.46	1.387	1.314
6th three months	1.58	1.501	1.422

And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.

Apprentice female presser:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three months	1.01	0.9595	0.909
4th three months	1.10	1.045	0.99
5th three months	1.19	1.1305	1.071
6th three mohths	1.28	1.216	1.152

And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.

Apprentice finisher:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three mohths	0.935	0.8882	0.8415
4th three months	0.935	0.8882	0.8415

And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.

Apprentice operator:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three months	0.96	0.912	0.864
4th three months	1.02	0.969	0.918

And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.

Apprentice operator (section work):			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three months	1.02	0.969	0.918

	Taux horaires Zones I	II	III
Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.			
Apprenti-examinateur:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.			
Apprenti assistant-presseur:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.975	0.9263	0.877
Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier.			
Apprenti-opérateur de machines spéciales:			
1er trimestre	$0.935	$0.8882	$0.8415
2e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
3e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
4e trimestre	0.935	0.8882	0.8415
Et subséquemment, selon le taux établi pour son métier. »			

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13860-o JACQUES PRÉMONT.

	Per hour Zones I	II	III
And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.			
Apprentice examiner:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three months	0.935	0.8882	0.8415
And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.			
Apprentice, assistant-presser:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.975	0.9263	0.877
And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft.			
Apprentice, special machine operator:			
1st three months	$0.935	$0.8882	$0.8415
2nd three months	0.935	0.8882	0.8415
3rd three months	0.935	0.8882	0.8415
4th three months	0.935	0.8882	0.8415
And thereafter, in accordance with the rate in their respective craft."			

JACQUES PRÉMONT,
13860-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 133

Québec, le 26 janvier 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le nombre de véhicules susceptibles de former un ensemble de véhicules automobiles.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route, (S.R.Q., 1964, chapitre 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement, « réglementer l'emploi de la circulation des convois automobiles dans les chemins publics. »;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre la circulation dans les chemins publics d'ensembles de véhicules automobiles formés d'au plus trois véhicules.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE des ensembles de véhicules formés d'au plus trois véhicules, un remorquant et deux remorqués, soient autorisés à circuler sur les chemins publics de la province en autant que:

– la longueur totale maximum de chaque ensemble n'excède pas soixante pieds;

– la pesanteur totale maximum de chaque ensemble n'excède pas celles fixées par l'arrêté en conseil numéro 1045 du 27 mai 1964;

– les dispositifs d'attelage de chacun des véhicules composant l'ensemble, soient suffisamment solides pour résister à tous les efforts provoqués par le remorquage et soient agencés de telle sorte que lorsque l'ensemble de véhicules circule en ligne droite, aucun des véhicules remorqués ne puisse se déplacer de plus de trois pouces d'un côté ou de l'autre par rapport au véhicule-remorqueur;

QUE l'alinéa relatif au nombre de remorques ou de semi-remorques susceptibles d'être tirées par un véhicule-tracteur, contenu dans la réglemen-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 133

Quebec, January 26, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the number of vehicules liable to form a combination of motor vehicles.

WHEREAS under section 49 of the Highway Code, (R.S.Q., 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may by regulation "regulate the use and the operation of motor trains on public highways";

WHEREAS it would be advisable to permit the circulation on the public highways of combinations of motor vehicles formed by three vehicles at the most;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT combinations of vehicles formed by three vehicles at the most, one towing and two towed, be authorized to circulate on the public highways of the province inasmuch as:

– the total maximum length of each combination shall not exceed sixty feet;

– the total maximum weight of each combination shall not exceed those laid down by Order in Council number 1045 of May 27, 1964;

– the attachment device of each vehicle composing the combination be solid enough to resist all efforts caused by the towing and be arranged in such a way that when the combination of motor vehicles circulates in a straight line, none of the towed vehicles swerves more than three inches on either side of the path of the towing-vehicle;

THAT the paragraph relative to the number of trailers or semi-trailers liable to be drawn by a vehicle-tractor, contained in the regulation

tation annexée à l'arrêté en conseil numéro 1045 du 27 mai 1964, soit abrogé.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

N.B.— Ce texte remplace celui publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 février 1966, à la page 903.

13833-o

annexed to Order in Council number 1045 of May 27, 1964, be abrogated.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

N.B.— This text replaces the one published in the *Quebec Official Gazette* of February 5, 1966, on page 903.

13833

Action en séparation de biens

Huet *vs* Boire

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 702 196. Dame Marie Simonne Huet, demanderesse, *contre* Bernard Boire, défendeur.

Avis

Dame Marie Simonne Huet, épouse de Bernard Boire, entrepreneur de la cité et du district de Montréal, a intenté une action de séparation de biens.

Montréal, le 7 janvier 1966.

Les Procureurs de la demanderesse,
13850-o SIVAK & UNTERBERG.

Action for separation as to property

Huet *vs* Boire

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 702 196. Dame Marie Simonne Huet, plaintiff, *versus* Bernard Boire, defendant.

Notice

Dame Marie Simonne Huet, wife of Bernard Boire, contractor of the city and district of Montreal, has instituted a case in separation as to property.

Montreal, January 7, 1966.

SIVAK & UNTERBERG,
13850 *Attorneys for the plaintiff.*

Avis

L'Église Baptiste de St-Constant

Avis est, par les présentes, donné que L'Église Baptiste de St-Constant, une congrégation baptiste, ayant sa place de services à Montée Griffin et rang St-Ignace, municipalité de St-Constant, comté de Laprairie, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être incorporé sous le nom de « L'Église Baptiste de St-Constant », conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q. 1964.

Les Procureurs de la requérante,
HUTCHESON, JOHNSTON, TODD &
13743-5-5-o DURSO.

Naftali Lucien Gilbert Bobot

Avis est donné que « Naftali Lucien Gilbert Bobot », professeur, résidant à 3957, 9e Rue Chomedey, ville de Laval, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à: « Gilbert Brewart », ledit changement de nom bénéficera à son épouse née Vivian Maisie Conquy ainsi qu'à son fils mineur Francis Bernard Élie, tous de la même adresse.

Québec, ce 31 janvier 1966.

Les Procureurs du requérant,
13834-6-2-o JOBIN DIONNE BERNATCHEZ.

Corporation des Ingénieurs du Québec

Avis est donné que « Monsieur Philippe Loiselle », demeurant au 204 Montcalm à Valleyfield, a été suspendu comme membre de la Corporation des Ingénieurs du Québec pour une période d'un (1) mois, à compter de la date du présent avis, pour avoir enfreint le Code d'Éthique des Ingénieurs aux articles 4.2 et 4.4.

Montréal, le 6 janvier 1966.

Le Secrétaire général,
13835-o GILLES PERRON Ing.

Notices

L'Église Baptiste de St-Constant

Notice is hereby given that L'Église Baptiste de St. Constant, a Baptist Congregation having its place of worship at Montée Griffin and rang St. Ignace, municipality of St. Constant, county of Laprairie, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "L'Église Baptiste de St.-Constant", in conformity with the provisions of chapter 305 R.S.Q. 1964.

HUTCHESON, JOHNSTON, TODD & DURSO,
13743-5-5-o *Attorneys for the petitioner.*

Naftali Lucien Gilbert Bobot

Notice is hereby given that "Naftali Lucien Gilbert Bobot," professor, residing at 3957, 9th Street, Chomedey, ville de Laval, P.Q., will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree authorizing the changing of the name of the petitioner into "Gilbert Brevart", this changing of the name will allow to his wife Vivian Maisie Conquy and to his minor son Francis Bernard Élie, all residing at the same address.

Quebec, January 31, 1966.

JOBIN DIONNE BERNATCHEZ,
13834-6-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Corporation of Engineers of Quebec

Notice is hereby given that "Mr. Philippe Loiselle", residing at 204 Montcalm, Valleyfield, has been suspended as a member of the Corporation of Engineers of Quebec for a period of one (1) month as of the date of the present notice, for infringement of sections 4.2 and 4.4. of the Engineers' Code of Ethics.

Montreal, January 6, 1966.

GILLES PERRON, Eng.,
13835-o *General Secretary.*

Discours du Trône

Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,

J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à la sixième session de la vingt-septième législature.

L'année qui vient de commencer sera d'une grande importance sur le plan fédéral-provincial. Plusieurs conférences sont à prévoir au niveau des premiers ministres de même qu'à celui des ministres. Le Comité du Régime fiscal, à cause de la nature de ses travaux, mettra en lumière le rôle que le Québec peut et doit jouer au Canada. Mon gouvernement maintiendra son attitude ferme et positive. En visant à une répartition plus saine et plus efficace des responsabilités, il épaulera avec plus de vigueur que jamais l'effort d'affirmation de sa population dans le respect intégral des droits que la constitution lui reconnaît.

Mon gouvernement s'est entendu avec celui de l'Ontario pour négocier une entente culturelle. De chaque côté de la frontière vivent côte à côte les plus fortes concentrations canadiennes de population francophone et de population anglophone. Il est normal que des relations culturelles fortement structurées s'établissent entre elles.

Dans le domaine des arts, des lettres et des sciences, en raison des ressources étendues dont ils disposent, l'Ontario et le Québec sont en mesure d'offrir l'un à l'autre l'apport de leurs artistes, de leurs écrivains, de leurs spécialistes et de faire le meilleur accueil possible aux oeuvres qui viendront de la province-soeur. Cette collaboration s'établira dans une même aspiration à l'excellence et dans un commun respect d'autrui.

L'économie du Québec a connu en 1965 un essor sans précédent.

Un grand nombre d'entreprises nouvelles se sont établies chez nous, et plusieurs autres grandes sociétés manifestent l'intention d'en faire autant. Les emplois se multiplient et le chômage est en régression constante.

Un des grands facteurs de cette expansion économique, la production sans cesse accrue jointe à la distribution toujours plus efficace de l'électricité, a été souligné récemment quand l'Hydro a mis en service, entre Manicouagan et Montréal, le réseau de transport le plus puissant du monde.

Les agences commerciales à l'étranger, dont la quatrième s'est ouverte l'automne dernier à Milan, en Italie, font aussi partie de notre politique d'expansion économique. Ces délégations du Québec trouvent des débouchés nouveaux pour nos produits et s'emploient à intéresser les hommes d'affaires et les industriels d'autres pays à investir des capitaux chez nous.

Le gouvernement vous invitera, au cours de la session, à approuver plusieurs mesures nouvelles en vue d'accélérer notre développement économique.

À la suggestion du Conseil d'Orientation économique, le gouvernement a constitué l'an dernier un comité provisoire chargé d'étudier les besoins du Québec dans le domaine de la recherche. Il vous demandera, cette année, d'approuver un projet de loi instituant le Conseil de la recherche scientifique du Québec, ainsi qu'une autre mesure pour autoriser l'établissement

Speech from the Throne

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,

I am happy to bid you welcome to the sixth session of the twenty-seventh legislature.

The current year will be one of great importance in the Federal-Provincial field. Several conferences of Prime Ministers, and of ministers, are to be expected. The Tax Structure Committee, from the nature of its work, will indicate the part which Quebec can and must play in Canada. My government will maintain its firm and positive attitude. With a view to a sounder and more effective distribution of responsibilities, it will endeavour more vigorously than ever to achieve for our people unqualified respect for all their rights under the constitution.

My government has come to an understanding with that of Ontario for the negociation of a cultural agreement. On either side of the border the greatest concentrations of English and French-speaking Canadians are living side by side, It is natural that sound cultural relations be established between them.

Because of their extensive resources in the field of letters, science and the arts, Ontario and Quebec are in a position to enrich each other through their artists, authors and specialists, and each to give the best possible recognition to the works produced by the other. Such collaboration will be carried out in a spirit of mutuql respect, based on a common goal of excellence.

Quebec's economy experienced an unprecedented forward surge in 1965.

Many new enterprises have established themselves here, and several other large corporations manifest a desire to do likewise. Employment is increasing while unemployment steadily declines.

One of the major factors in this economic expansion, the ever-increasing production and more efficient distribution of electricity, was emphasized recently with the establishment by Hydro between Manicouagan and Montreal of the most powerful transmission line in the world.

Commercial agencies abroad, the fourth of which was opened last autumn in Milan, Italy, are also a part of our policy of economic expansion. These Quebec delegations find new outlets for our products and promote interest among businessmen and industrialits of other countries in investing capital here.

During the session, the government will ask you to approve a number of new measures to accelerate our economic development.

Last year, at the suggestion of the Economic Advisory Council, the governemnt set up a provisional committee to study Quebec's needs in the field of research. This year, it will ask you to approve a bill creating the Quebec Scientific Research Council and another to authorize the establishment of an Industrial Research Centre. These two new bodies will join those set up by

d'un Centre de recherche industrielle. Ces deux nouveaux organismes viendront s'ajouter à ceux que le gouvernement a mis sur pied au cours des dernières années pour activer et orienter notre développement économique.

Pour faciliter des politiques d'aménagement et de développement régional, le gouvernement, de concert avec le Conseil d'Orientation économique, a défini dix régions qui serviront dorénavant de cadre à son action. La décentralisation administrative et celle des services communautaires et culturels seront donc entreprises à partir d'un certain nombre de pôles et l'on constituera ainsi des régions fortement organisées.

Le gouvernement, qui maintient l'agriculture au premier rang de ses préoccupations, vous soumettra des projets de loi qui, en facilitant la mise en marché des produits de la ferme, permettront aux cultivateurs de retirer des bénéfices accrus du fruit de leur travail.

On vous demandera d'adopter entre autres une loi établissant un office de producteurs de lait qui sera muni des pouvoirs nécessaires pour assurer, en collaboration avec d'autres provinces canadiennes et avec le gouvernement fédéral, une saine orientation de l'industrie laitière et une surveillance plus efficace du commerce du lait.

Après avoir été invités à voter les sommes nécessaires pour indemniser les cultivateurs des dommages causés l'an dernier par les intempéries, vous serez priés d'autoriser l'institution d'un régime d'assurance-récolte, afin de favoriser la sécurité de l'agriculteur et la stabilisation de son revenu.

Le gouvernement vous invitera aussi à examiner un projet de loi instituant un crédit agricole de consolidation, pour permettre à l'agriculteur d'emprunter de plus fortes sommes à long terme sur garantie de l'ensemble de ses biens, y compris le cheptel et la machinerie, en vue d'accroître la productivité de son exploitation et d'augmenter son revenu.

Il vous soumettre aussi d'autres mesures visant à accélérer la consolidation des fermes familiales, soit par l'agrandissement, soit par l'amélioration des sols, des cultures et des élevages.

Dans le champ de la législation socio-économique, l'entrée en vigueur du Régime de rente du Québec, le premier janvier, marque une étape d'une extrême importance. Cette rente, ajoutée aux autres bénéfices sociaux, assurera aux Québécois une sécurité économique sans précédent.

On vous demandera, au cours de cette session, d'entreprendre la mise en oeuvre d'une vaste politique sociale. Celle-ci verra l'assistance sociale comme un tout qui doit être cohérent et faire partie intégrante de la politique d'ensemble de l'État. Orientées vers la prévention et la réadaption, ces mesures s'attaqueront aux causes de la dépendance sociale antant qu'à ses effets. Elles reconnaîtront que le citoyen économiquement faible a droit à la satisfaction de ses besoins essentiels et elles seront concentrées sur la famille afin de l'aider dans sa tâche, et en particulier à faire face à l'accroissement de ses charges. Enfin, on visera, par un constant appui aux efforts communautaires, à tirer pleinement partie des ressources de chaque collectivité, afin d'améliorer et de multiplier les services sociaux indispensables à l'échelle de la localité et de la région.

La réalisation d'une telle politique fera que les citoyens du Québec disposeront d'un régime de sécurité sociale qui sera, à la fois, conforme à leur culture, adapté à leurs besoins et fondé sur les principes d'une société vraiment démocra-

the government in recent years to stimulate and direct our economic development.

In order to facilitate regional planning and development policies, the government, in concert with the Economic Advisory Council, has defined ten regions which henceforth will serve as a framework for its activities. The decentralization of administration and of community and cultural services will thereby emanate from a given number of centres, and highly organized regions will thus be constituted.

The government, with agriculture still in the forefront of its preoccupations, will submit bills to you which will facilitate the marketing of farm products and enable formers to derive greater benefits from the fruits of their labour.

You will be asked to pass, among others, an act to establish a milk producers' board with the necessary powers to ensure, in collaboration with other Canadian provinces and the federal government, a sound planning of the dairy industry and a more efficient supervision of the milk trade.

You will be requested to appropriate the moneys necessary to indemnity farmers for damage caused last year by unseasonable weather, and then to authorize the institution of a crop insurance plan designed to give the farmer greater security and a more stable income.

The government will also ask you to consider a bill to institute a farm loan consolidation fund, to enable a farmer to secure larger long-term loans upon the security of the whole of his property, including live-stock and machinery, with a view to increasing the productivity of his farm and augmenting his income.

It will also submit to you other measures designed to accelerate the consolidation of family farms, by enlargement or by improvement of soil, cultivation and breeding.

In the field of socio-economic legislation, the coming into force of the Quebec Pension Plan on the first of January marked a most important stage. This pension, together with other social benefits, will ensure unprecedented economic security to the citizens of Quebec.

During this session, you will be asked to undertake the implementation of a broad social policy. It will view social assistance as a whole which must be coherent and form an integral part of the comprehensive policy of the state. Directed toward prevention and rehabilitation, these measures will attack the causes as well as the effects of social dependence. They will acknowledge the right of citizens of slender means to the satisfaction of their essential needs and will be centred on the family, to aid it in its task and particularly in meeting increasing responsibilities. Finally, the objective will be, through constant support of community efforts, to make the best possible use of the resources of each collectivity in order to improve and multiply essential social services on both a local and a regional scale.

The implementation of such a policy will provide the people of Quebec with a social security plan consonant with their culture, adapted to their needs, and based on the principles of a truly democratic society, solicitous for the secu-

tique, soucieuse de la sécurité de tous ses membres, surtout de ceux qui sont moins bien partagés.

Comme partie de la première étape, le gouvernement vous soumettra une loi destinée à mettre sur pied un régime d'assistance médicale pour les personnes et les familles secourues par l'État.

On vous demandera aussi d'amender la Loi des mères nécessiteuses afin d'augmenter l'allocation par enfant de même que le maximum des revenus permis.

Le gouvernement a l'intention de vous demander d'approuver diverses autres mesures destinées à venir en aide aux assistés sociaux.

Il vous invitera d'autre part à apporter des modifications à la Loi des allocations scolaires afin d'intensifier encore la fréquentation scolaire chez les jeunes et d'aider, en même temps, les familles nombreuses à faire face à leurs obligations.

Dans cette perspective de développement social et économique à la fois intensif et coordonné, l'éducation conserve sa place primordiale.

Mon gouvernement, très conscient du rôle vital joué jusqu'ici par les institutions indépendantes, et de la richesse culturelle qu'elles représentent, s'est penché attentivement sur la question de leur avenir. À la suite de consultations, des mesures seront proposées pour résoudre ce problème au profit de la jeunesse et de la société québécoises.

L'enseignement technique et professionnel qui constitue l'une des pierres d'assise de l'édifice économique du Québec, connaîtra au cours des prochains mois un développement accéléré. Le gouvernement donnera aussi un essor sans précédent à l'éducation des adultes.

Dans le domaine du travail, le gouvernement entend exercer davantage la compétence qui lui appartient par une politique active de main-d'oeuvre. Il favorisera tout particulièrement l'adoption de moyens propres à fournir à notre industrie des ouvriers qualifiés et, en outre, prendre les mesures nécessaires pour remédier aux conséquences de l'automatisation, surtout par le reclassement des travailleurs.

En vue d'apporter une solution au problème du logement, un projet de loi proposera de créer la Société générale d'habitation. Cette mesure permettra au gouvernement, en collaboration avec les municipalités, d'assumer sa responsabilité en matière de rénovation urbaine et de logement.

Le gouvernement suggérera la formation d'un comité conjoint des deux Chambres qui sera chargé d'étudier toute la question de l'assurance-santé et de faire rapport sur l'établissement d'un tel régime au Québec.

Vous serez invités à voter des lois réglementant l'exercice de la chiropraxie et de l'ostéopathie.

Le gouvernement se propose de vous soumettre plusieurs projets de lois concernant l'administration de la justice.

Il vous invitera à étudier, entre autres, un ensemble de lois de concordance avec le Code de procédure civile adopté l'an dernier, afin d'en permettre la mise en vigueur à brève échéance.

Le gouvernement vous priera de voter une loi concernant la propriété en commun des immeubles.

Un projet de revision des lois relatives à la protection contre l'incendie est à l'étude et vous sera soumis aussitôt que possible.

Le gouvernement poursuivra activement la modernisation de notre réseau routier. Sur la

rity of all its members, especially the less fortunate.

As part of the first stage, the government will submit to you a bill to establish a medical assistance plan for persons and families receiving aid from the state.

You will also be asked to amend the Needy Mothers Assistance Act so as to increase the allowance per child and the maximum permissible income.

The government will ask you to approve various other measures designed to help those receiving social assistance.

It will also ask you to amend the Schooling Allowances Act so as further to improve school attendance by the young and at the same time help large families to meet their obligations.

Within this intensified and coordinated scheme of social and economic development, education retains its primal position.

My government, fully aware of the vital role thus far played by independent institutions, and of the cultural wealth they represent, has carafully considered the question of their future. Following consultation, measures will be proposed for the solution of this problem for the benefit of the youth and of the entire community of Quebec.

Technical and professional training, a cornerstone of Quebec's economic structure, will undergo accelerated development in the next few months. The government will also give unprecedented stimulus to adult education.

In the field of labour, the government intends to exercise its jurisdiction more fully through a vigorous work-force policy. In particular, it will encourage measures to supply our industry with qualified workmen and also to take the necessary steps to offset the consequences of automation, especially through the reclassification of workers.

With a view to solving the housing problem, a bill will propose the establishment of the General Housing Corporation. This measure will enable the government, in collaboration with municipalities, to assume its responsibility in the field of urban renewal and housing.

The government will suggest the formation of a joint committee of both Houses to study the whole question of health insurance and to report respecting the establishment of such a plan in Quebec.

You will be asked to pass acts to regulate the practice of chiropractic and osteopathy.

The government proposes to submit to you severals bills respecting the administration of justice.

It will ask you to study, among others, a number of laws of concordance with the Code of Civil Procedure enacted last year, so that the new Code may be put into force at an early date.

The government will ask you to pass an act respecting the common ownership of immoveables.

A draft revision of the laws respecting fire protection is under study and will be submitted to you as soon as possible.

The government will continue vigorously to modernize our highway network. North of the

rive nord du Saint-Laurent, il entend compléter la section Montréal-Berthier de l'autoroute qui se construit graduellement en direction de la capitale.

Dans la région de Montréal, on parachèvera les voies rapides chargées d'absorber le flot considérable de circulation qu'entraînera l'Exposition universelle. Ce système routier des plus modernes s'intégrera à la route transcanadienne dont la construction sera poursuivie activement en 1966.

Le gouvernement projette aussi d'entreprendre, cette année, la construction de l'autoroute transquébécoise qui ira de Chibougamau en passant par le pont de Trois-Rivières jusqu'à la frontière, près de Sherbrooke.

Le gouvernement affectera des sommes considérables à l'amélioration de notre voirie rurale.

À la veille de l'Exposition universelle, il est impérieux d'aider l'industrie touristique, notamment en développant les parcs provinciaux et en multipliant les terrains de camping, les aires de repos et les relais routiers.

Un projet de loi vous sera soumis pour favoriser l'intégration des immigrants en fonction des intérêts économiques et culturels du Québec.

De nombreux autres projets de lois tant d'ordre public que d'ordre privé seront aussi soumis à votre attention.

Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,

Les comptes publics du dernier exercice financier vous seront soumis et vous serez invités à voter les crédits nécessaires à l'administration de la province pour la prochaine année financière.

Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,

Je demande à la Divine Providence de vous bénir et de vous éclairer dans vos délibérations.

13836-o

La Compagnie Gaspesia, Limitée

Avis de dépôt de plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que « La Compagnie Gaspesia, Limitée », dont le bureau-chef est à Québec, annonce que trois barrages ont été construits sur la rivière Pabos dans le comté de Gaspé-Sud en 1914.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis marquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui sont affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Richesses Naturelles, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé à Percé, le 7 avril 1965.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec 21 janvier 1966.

La requérante,
La Compagnie Gaspesia, Limitée.
Par le Gérant du bois,
E. BOYLE.

13864-o

St. Lawrence, it intends to complete the Montreal-Berthier section of the autoroute which is under construction in the direction of the capital.

In the Montreal region, the expressways designed to accommodate the great flow of traffic caused by the World Exhibition will be completed. This highway system, one of the most modern, will link up with the Trans-Canada Highway, construction of which will be actively continued in 1966.

The government also plans to begin construction this year on the Trans-Quebec Autoroute, which will run from Chibougamau to the border, near Sherbrooke, via the Trois-Rivières bridge.

The government will allocate large sums of money for the improvement of our rural roads.

On the eve of the World Exhibition, it is vital to stimulate the tourist trade, especially by developing the provincial parks and increasing the number of camping grounds, rest areas and picnic sites.

A bill will be submitted to you to promote the absorption of immigrants in harmony with the economic and cultural interests of Quebec.

Many other bills, both public and private, will also be submitted for your attention.

Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,

The public accounts for the last fiscal year will be submitted to you and you will be asked to vote the appropriations necessary for the administration of the Province for the next fiscal year.

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,

I pray Divine Providence to bless you and to enlighten your deliberations.

13836-o

Gaspesia Pulp & Paper Company, Limited

Notice of deposit of plan and specifications

Public notice is hereby given in accordance with Section 60 of the water course Act, that the "Gaspesia Pulp & Paper Company, Limited", having its head office in the city of Quebec, has proceeded to the construction of three dams on Pabos River in the county of Gaspe-South in 1914.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which is affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Gaspe at Percé, on April 7, 1965.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, January 21, 1966.

The Petitioner,
Gaspesia Pulp & Paper Company, Limited.
Per: E. BOYLE,
Woodlands Manager.

13864-o

Lip Mon (George) Chin

Avis est par les présentes donné que Lip Mon (George) Chin, cuisinier, résidant au numéro 1545 rue Édouard Laurin, cité de St-Laurent, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Kwong Jue Lee ». Ce changement affectera son épouse, Fung Siu et ses deux filles mineures, May Lynn et May Fun de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,

13875-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Lip Mon (George) Chin

Notice is hereby given that Lip Mon (George) Chin, cook, residing at 1545 Édouard Laurin St., city of St. Laurent, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Kwong Jue Lee". This change will affect his wife, Fung Siu and two minor daughters, May Lynn and May Fun of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,

13875-6-2-o *Attorney for applicant.*

Sing Wing Hum

Avis est par les présentes donné que Sing Wing Hum, cuisinier, résidant au numéro 1130 rue Chenneville, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Sik Sim Lee ». Ce changement affectera son épouse, Yue Chu, ses deux fils mineurs, Robert Jing Ming and Johnnys et sa fille mineure Carol, de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,

13876-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Sing Wing Hum

Notice is hereby given that Sing Wing Hum, cook, residing at 1130 Chenneville St., Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Sik Sim Lee". This change will affect his wife, Yue Chu, his two minor sons, Robert Jing Ming, and Johnnys, and his minor daughter Carol, of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,

13876-6-2-o *Attorney for applicant.*

Kuo Chong Seto

Avis est par les présentes donné que Kuo Chong Seto, garçon de table, résidant au numéro 4554 rue St-Denis, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Jan Chong Fong ». Ce changement affectera son épouse, Tue Gee, ses trois fils mineurs, Bill Fong, Edward Fong, William Fong, et sa fille mineure Lana de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,

13877-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Kuo Chong Seto

Notice is hereby given that Kuo Chong Seto, waiter, residing at 4554 St. Denis St., Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Jan Chong Fong". This change will affect his wife Tue Gee, his three minor sons Bill Fong, Edward Fong, and William Fong, and his minor daughter Lana of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,

13877-6-2-o *Attorney for applicant.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés de Atlas Asbestos

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de Atlas Asbestos ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Atlas Asbestos Company, division de Bell Asbestos Mines Limited.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-Maisonneuve.

Québec, le 7 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

13884-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de Atlas Asbestos

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union « Caisse d'Économie des employés de Atlas Asbestos".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Atlas Asbestos Company, Division of Bell Asbestos Mines Limited.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-Maisonneuve.

Quebec February 7, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

13884 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Genelco Finance Limited

Avis est donné que la compagnie « Genelco Finance Limited », a obtenu un permis daté du

Companies Licensed to do Business

Genelco Finance Limited

Notice is hereby given that "Genelco Finance Limited", has obtained a license dated December

23 décembre 1965 en vertu de la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements.

Toronto, Ontario, ce 6e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire,
A. G. TRITES.

13745-5-4

23, 1965, under the Loan and Investment Societies Act.

Toronto, Ontario, this 6th day of January, 1966.

A. G. TRITES,
Secretary.

13745-5-4-o

Champion Savings Corporation Limited
Corporation d'Épargnes Champion limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Champion Savings Corporation Limited — Corporation d'Épargnes Champion limitée », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les prodécures contre ladite compagnie, est M. Frank M. Wells, 427, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province eat établi à 427, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 2-66 — 1305/106

Champion Savings Corporation Limited
Corporation d'Épargnes Champion limitée

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Champion Savings Corporation Limited — Corporation d'Épargnes Champion limitée", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Frank M. Wells, 427 St. James Street, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 427 St. James Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 2-66 — 1305/106

Thunder Bay Nickel Mining Corporation Limited

Avis est donné que « Thunder Bay Nickel Mining Corporation Limited », a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Walter H. Hood, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à suite 502, 455 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833 1-66 — 1305/82

Thunder Bay Nickel Mining Corporation Limited

Notice is given that "Thunder Bay Nickel Mining Corporation Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. Walter H. Hood, of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at room 502, 455 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833-o 1-66 — 1305/82

Chartes — Abandon de

Lorman Realty Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lorman Realty Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 5 mars 1959, fera une demande pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 2 février 1966.

Le Secrétaire,
Z. ZADJMAN.

13839

Ruby Foo's Enterprises Ltd.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies telle qu'amendée, « Ruby Foo's Enterprises Ltd. », donne avis par les présentes qu'elle fera une demande à l'Honorable le Secrétaire de la province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte, en ordonne l'annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 28 janvier 1966.

Le Secrétaire,
BERNARD ENGEL.

13840-o

Charters — Surrender of

Lorman Realty Inc.

Notice is hereby given that "Lorman Realty Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated March 5, 1959, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 2, 1966.

Z. ZADJMAN.
Secretary.

13839-o

Ruby Foo's Enterprises Ltd.

Under the provisions of the Companies Act as amended, "Ruby Foo's Enterprises Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Secretary of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., January 28, 1966.

BERNARD ENGEL,
Secretary.

13840-o

Burma Realties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Burma Realties Inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date a être déterminée.

Montréal, le 1er février, 1966.

Burma Realties Inc.
Par: les Procureurs,
13837 GARBER & BLUMENSTEIN.

Edgar Duval Inc.

Prenez avis que la compagnie « Edgar Duval Inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Trois-Rivières, ce premier jour de février mil neuf cent soixante-six.

Le Notaire et Procureur,
13838-o GÉRARD DUFRESNE.

Kensington Realties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Kensington Realties Inc. », ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 7ème jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
13865-o STEIN & STEIN.

West-End Insurance Agencies Inc.

Avis est par les présentes donné que « West-End Insurance Agencies Inc. », compagnie incorporée en vertu de la loi des compagnies de Québec, ayant son siège social dans la ville de Montréal, P.Q., demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce septième jour de février 1966.

Les Procureurs de la compagnie,
13866-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Plastainers Limited

Avis est donné que la compagnie « Plastainers Limited », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 4 février 1966.

Le Secrétaire,
13878 DAVID LITNER, C.R.

Club de la Gérance de la Compagnie Électrique du Saguenay Incorporé

Avis est par les présentes donné que le « Club de la Gérance de la Compagnie Électrique du Saguenay Incorporé », corporation dûment constituée en vertu de la loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires à Chicoutimi, district de Chicoutimi, s'adressera au secretaire de la Province pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Chicoutimi, ce dixième jour de février 1966.

Le Secrétaire,
13885-o RENÉ LEBLOND.

Forest Frères Ltée

Avis est donné que « Forest Frères Ltée », s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner

Burma Realties Inc.

Notice is hereby given that "Burma Realties Inc.", will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, February 1, 1966.

Burma Realties Inc.
Per: GARBER & BLUMENSTEIN,
13837-o *Attorneys.*

Edgar Duval Inc.

Take notice that "Edgar Duval Inc.", shall apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Given at Trois-Rivières, this first day of February one thousand nine hundred and sixty-six.

GÉRARD DUFRESNE,
13838 *Notary and Attorney.*

Kensington Realties Inc.

Notice is hereby given that "Kensington Realties Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 7th of February, 1966.

STEIN & STEIN,
13865-o *Attorneys for petitioner.*

West-End Insurance Agencies Inc.

Notice is hereby given that "West-End Insurance Agencies Inc.", company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this seventh day of February, 1966.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
13866-o *Attorneys for the company.*

Plastainers Limited

"Plastainers Limited", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, February 4, 1966.

DAVID LITNER, Q.C.,
13878-o *Secretary.*

Club de la Gérance de la Compagnie Électrique du Saguenay Incorporé

Notice is hereby given that "Club de la Gérance de la Compagnie Électrique du Saguenay Incorporé", a corporation duly incorporated under the Companies Act and having its principal place of business at Chicoutimi, district of Chicoutimi, will ask the Provincial Secretary for the permission to abandon his charter under the provisions of the Companies Act.

Chicoutimi, this tenth day of February, 1966.

RENÉ LEBLOND,
13885 *Secretary.*

Forest Frères Ltée

Notice is hereby given that "Forest Frères Ltée", will make an application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to

sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 8e jour de février, 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
13886-o A. J. LAFLEUR.

surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 8th day of February, 1966.

(Seal) A. J. LAFLEUR,
13886-o *Secretary-Treasurer.*

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Industrial Life Holding Ltd. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce troisième jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
13887-o GASTON MELOCHE.

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is hereby given that "Industrial Life Holding Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this third day of February, 1966.

(Seal) GASTON MELOCHE,
13887-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er février 1966, approuvé les règlements généraux de « Anjou Businessman's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13841-o 5643-65

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Avis est donné que « Anjou Businessmen's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
R. D. TORMEY.
13841 5643-65

Filterlite Aluminum Products Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Filterlite Aluminum Products Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
H. GREEN.
13842 13038-56

Marché Cloutier ltée

Avis est donné que la compagnie « Marché Cloutier ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
PIERRE LAMARCHE.
13843-o 1958-65

Mortgage and Discount Corporation of Canada

Avis est donné que la compagnie « Mortgage and Discount Corporation of Canada », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire-trésorier,
SADIE JOHNSTON.
13844 2278-29

Miscellaneous
Companies

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 1, 1966, approved general by-laws of "Anjou Businessman's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13841 5643-65

Anjou Businessmen's Association
Association des hommes d'affaires d'Anjou

Notice is given that "Anjou Businessmen's Association — Association des hommes d'affaires d'Anjou", has changed the number of its directors from 3 to 5.

R. D. TORMEY,
Secretary.
13841-o 5643-65

Filterlite Aluminum Products Ltd.

Notice is given that "Filterlite Aluminum Products Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

H. GREEN,
Secretary.
13842-o 13038-56

Marché Cloutier ltée

Notice is given that "Marché Cloutier ltée", has changed the number of its directors from 6 to 3.

PIERRE LAMARCHE,
Secretary.
13843 1958-65

Mortgage and Discount Corporation of Canada

Notice is given that "Mortgage and Discount Corporation of Canada", has changed the number of its directors from 4 to 3.

SADIE JOHNSTON,
Secretary-Treasurer.
13844-o 2278-29

Placements Lucas inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Lucas inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire-trésorier,
M. D. LUCAS.

13845-o 5014-65

Commercial Administration Inc.
Administration Commerciale inc.

Avis est donné que la compagnie « Commercial Administration Inc.— Administration Commerciale inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 9.

Le Secrétaire,
PHILIPPE GUAY.

13851-o 12502-60

Machine Repair & Maintenance Corp.

Avis est donné que la compagnie « Machine Repair & Maintenance Corp. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Vice-président,
W. ARONOFF.

13852 16163-59

La Cité de Jeunes de Vaudreuil

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 février 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « La Cité des Jeunes de Vaudreuil ». et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13855-o 15973-61

Laiterie Dallaire ltée
Dallaire Dairy Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Laiterie Dallaire ltée — Dallaire Dairy Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire-adjoint,
RÉJANE L. COLAS.

13856-o 12999-54

L'Association des gardes-bébé de la province de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 novembre 1965, approuvé des modifications aux règlements généraux de « L'Association des gardes-bébés de la province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13867-o 16995-59

Association provinciale des infirmiers du Québec

Avis est donné que l'« Association provinciale des infirmiers du Québec », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Président,
FERNAND MORIN.

13868-o 4029-64

Association provinciale des infirmiers du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 janvier 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 (règlements généraux) de l'« Asso-

Placements Lucas inc.

Notice is hereby given that "Placements Lucas inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. D. LUCAS,
Secretary-Treasurer.

13845 5014-65

Commercial Administration Inc.
Administration Commerciale inc.

Notice is hereby given that "Commercial Administration Inc.— Administration Commerciale inc.", has changed the number of its directors from 15 to 9.

PHILIPPE GUAY,
Secretary.

13851 12502-60

Machine Repair & Maintenance Corp.

Notice is given that "Machine Repair & Maintenance Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

W. ARONOFF,
Vice-President.

13852-o 16163-59

La Cité de Jeunes de Vaudreuil

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 2, 1966, approved by-law numbers 1 and 2 of "La Cité des Jeunes de Vaudreuil", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13855 15973-61

Laiterie Dallaire ltée
Dallaire Dairy Ltd.

Notice is hereby given that "Laiterie Dallaire ltée — Dallaire Dairy Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

RÉJANE L. COLAS,
Joint-Secretary.

13856 12999-54

L'Association des gardes-bébé de la province de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 30, 1965, approved the amendments to the general by-laws of "L'Association des gardes-bébés de la province de Québec", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13867 16995-59

Association provinciale des infirmiers du Québec

Notice is hereby given that "Association provinciale des infirmiers du Québec", has changed the number of its directors from 3 to 5.

FERNAND MORIN,
President.

13868 4029-64

Association provinciale des infirmiers du Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 17, 1966, has approved by-laws 1 and 2 (general by-laws) of "Association

ciation provinciale des infirmiers du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13868-o 4029-64

provinciale des infirmiers du Québec", and such, pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13868 4029-64

Fédération Domremy

Avis est donné que la « Fédération Domremy », a changé le nombre de ses administrateurs de 14 à 18.

Le Secrétaire exécutif,
MARCEL BOUGIE.

13869-o 14777-59

Fédération Domremy

Notice is hereby given that "Fédération Domremy", has changed the number of its directors from 14 to 18.

MARCEL BOUGIE,
Executive Secretary.

13869 14777-59

Fédération Domremy

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 novembre 1965, approuvé le règlement modifiant les règlements généraux de la « Fédération Domremy », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13869-o 14777-59

Fédération Domremy

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 16, 1965, approved the by-law amending the general by-laws of "Fédération Domremy", and such, pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13869 14777-59

Montreal Sappers Incorporated

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 janvier 1966, approuvé les règlements généraux de « Montreal Sappers Incorporated », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13870-o 3769-65

Montreal Sappers Incorporated

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 14th, 1966, approved the general by-laws of "Montreal Sappers Incorporated", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13870 3769-65

Ouellet et frères (Kamouraska) inc.

Avis est donné que la compagnie « Ouellet et frères (Kamouraska) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
BENOIT OUELLET.

13871-o 5691-64

Ouellet et frères (Kamouraska) inc.

Notice is hereby given that "Ouellet et frères (Kamouraska) inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

BENOIT OUELLET,
Secretary.

13871 5691-64

Fonds industriels Québécois ltée
Quebec Industrial Funds Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Fonds industriels Québécois ltée — Quebec Industrial Funds Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
MAURICE GAMACHE.

13879-o 2086-64

Fonds industriels Québécois ltée
Quebec Industrial Funds Ltd.

Notice is given that "Fonds industriels Québécois ltée — Quebec Industrial Funds Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 9.

MAURICE GAMACHE,
Secretary.

13879 2086-64

Les locations Rocheleau limitée
Rocheleau Leasing Limited

Avis est donné que la compagnie « Les locations Rocheleau limitée — Rocheleau Leasing Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
YVAN BAILLARGEON.

13880-o 5492-65

Les locations Rocheleau limitée
Rocheleau Leasing Limited

Notice is given that "Les locations Rocheleau limitée — Rocheleau Leasing Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

YVAN BAILLARGEON,
Secretary-Treasurer.

13880 5492-65

Penarroya Canada limitée

Avis est donné que la compagnie « Penarroya Canada limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 9.

Le Secrétaire,
JEAN MARIER.

13881-o 5680-65

Penarroya Canada limitée

Notice is given that "Penarroya Canada limitée", has changed the number of its directors from 8 to 9.

JEAN MARIER,
Secretary.

13881 5680-65

Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 février 1966, approuvé une modification aux règlements de « Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13882-o 14297-58

Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 3, 1966, approved an amendment to the by-laws of "Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13882 14297-58

Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc.

Avis est donné que « Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 15.

Le Secrétaire,
MIMI M. BELMONTE, M.D.

13882 14297-58

Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc.

Notice is given that "Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc. ", has changed the number of its directors from 10 to 15.

MIMI M. BELMONTE, M.D.,
Secretary.

13882-o 14297-58

Tréco (1964) ltée
Tréco (1964) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tréco (1964) ltée — Tréco (1964) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
E. ANTHONY PRICE.

13883-o 4184-64

Tréco (1964) ltée
Tréco (1964) Ltd.

Notice is given that "Tréco (1964) ltée — Tréco (1964) Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

E. ANTHONY PRICE,
Secretary.

13883 4184-64

Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 janvier 1966, approuvé les règlements généraux de « Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13888-o 5139-63

Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 11, 1966, approved the general by-laws of "Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13888 5139-63

De Martin-Marona of Canada Ltd.
De Martin-Marona du Canada ltée

Avis est donné que la compagnie « De Martin-Marona of Canada Ltd.— De Martin-Marona du Canada ltée », a porté de 3 à 5 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
GÉRALD C. NASH.

13889 4310-64

De Martin-Marona of Canada Ltd.
De Martin-Marona du Canada ltée

Notice is given that "De Martin-Marona of Canada Ltd.— De Martin-Marona du Canada ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GÉRALD C. NASH,
Secretary.

13889-o 4310-64

Les Entreprises Repentigny inc.
Repentigny Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Repentigny inc.— Repentigny Enterprises Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Président,
ROGER LAPLANTE.

13890-o 10930-59

Les Entreprises Repentigny inc.
Repentigny Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Repentigny inc.— Repentigny Enterprises Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

ROGER LAPLANTE,
President.

13890 10930-59

Manufacturers Holdings, Limited

Avis est donné que « Manufacturers Holdings, Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire-trésorier,
W. M. HAMILTON.

13891 1915-28

Manufacturers Holdings, Limited

Notice is given that "Manufacturers Holdings, Limited", has changed the number of its directors from 5 to 3.

W. M. HAMILTON,
Secretary-Treasurer.

13891-o 1915-28

Gérard Parizeau, ltée

Erratum

Avis est donné que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, No 5, du 5 février 1966, à la page 912 — prière de noter que partout où apparaît le nom « Gérard Parizeau & compagnie, inc. », tel nom doit se lire: « Gérard Parizeau, ltée ».

13833-o

Service des loisirs St-Jean

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 janvier 1966, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs St-Jean », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13892-o 1308-64

Gérard Parizeau, ltée

Erratum

Notice is given that in the notice published in the *Quebec Official Gazette*, No. 5, of February 5, 1966, on page 912 — please note that wherever appears the name "Gérard Parizeau & compagnie, inc.", such name must read: "Gérard Parizeau, ltée".

13833

Service des loisirs St-Jean

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 4, 1966, approved the general by-laws of "Service des loisirs St-Jean", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13892 1308-64

Lettres patentes supplémentaires

La Cie de Téléphone de Disraeli

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux que les présente lettres concerneront ou qui les verront.

SALUT.

Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU que la compagnie « La Cie de Téléphone de Disraeli » a présenté au lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec une requête demandant qu'une résolution, adoptée par les actionnaires de ladite compagnie le 13 octobre 1964, et son règlement « A-spécial » adopté par les directeurs le 17 août 1964, et approuvé par lesdits actionnaires le 13 octobre 1964, soient maintenant confirmés et ratifiés par lettres patentes supplémentaires, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, Statuts refondus, 1964, chapitre 286;

ET ATTENDU qu'il a été établi à Notre satisfaction que ladite compagnie a rempli les formalités prescrites pour l'obtention des lettres patentes supplémentaires désirées, et vu l'arrêté en conseil numéro 1888, en date du 23 septembre 1965, et l'arrêté en conseil numéro 2443, en date du 15 décembre 1965, ordonnant que telles lettres patentes supplémentaires soient accordées;

À CES CAUSES, en vertu des pouvoirs qui Nous sont conférés par lesdites lois, Nous avons confirmé et ratifié et, par Nos présentes lettres patentes supplémentaires, confirmons et ratifions la résolution ci-haut mentionnée et le règlement « A-spécial » de la compagnie « La Cie de Téléphone de Disraeli », lesquels résolution et règlement se lisent respectivement comme suit, savoir:

« ATTENDU que les objets décrits dans les lettres patentes pour lesquels la compagnie a été constituée ne répondent plus aux besoins de la compagnie.

Supplementary Letters Patent

La Cie de Téléphone de Disraeli

Canada
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Supplementary Letters Patent

WHEREAS "La Cie de Téléphone de Disraeli", has made a petition to the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, asking that a resolution, adopted by the shareholders of the said company on October 13, 1964, and its "A-Special" regulation adopted by the directors on August 17, 1964, and approved by the said shareholders on October 13, 1964, be now confirmed and ratified by supplementary letters patent, in conformity with the provisions of the Telegraph and Telephone Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 286;

AND WHEREAS it has been established to Our satisfaction that the said company has fulfilled the prescribed formalities to obtain the supplementary letters patent desired, and whereas Order in Council number 1888, dated September 23, 1965, and Order in Council number 2443, dated December 15, 1965, ordering that such supplementary letters patent be granted;

THEREFORE, under the powers which are conferred upon us by the said acts, We have confirmed and ratified and, by Our present supplementary letters patent, confirm and ratify the resolution above-mentioned and the "A-Special" regulation of "La Cie de Téléphone de Disraeli", which resolution and regulation read respectively as follows, to wit:

"WHEREAS the objects described in the letters patent for which the company was incorporated no longer answer to the needs of the company.

Sur motion dûment appuyée, il est unanimement résolu d'autoriser les directeurs de la compagnie à demander des lettres patentes supplémentaires:
qui étendent les pouvoirs de la compagnie:
« de construire une ou des lignes de téléphone dans toutes les limites permises à la compagnie par la Régie des Services Publics .»

« Règlement « A-spécial »

I

Le capital-actions de la compagnie est augmenté de vingt mille dollars ($20,000) qu'il est actuellement à deux cent vingt mille dollars ($220,000);
Le capital-actions additionnel sera divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent dollars ($100) chacune;

II

Tout le capital-actions de la compagnie sera dorénavant désigné comme ayant une valeur nominale plutôt qu'une valeur au pair comme précédemment;

III

Toute émission ou répartition des actions ordinaires du capital autorisé de la compagnie sera sujette aux restrictions suivantes:
a) Lors de toute émission ou répartition des actions ordinaires, la compagnie devra les offrir en premier lieu à tous les actionnaires de la compagnie en proportion du nombre des actions ordinaires de la compagnie que ceux-ci détiendront déjà;
Dans le cas où un actionnaire quelconque déciderait de ne pas acquérir les actions ou un nombre quelconque des actions qui lui sont ainsi offertes, et à la fin du délai de quinze (15) jours (que tout tel actionnaire aura pour décider d'acquérir ces actions offertes), alors cesdites actions seront offertes aux autres actionnaires de la compagnie dans le même proportion que celle déterminée ci-dessus et ainsi de suite à l'égard de tout autre actionnaire jusqu'à ce que tous les actionnaires de la compagnie aient refusé d'acheter telles actions;
b) Le prix qui devra être payé pour les actions à être émises sera déterminé à chaque année par les vérificateurs de la compagnie, et il sera définitif et obligatoire pour tous les actionnaires de la compagnie. Ledit prix sera la valeur aux livres desdites actions, tel que déterminé dans l'état financier annuel de la compagnie, pour l'année financière précédant immédiatement ladite émission lorsque la transaction a lieu dans les six (6) mois qui suivent la fin de la dernière année financière complète; lorsque la transaction a lieu après les premiers six (6) mois de l'année financière en cours le dernier bilan annuel servira temporairement de base à l'établissement du prix, mais dans ce cas des rajustements devront être faits lorsque l'état financier de l'année en cours sera définitif et le prix sera la valeur aux livres établie par ce dernier état financier;

IV

Le transfert de toute action ordinaire du capital autorisé de la compagnie sera sujet aux restrictions suivantes:

On a motion duly supported, it is unanimously resolved to authorize the directors of the company to ask for supplementary letters patent:

that extend the powers of the company:
"to build one or several telephone lines on all the limits allowed to the company by the Public Service Board."

"Regulation "A-Special"

I

The capital stock of the company is increased by twenty thousand dollars ($20,000) which is now two hundred and twenty thousand dollars ($220,000);
The additional capital stock will be divided into two thousand (2,000) common shares of a nominal value of one hundred dollars ($100) each;

II

All the capital stock of the company will heneforth be designated as having a nominal value rather than a par value as before;

III

Every issuance or allotment of the common shares of the capital authorized by the company will be subject to the following restrictions:
(*a*) At the time of every issuance or allotment of the common shares, the company will have to offer them, in the first place, to all the shareholders of the company in proportion to the number of the common shares of the company which these will already hold;
In a situation where any shareholder should decide not to purchase the shares or any number of the shares which are offered to him in this way, and at the end of the delay of fifteen (15) days (that every shareholder will have to decide to purchase the shares offered), at that time these said shares will be offered to the other shareholders of the company in the same proportion as those hereabove determined and so on in regard to every other shareholder until all the sharesholders of the company have refused to purchase such shares;
(*b*) The price that must be paid for the shares to be issued will be determined every year by the auditors of the company, and it will be definitive and obligatory for all the shareholders of the company. The said price will be the value according to the books of the said shares, such as determined in the annual financial statement of the company, for the financial year immediately preseding the said issuance when the transaction takes place in the six (6) months which follow the end of the last completed financial year; when the transaction takes place after the first six (6) months of the financial year in progress, the last annual balance sheet will temporarily serve as the base of the establishment of the price, but in this case readjustments will have to be made when the financial statement of the present year will be definitive and the price will be the value according to the books established by this last financial statement;

IV

The transfer of every common share of the capital authorized by the company will be subject to the following restrictions:

a) Aucun actionnaire n'aura le droit de vendre ou de disposer d'une manière quelconque de ses actions ordinaires dans la compagnie, à moins et jusqu'à ce qu'il ait donné au préalable un avis par écrit de soixante (60) jours au secrétaire-trésorier de la compagnie, l'avisant de son désir de vendre ou de disposer de une (1) ou plusieurs de ses actions et de son désir de l'offrir préalablement aux co-actionnaires. Sur réception de tel avis, le secrétaire-trésorier avisera sans délai les autres actionnaires de la compagnie, qui, durant un délai de trente (30) jours, auront le droit d'acheter lesdites actions ou tel nombre desdites actions qu'ils entendront acquérir, en proportion du nombre des actions ordinaires de la compagnie qu'ils détiendront déjà. Dans le cas où un actionnaire quelconque déciderait de ne pas acquérir les actions ou un nombre quelconque des actions qui lui sont offertes dans ce délai de trente (30) jours de la réception de telle offre, alors cesdites actions seront offertes aux autres actionnaires de la compagnie dans la même proportion que celle déterminée ci-dessus, et ainsi de suite à l'égard de tout autre actionnaire jusqu'à ce que tous les actionnaires de la compagnie aient refusé d'acheter telles actions;

b) Le prix qui devra être payé pour les actions offertes sera déterminé à chaque année par les vérificateurs de la compagnie, et il sera définitif et obligatoire pour tous les actionnaires de la compagnie. Ledit prix sera la valeur aux livres desdites actions, tel que déterminé dans l'état financier annuel de la compagnie, pour l'année financière précédant immédiatement ladite vente;

Cependant, nonobstant ce que dit ci-dessus quant au prix, ce prix pourra être majoré dans une proportion maxima de cinquante pour cent (50%) de la susdite valeur aux livres;

c) Dans le cas où deux ou plusieurs actionnaires ont par rapport à une ou plusieurs actions ainsi offertes le droit égal de la ou les acquérir alors il sera procédé au tirage au sort par l'un des trois témoins majeurs n'ayant pas d'intérêt dans la compagnie et choisis par le secrétaire-trésorier de la compagnie;

d) Rien dans les présentes restrictions ne doit être interprété comme restreignant le droit pour tout actionnaire de transporter à titre gratuit ou onéreux, par tout acte juridique, toutes ou partie de ses actions, à tout enfant légitime ou légalement adopté, et à tout gendre et belle-fille mais dans ce dernier cas lorsque celui des deux époux qui produisant l'affinité et les enfants de son union avec l'autre époux sont décédés, le présent paragraphe est réputé non-avenu, ni comme restreignant le droit pour un actionnaire de disposer légalement de toutes ou partie de ses actions en faveur de son conjoint; de plus, les présentes restrictions ne s'appliquent pas aux actions comprises dans une succession *ab intestat* ou testamentaire ou une donation pour n'avoir effet qu'à cause de mort, de tout actionnaire.

V

Comme conséquence des dispositions qui précèdent le capital autorisé de la compagnie sera de deux cent vingt mille dollars ($220,000), divisé en deux mille deux cents (2,200) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent dollars ($100) chacune dont cent quatre-vingts (180) sont émises, réparties et entièrement payées.

(a) No shareholder will have the right to sell or to dispose of, in any way, his common shares in the company, unless and until he has previously given a written notice of sixty (60) days to the secretary-treasurer of the company, advising him of his desire to sell or to dispose of one (1) or several of his shares and of his desire to offer them beforehand to the co-shareholders. Upon reception of such a notice, the secretary-treasurer will advise without delay the other shareholders of the company, whom, during a delay of thirty (30) days, will have the right to purchase the said shares or a certain number of the said shares that they will intend to purchase, in proportion to the number of the common shares of the company which they will already hold. In the case where any shareholders would decide not to purchase the shares or a certain number of the shares which are offered to him in this delay of thirty (30) days from the reception of such an offer, then the said shares will be offered to the other shareholders of the company in the same proportion as these hereabove determined, and so on in regard to every other shareholders until all the shareholders of the company will have refused to purchase such shares;

(b) The price that will have to be paid for the shares offered will be determined every year by the auditors of the company, and it will be definitive and obligatory for all the shareholders of the company. The said price will be the value according to the books of the said shares, such as determined in the annual financial statement of the company, for the financial year immediately preceding the said sale;

However, notwithstanding that which was said hereabove with respect to the price, this price could be over-estimated in a maximum proportion of fifty percent (50%) of the aforesaid value according to the books;

(c) In a case where two or several shareholders have with regard to one or several shares thus offered the equal right to purchase it or them, then it will be proceeded by the drawing of lots by one of the three major witnesses not having any interest in the company and chosen by the secretary-treasurer of the company.

(d) Nothing in the present restrictions must be interpreted as restricting the right of every shareholder to transfer as a free or onerous deed, by every judicial deed, all or part of these shares, to every legitimate child or legally adopted child, and to every son-in-law and daughter-in-law but in the latter case when the one of the married couple who produced the affinity and the children of his union with the other spouse are deceased, the present paragraph is known as not having occurred, nor as restricting the right of a shareholder to legally dispose of all or part of his shares in favor of his wife; moreover, the present restrictions do not apply to the shares included in an *ab intestat* estate or testamentary or a donation to take effect only in the case of death, of every shareholder.

V

Consequently the provisions preceding the capital authorized by the company will be of two hundred and twenty thousand dollars ($220,000), divided into two thousand two hundred (2,200) common shares of a nominal value of one hundred dollars ($100) each of which one hundred and eighty (180) are issued, distributed and entirely paid.

VI

Le président et le secrétaire de la compagnie sont autorisés à signer les documents nécessaires pour l'obtention des lettres patentes supplémentaires ratifiant le présent règlement. »

ET NOUS DÉCLARONS qu'à compter de la date de la publication de Nos présentes lettres patentes supplémentaires dans la *Gazette officielle de Québec*, les pouvoirs de la compagnie « La Cie de Téléphone de Disraeli » sont étendus, et que le capital-actions autorisé de ladite compagnie est augmenté, le tout tel que prévu respectivement par la résolution et le règlement « A-spécial » précités, lesquels résolution et règlement sont, comme susdit, confirmés et ratifiés par les présentes.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quinzième jour de décembre l'an de grâce mil neuf cent soixante-cinq et de Notre Règne le quatorzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o

VI

The president and the secretary of the company are authorized to sign the documents necessary to obtain supplementary letters patent to confirm the present regulation".

AND WE DECLARE that from and after the date of publication of Our present supplementary letters patent in the *Quebec Official Gazette*, the powers of "La Cie de Téléphone de Disraeli", are extended, and that the capital stock authorized by the said company is increased, the whole such as respectively foreseen by the resolution and "A-Special" regulation aforesaid, which resolution and regulation are, as aforesaid, confirmed and ratified by the presents.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Building, in Quebec, this fifteenth day of December, in this year of Grace one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833

Sièges sociaux

P. Albert inc.

Avis est donné que la compagnie « P. Albert inc. », a changé son siège social du numéro 612, rue St-Jacques ouest, Montréal, au numéro 3222, Grande-Allée, cité de Laflèche, district de Montréal.

Le Secrétaire-trésorier,
PAULINE ALBERT.

13846-o 5399-65

Moneta Quebec Mines Limited (Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est donné que la compagnie « Moneta Quebec Mines Limited », (Libre de responsabilité personnelle) a changé son siège social du numéro 65, rue Ste-Anne, en la cité de Québec, au numéro 300, boulevard Décarie, en la cité de St-Laurent.

Le Secrétaire,
A. E. PROZNICK.

13847 12392-61

Le Magasin des aviculteurs inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Magasin des aviculteurs inc. », a changé son siège social de Québec, à Arthabaska, district d'Arthabaska.

Le Secrétaire-trésorier,
DONALD GRÉGOIRE.

13872-o 13963-58

Hôtel-Motel Val des Monts Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel-Motel Val des Monts Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7ième jour de décembre 1965, et ayant son bureau principal dans Québec, a établi son bureau au numéro 93 de la rue St-Pierre.

Head Offices

P. Albert inc.

Notice is hereby given that "P. Albert inc.", has changed its head office from 612 St-Jacques Street West, Montreal, to 3222 Grande-Allée, city of Laflèche, district of Montreal.

PAULINE ALBERT,
Secretary-Treasurer.

13846 5399-65

Moneta Quebec Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is given that "Moneta Quebec Mines Limited", (No Personal Liability) has transferred its head office from 65 Ste-Anne Street, in the city of Quebec, to 300 Décarie Boulevard, in the city of St-Laurent.

A. E. PROZNICK,
Secretary.

13847-o 12392-61

Le Magasin des aviculteurs inc.

Notice is given that "Le Magasin des aviculteurs inc.", has transferred its head office from Quebec, to Arthabaska, district of Arthabaska.

DONALD GRÉGOIRE,
Secretary-Treasurer.

13872 13963-58

Hôtel-Motel Val des Monts Inc.

Notice is given that "Hôtel-Motel Val des Monts Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of December, 1965, and having its principal office in Quebec, has established its office at number 93 of St-Peter Street.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9ième jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,
YVES BÉLANGER.

13893-o 5405-65

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this 9th day of December, 1965.

YVES BÉLANGER,
Secretary.

13893 5405-65

Industrial Import Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Industrial Import Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 décembre 1955, a transféré son siège social de 1104 Beaver Hall, Montréal, à 1255 rue Université, chambre 703, Montréal, province de Québec, et ce depuis le 1er mai 1960.

Montréal, le 2 février 1966.

Le Secrétaire,
ARTHUR FRENKEL.

13894-o 13671-55

Industrial Import Ltd.

Notice is hereby given that "Industrial Import Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act on the 29th day of December 1955, has changed its head office from 1104 Beaver Hall, Montreal, to 1255 University Street, room 703, Montreal, Province of Quebec, as of May 1, 1960.

Montreal, February 2, 1966.

ARTHUR FRENKEL,
Secretary.

13894-o 13671-55

Morin Heights Lumber Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Morin Heights Lumber Ltd. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la loi des compagnies du Québec, par lettres patentes émises le 11 décembre 1964, a son principal bureau d'affaires à Morin Heights dans le comté d'Argenteuil, province de Québec.

Daté à Morin Heights, ce 29e jour de janvier 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
MME GÉRALDINE C. GUÉNETTE.

13895-o 4756-64

Morin Heights Lumber Ltd.

Notice is hereby given that "Morin Heights Lumber Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on December 11, 1964, having its principal place of business at Morin Heights, in the county of Argenteuil, province of Quebec.

Dated at Morin Heights, this 29th day of January, 1966.

(Seal) MRS. GÉRALDINE C. GUÉNETTE,
Secretary.

13895 4756-64

Ottawa Silica Company Ltd.
(No Personal Liability)
L'Ottawa, Compagnie de Silice Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que la compagnie « Ottawa Silica Company Ltd. » (No Personal Liability) — « L'Ottawa, Compagnie de Silice Ltée » (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 13e jour de janvier 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 621, ouest, rue Craig.

Daté à Ottawa, Illinois, le 27e jour de janvier 1966.

Le Président,
EDMUND B. THORNTON.

13896 422-64

Ottawa Silica Company Ltd.
(No Personal Liability)
L'Ottawa, Compagnie de Silice Ltée
(Libre de responsabilité personne)

Notice is hereby given that "Ottawa Silica Company Ltd." (No Personal Liability) — "L'Ottawa, Compagnie de Silice Ltée" (Libre de responsabilité personnelle) incorporated by letters patent issued under the Quebec Mining Companies Act on the 13th January 1964 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 621 Craig Street West.

Dated at Ottawa, Illinois, the 27th day of January, 1966.

EDMUND B. THORNTON.
President.

13996-o 422-64

Les Projets Cartier Inc.

Avis vous est donné que la compagnie « Les Projets Cartier Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 15 septembre 1965, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau en la cité de Québec au no 1289 Place de Mérici.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent soixante-six.

Le Président,
GEORGES CASTONGUAY.

13897-o 3951-65

Les Projets Cartier Inc.

Notice is hereby given that the company "Les Projets Cartier Inc.", incorporated by letters patent bearing date the September 15, 1965, and having its head office in the city of Quebec, county of Quebec, has established its office in the said city at number 1289, Place de Mérici.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this nineteenth day of January 1966.

GEORGES CASTONGUAY,
President.

13897-o 3951-65

Central Ford Service Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Central Ford Service Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 janvier 1966, a établi son bureau à 19 ouest rue Perreault, Rouyn.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Rouyn, ce 21e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
NOËL THÉBERGE.

13998-o 240-66

Central Ford Service Inc.

Notice is hereby given that "Central Ford Service Inc.", incorporated by letters patent under date of January 21, 1966, has established its head office at Rouyn, at 10 Perreault Street West.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 21st of January 1966.

NOËL THÉBERGE,
Secretary-Treasurer.

13888-o 240-66

Demandes à la Législature

Commission Hydroélectrique de Chapais

Avis public est par les présentes donné que la « Commission Hydroélectrique de Chapais », dûment autorisée par le conseil de la Corporation Municipale de la ville de Chapais, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la Commission A:

1° Vendre son réseau de distribution d'électricité à l'Hydro-Québec;

2° Remettre à la Corporation Municipale de la ville de Chapais le reliquat de ses biens non cédés à l'Hydro-Québec;

3. Abandonner sa charte constitutive pourvu que la vente ci-dessus mentionnée ait eu lieu, que toutes les dettes que l'Hydro-Québec ne s'est pas engagée à acquitter aient été payées ou qu'il ait été pourvu à leur paiement, qu'elle ait remis à la Corporaton Municipale de la ville de Chapais tous les biens dont elle était saisie;

4° Demander au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de telle charte, d'en ordonner l'annulation et de fixer la date à compter de laquelle la Commission sera dissoute.

Chapais, ce 12e jour de janvier 1966.

La Commission Hydroélectrique
de Chapais
Par: MARCEL SIMARD, *Avocat.*

13652-3-4-o

Cité de Saint-Laurent

Avis est par les présentes donné, que la cité de Saint-Laurent, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1° Modifier son nom corporatif;

2° Obtenir le pouvoir d'arrêter toute personne qui exécute des travaux de construction sans avoir obtenu les permis requis par les règlements municipaux;

3° Acquérir par expropriation en même temps que tout terrain exproprié toute partie résiduelle ou excédant non utilisable dudit terrain;

4° Fixer les modalités et les conditions de la pension à être versée au Directeur du Service de la Police;

5° Fixer les modalités d'une pension à être versée aux membres de son conseil;

6° Exiger l'enfouissement des fils électriques, téléphoniques ou autres et en règlementer l'ins- l'installation;

7° Et pour toute autre fin.

Cité de Saint-Laruent, ce 18e jour de janvier 1966.

Le Procureur de la requérante,
ROGER SAVARD.

13653-3-4-o

Applications to Legislature

Chapais Hydroelectric Commission

Public notice is hereby given that the "Chapais Hydroelectric Commission", duly authorized by the council of the Municipal Corporation of the town of Chapais, will apply to the Quebec Provincial Legislature, during its present session, to request the adoption of a law authorizing the Commission to:

1. Sell its electrical distribution system to Hydro-Quebec;

2. To remit to the Municipal Corporation of the town of Chapais the remainder of its property not ceded to Hydro-Quebec;

3. To surrender its constitutive charter provided that the abovementioned sale take place, that all the dedts that Hydro-Quebec did not undertake to pay off have been paid or that their payment has been provided for, that all the property which it has seized by returned to the Municipal Corporation of the town of Chapais;

4. To ask the Provincial Secretary to accept the surrender of such a charter, to order the cancellation thereof, and to fix the date from and after which the Commission will be dissolved;

Chapais, this 12th day of January, 1966.

Chapais Hydroelectric
Commission
By: MARCEL SIMARD, *advocate.*

13552-3-4

City of Saint-Laurent

Notice is hereby given that the city of Saint-Laurent, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To change its corporate name;

2. To obtain the power of arresting any person who executes construction works without having obtained the permits required by the municipal by-laws;

3. To acquire by expropriation any residual or exceeding part of land expropriated;

4. To fix the conditions and terms of payment of a pension to the Director of the Police Department;

5. To establish and determine the conditions and terms of a pension plan payable to the members of the municipal council;

6. To regulate the installation of electric, telephone or other wires and to enact the hiding in the groud of such wires;

7. And for other purposes.

City of Saint-Laurent, this 18th day of January 1966.

ROGER SAVARD,
Attorney for the Petitioner.

13653-3-4-o

Les Pères Jésuites
(Province Religieuse de Québec)

Les Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec) société dont le siège social est à 14, rue Dauphine, en la cité de Québec, donnent avsi de la présentation d'un projet de loi (Bill 186) à la présente session de la Législature de la Province de Québec, afin d'obtenir la constitution en corporation des Pères Jésuites groupés par les autorités supérieures de la Compagnie, le 24 juin 1964, en une nouvelle « province religieuse appelée Province de Québec ». Cette corporation aura tous les pouvoirs que la Législature accorde aux corporations religieuses de la Province de Québec, notamment, les pouvoirs que la Législature accorde aux corporations constituées en vertu des dispositions de la loi des Évêques Catholiques Romains de la Province de Québec.

Québec, le 12 janvier 1966.

Les Procureurs de la Compagnie de Jésus,
(Province Religieuse de Québec),
13720-4-4-o DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL.

The Jesuit Fathers
(Religious Province of Quebec)

The Jesuit Fathers (Religious Province of Quebec) association the head office of which is situated at 14 Dauphine St., in the City of Quebec, give notice of the presentation of a draught of a law (Bill 186) at the present session of the Quebec Provincial Legislature, in order to obtain the incorporation of the Jesuit Fathers grouped by the superior authorities of the Company on June 24, 1964 into a new « religious province called the Province of Quebec ». This corporation will have all the powers granted to religious corporations of the Province of Quebec by the Legislature, notably the powers which the Legislature grants to corporations constituted under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act of the Province of Quebec.

Quebec, January 12, 1966.

DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL,
Attorneys for the Company of Jesus,
13720-4-4 *(Religious Province of Quebec).*

Club de Courses Charlevoix Inc.
Charlevoix Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Charlevoix Inc. » et en anglais de « Charlevoix Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Charlevoix Inc.
Charlevoix Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Charlevoix Inc." and in English of "Charlevoix Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Gaspé Inc.
Gaspé Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Gaspé Inc. » et en anglais de « Gaspé Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Gaspé Inc.
Gaspé Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Gaspé Inc." and in English of "Gaspé Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Jonquière Inc.
Jonquière Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter

Club de Courses Jonquière Inc.
Jonquière Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses

un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Jonquière Inc. » et en anglais de « Jonquière Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Lévis Inc.
Lévis Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Lévis Inc. » et en anglais de « Lévis Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Lotbinière Inc.
Lotbinière Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Lotbinière Inc. » et en anglais de « Lotbinière Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Portneuf Inc.
Portneuf Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Portneuf Inc. » et en anglais de « Portneuf Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Roberval Inc.
Roberval Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter

Jonquière Inc." and in English of "Jonquière Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Lévis Inc.
Lévis Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Lévis Inc." and in English of "Lévis Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Lotbinière Inc.
Lotbinière Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Lotbinière Inc." and in English of "Lotbinière Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Portneuf Inc.
Portneuf Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Portneuf Inc." and in English of "Portneuf Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Roberval Inc.
Roberval Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses

un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Roberval Inc. » et en anglais de « Roberval Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Vaudreuil Inc.
Vaudreuil Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom en français de « Club de Courses Vaudreuil Inc. » et en anglais de « Vaudreuil Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Ville de Hampstead

Avis public est, par les présentes, donné que La « ville de Hampstead », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 4 George V, chapitre 94 et ses amendements, dans le but d'amender l'article 463 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé par l'article 2 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, afin d'exiger une servitude sur tout immeuble, pour l'installation de fils aériens ou souterrains ou autres services publics; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1966.

Les Procureurs de la ville de Hampstead,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13735-4-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur la matières suivantes: pour permettre la construction et le maintien d'un édifice pour l'usage du Lakeshore Branch No 85/90 of the Royal Canadian Legion, sur une partie du lot numéro 198; constituer une commission pour l'administration du Centre civique; permettre certains amendements au règlement numéro 1003, concernant le zonage; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 24 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13736-4-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Cité de Pointe-Claire

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Pointe-Claire », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 1 George V, chapitre

Roberval Inc." and in English of "Roberval Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Vaudreuil Inc.
Vaudreuil Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Vaudreuil Inc." and in English of "Vaudreuil Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Town of Hampstead

Public notice is hereby given that the "Town of Hampstead", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 4 George V, Chapter 94 and its amendments, in order to amend section 463 of the Cities and Town Act, already replaced by section 2 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, in order to require a right-of-way on any immoveable, for the installation of overhead or underground wires or any other public services; and for all other purposes.

Montreal, January 25, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the
13735-4-4-4-o *town of Hampstead.*

City of Lachine

Public notice is hereby given that the "City of Lachine", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes; to permit the construction and maintenance of a building, for the use of Lakeshore Branch No. 85/90 of the Royal Canadian Legion, on part of lot number 198; to constitute a board for the administration of the Civic Centre; to permit certain amendments to by-law number 1003, concerning the zoning; and for all other purposes.

Montreal, January 24, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the
13736-4-4-4-o *city of Lachine.*

City of Pointe-Claire

Public notice is hereby given that the "City of Pointe-Claire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter, the Act 1 George V, chapter 71 and its amend-

71 et ses amendements, sur les matières suivantes: établir une commission pour l'administration du Stewart Hall; constituer un bureau de fiduciaires pour l'administration des fonds du Stewart Hall; fixer la date du paiement des taxes dues lorsqu'un rôle supplémentaire d'évaluation est déposé; amender l'article 527 de la Loi des cités et villes, pour fixer le maximum des taxes d'affaires sur la valeur annuelle; ratifier la vente entre la cité de Pointe-Claire et Aden Wilbert Locke; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 24 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Pointe-Claire,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13737-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

ments, for the following purposes: to establish a Commission for the administration of the Stewart Hall; to constitute a Board of Trustees for the administration of the funds of the Steward Hall; to establish the date that payment of taxes are due when a supplementary valuation roll is deposited; to amend section 527 of of the Cities and Towns Act, to vary the maximum of business tax on annual value; to ratify the sale between the city of Pointe-Claire and Aden Wilbert Loke; and for all other purposes.

Montreal, January 24, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the city of Pointe-Claire.
13737-4-4-o

Dame Aldéa Roy Barnwell

Avis est par les présentes donné que Dame Aldéa Roy, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Alyre Barnwell, rentier, et ce dernier, intervenant tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous deux domiciliés à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour la passation d'une loi visant à faire annuler les clauses de leur contrat de mariage comportant la prohibition d'aliéner et le retour de l'immeuble connu et désigné sous le numéro 1280 de la subdivision officielle du lot originaire 2643 aux plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, avec bâtisse dessus érigée.

Québec, ce 26ième jour de janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,
13738-4-4-o RIVARD, RIVARD & HICKSON.

Dame Aldéa Roy Barnwell

Notice is hereby given that Dame Aldéa Roy, wife separate as to property of Joseph Alyre Barnwell, retired, and the latter intervening personally as well as for the purpose of authorizing his wife, both domiciled at Ste. Hénédine in the county of Dorchester, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act to annul the clauses in their marriage contract pertaining to the prohibition and the reversion of an immovable known and designated under number 1280 of the official subdivision of the original lot number 2643 according to the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, registratio division of Montreal with a building thereon.

Quebec, this 26th day of January, 1966.

RIVARD, RIVARD & HICKSON,
13738-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Verdun

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Verdun », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 7, Édouard VII, chapitre 73 et ses amendements, sur les matières suivantes: pour amender le premier paragraphe de l'article 426 de la Loi des cités et villes, concernant le zonage; renouveler l'évaluation municipale et le taux de la taxe sur la propriété de la ville de Montréal, située dans Verdun; renouveler le contrat avec la ville de Montréal, pour la fourniture de l'eau; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Verdun,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13739-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

City of Verdun

Public notice is hereby given that the "City of Verdun", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 7, Edward VII, chapter 73 and its amendments, on the following matters: to amend first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, concerning zoning; to renew the municipal valuation and tax rate of the property of the city of Montreal, situated in Verdun; to renew the contract with the city of Montreal, for water supply.

Montreal, January 25, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the City of Verdun.
13739-4-4-o

Cité de Beauharnois

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Beauharnois », s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 69 et les lois qui la modifient, aux fins de permettre la vente d'un terrain à la Commission Scolaire Régionale Youville et pour toutes autres fins.

Cité de Beauharnois, ce 26 janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,
DESAULNIERS TRUDEL
13776-5-4-o BEAUDRY & GAMACHE.

City of Beauharnois

Notice is hereby given that the "City of Beauharnois", shall apply to the Quebec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act, amending its charter, Act 12, Geo. VI, chapter 69 and its amendments to authorize the sale of a piece of land to the Youville Regional School Board, and for all other purposes.

City of Beauharnois, January 26, 1966.

DESAULNIERS TRUDEL
BEAUDRY & GAMACHE,
Attorneys for the petitioner.
13776-5-4-o

Hôpital Général de Lachine

Avis public est donné que l'« Hôpital Général de Lachine », s'adressera à la Législature provinciale à sa présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte pour modifier ses pouvoirs et sa constitution et pour autres fins.

Montréal, le 27 janvier, 1966.

Le Procureur de la requérante,
13777-5-4-o RAYMOND A. CARTWRIGHT.

Lachine General Hospital

Public notice is hereby given that "Lachine General Hospital", will apply to the Provincial Legislature during its present session, in order to obtain amendments to its charter to alter its powers, its constitution and for other purposes.

Montreal, January 27, 1966.

RAYMOND A. CARTWRIGHT,
13777-5-4-o *Attorney for the petitioner.*

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal

Avis public est par les présentes donné que l'« Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte sur les matières suivantes: augmenter le nomvre de directeurs représentant la ville de Montréal, pourvoir au remplacement des directeurs nommés par résolution du Comité Exécutif de la ville de Montréal, modifier la composition du quorum des assemblées des directeurs, déterminer de quelle façon les règlements pourront être adoptés, déterminer la façon de convoquer l'assemblée annuelle, autoriser la ville de Montréal à garantir le déficit actuariel et les intérêts de l'Association en conformité avec les prescriptions de la Régie des Rentes du Québec.

Ville de Montréal, ce 31e jour de janvier 1966.

Le Procureur de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal,
13799-5-4-o PAUL-MARCEL PRÉVOST.

Montreal Police Benevolent and Pension Society

Public notice is hereby given that the "Montreal Police Benevolent and Pension Society", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending its charter, on the following matters: to increase the number of directors representing the city of Montreal, to provide for the replacement of the directors appointed by resolution of the executive committee of the city of Montreal, to alter the composition of the quorum of the directors meetings, to regulate the adoption of the by-laws, to regulate the calling of annual meetings, to authorize the city of Montreal to guarantee the actuarial deficit and interests of the Association in accordance with the standards prescribed by the Quebec Pension Plan.

City of Montreal, this 31th day of January, 1966.

PAUL-MARCEL PRÉVOST,
Attorney of the Montreal Police
13799-5-4-o *Benevolent and Pension Society.*

René Brien

Avis public est, par les présentes, donné que « René Brien », cultivateur, de la ville Kirkland, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-sept (137) des plan et livre de renvoi officiels de paroisse de Pointe-Claire, dans la division d'enregistrement de Montréal, et reconnaissant son droit de propriété absolue sur ledit immeuble.

Montréal.

Les Procureurs du requérant,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
13800-5-4-o BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.

René Brien

Publis notice is hereby given that "René Brien", farmer of the town of Kirkland, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act validing and confirming his title on the immoveable property known and designated as being lot number one hundred and thirty-seven (137) on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-Claire, registration division of Montreal, and ratifying his right of complete ownership on the said immoveable property.

Montreal.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,
13800-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Les Huissiers du district de Terrebonne

Avis est par les présentes donné que J. Émile Bourgoin, de Ste-Thérèse, Paul-Émile Bélanger, de St-Eustache, Raymond Valois, de St-Jérôme, *et al*, tous agissant comme huissiers dans le district de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi, les constituant en corporation ainsi que les personnes que en deviendront subséquemment membres, sous le nom de « La Corporation des Huissiers du district de Terrebonne », et pour les objets suivants:

a) Donner à la Corporation, les pouvoirs, droits et privilèges d'une corporation civile, lui conférer les droits nécessaires pour la conduite de ses affaires et pour accomplir tous faits et actes inhérents ou favorables à la réalisation de ses fins.

The Bailiffs of the district of Terrebonne

Notice is hereby given that J. Émile Bourgoin, of Ste. Thérèse, Paul-Émile Bélanger, of St-Eustache, Raymond Valois, of St. Jérôme, *et al*, all practicing as bailiffs in the district of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to constitute them, and such others as may become members of the corporation, a corporation under the name of "The Bailiffs of the district of Terrebonne", with the following main objects:

(*a*) To give the corporation the powers, rights and privileges of a civil corporation and the requisite powers relating to its administration and to do such other lawful matters and things which are incidental or conducive to the attainment of its objects;

b) Organiser ou donner des cours, une formation et des examens et agir de concert avec le Barreau des Laurentides comme examinateur et prescrire telles normes qui pourront être jugées nécessaires, pour le bénéfice des personnes désireuses d'être admises comme huissiers dans le district de Terrebonne.

Saint-Jérôme, ce 28e jour de janvier 1966.

Le Procureur des requérants,

13801-5-4-o JEAN GUÉRIN.

La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie

Avis est par les présentes donné que « La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie », présentera une requête à la législature de la province de Québec au cours de la session commençant le 25 janvier 1966, en vue de l'obtention d'une loi confirmant le titre de la Société d'Agriculture du comté de Laprairie sur partie du lot No 673, du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, et autorisant ladite Société à vendre, louer ou autrement disposer dudit lot sans aucune restriction, et pour autres fins utiles que de droit.

Montréal, le 31 janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,

RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN.

13822-5-4-o

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la « Ville de Kirkland », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9-10, Elizabeth II, chapitre 131, pour amender les règlements 30 et 30A, afin d'établir une nouvelle répartition de taxes et pour toutes autres fins.

Kirkland, le 1er février 1966.

Le Secrétaire-trésorier de de la Ville de Kirkland

ROMÉO LABRÈCHE.

13848-6-4-o

The Church Society of the Diocese of Quebec

Avis est par les présentes donné que « The Church Society of the Diocese of Quebec », demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, de passer une loi augmentant ses pouvoirs de placement.

Signé à Québec, ce troisième jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,

CARTER & LEAHY.

13861-6-4-o

(*b*) To arrange for or provide courses, training and examinations, and to act as an examining body in accordance with the Barreau des Laurentides and to prescribe together such standards as may be deemed expedient, for persons who wish to qualify for accreditation as bailiffs.

Saint-Jérôme, this 28th day of January, 1966.

JEAN GUÉRIN,

Attorney for the petitioners.

13801-5-4-o

La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie

Notice is hereby given that "La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie", will petition the Legislature of the Province of Quebec during the Session beginning January 25, 1966, in order to secure the enactment of an Act confirming the title of the Société d'Agriculture du Comté de Laprairie to part of lot No. 673, of the official cadastre of the parish of Laprairie, and authorizing the said society to sell, lease or otherwise dispose of the said lot without restriction, and for all other purposes pertaining thereto.

Montreal, January 31, 1966.

RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN,

Attorneys for the petitioner.

13822-5-4-o

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the "Town of Kirkland", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter, the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to amend by-laws numbers 30 and 30 A, in order to establish a new apportionment of taxes and for all other purposes.

Kirkland, February 1st 1966.

ROMÉO LABRÈCHE,

Treasurer Secretary of the Town of Kirkland.

13848-6-4-o

The Church Society of the Diocese of Quebec

Notice is hereby given that "The Church Society of the Diocese of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act to extend its investment powers.

Signed at Quebec, this third day of February, 1966.

CARTER & LEAHY,

Attorneys for the petitioner.

13861-6-4-o

Liquidation — Avis de

Parfumerie L. T. Piver limitée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Parfumerie L. T. Piver limitée », tenue à Montréal, le 19 novembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus 1964, chapitre 218) et que M. Alfred Lacaze a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13873-o 1531-37

Winding up Notices

Parfumerie L. T. Piver limitée

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of the company "Parfumerie L. T. Piver limitée", held at Montreal, on November 19, 1965, it has been resolved that the affairs of the said company be liquidated, and that it be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Winding-Up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281) and that Mr. Alfred Lacaze has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the province.

13873 1531-37

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Lac-St-Jean-Ouest

(*Addenda*)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 15 et 29 janvier 1966, aux pages 191 et 616, veuillez ajouter le nom suivant:

Municipalité de Chambord (paroisse) — Municipality of Chambord (parish)

Cantons — Townships	Rang — Range	Lots	Propriétaires — Owners	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Charlevoix	1	P-20	Léopold Villeneuve (Auberge des Chutes) (Val-Jalbert)	$277.23	$263.77	$ 18.00	$ 19.00
Charlevoix	1	P-20-B	Léopold Villeneuve (Auberge des Chutes) (Val-Jalbert)	.....	98.89	4.00	.....

Roverval, 28 janvier 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
LAVAL MARCOTTE.

13825-5-2-o

Sales for Taxes

Municipality of the county of Lake St. John-West

(*Addenda*)

In the notice of sale for taxes of the county above-mentioned, published in the editions of the *Quebec Officiel Gazette* of January 15 and 29, 1966, on pages 191 and 616, please add the following name:

Roberval, January 28, 1966.

LAVAL MARCOTTE,
Secretary-Treasurer.

13825-5-2

Municipalité du comté de Saint-Maurice

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-Armand Pellerin, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique; en la salle publique du village de Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI le DIXIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encouru savant la vente.

Municipality of the county of Saint-Maurice

Public notice is hereby given by the undersigned, J.-Armand Pellerin, secretary-treasurer of the above said municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction, in the public hall of the village of Yamachiche, where the council of the said county holds its meetings, on THURSDAY the TENTH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal, school taxes and other dues due to the municipalities below mentioned, unless they are paid with costs incurred before the sale.

Corporation Municipale de Charette — Municipal Corporation of Charette

Nom — Name	No cadas.	Rang — Range	Superficie — Area	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Rép. église — Church rep.	Frais — Costs	Total
M.-Donat N. Héroux	P-518	3	20 arpts.	$ 12.46	$ 39.30	.....	.....	$ 51.76
Borné au nord par M. Lucien Bournival, au sud par M. Bernard Gignac, à l'est par M. Germain Lavergne, à l'ouest par le chemin du 3ième Rang.								

Donné à Yamachiche, ce 17e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARMAND PELLERIN.

13760-5-2-o

Bounded on the north by Mr. Lucien Bournival, on the south by Mr. Bernard Gignac, on the east by Mr. Germain Lavergne on the west by the road on the 3rd Range.

Given at Yamachiche, this 17th day of January, 1966.

J.-ARMAND PELLERIN,
Secretary-Treasurer.

13760-5-2-o

Municipalité du comté de Lac Saint-Jean Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce conseil de comté, adopté

Municipality of Lake Saint John East

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the municipal code of the Province of Quebec and to by-law number sixty of the county council, adopted on September 10,

le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-dessous décrites seront vendues pour taxes, à l'hôtel de ville d'Alma, (salle du conseil), MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors:

1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes, in the town hall in Alma (council room), on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale includes the buildings erected on the lots of land on sale, if any exist:

Vendu contre — Sold against	Lot	Rang — Range	Cadastre canton — Cadastre township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Aqueduc — Aqueduct	Divers int.-avis recherches — Misc. interest notice research
Raymond-Marie Blackburn	24	7	Delisle	$ 71.10	$107.61		$ 4.80
Un terrain ou emplacement situé à l'Ascension mesurant cinquante pieds de front ou de l'est à l'ouest sur cent pieds de profondeur ou du nord au sud, faisant partie du lot No 24 rang 7 au cadastre officiel du canton de Delisle borné au nord au terrain de Jos. Boily, à l'ouest au terrain de Jean-Marc Harvey ou représentants, au sud à la Deuxième Avenue Est du village; à l'est à Roland Tremblay et Thomas-Louis Duchesne ou représentants. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.			A piece of land or emplacement situated at Ascension measuring fifty feet in front from east to west by one hundred feet in depth from north to south, being part of lot No. 24 range 7 of the official cadastre of the township of Delisle bounded on the north by the land of Jos. Boily, on the west by the land of Jean-Marc Harvey or representatives, on the south by the Second Avenue East of the village; on the east by Roland Tremblay and Thomas-Louis Duchesne or representatives. The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.				
Gaston Côté (Edmour)	47	6	Delisle	163.02	325.29		4.80
Le lot de terre connu et désigné sous le No 47 du rang 6 au cadastre officiel du canton de Delisle.			The lot of land known and designated under No. 47 of range 6 of the official cadastre of the township of Delisle.				
Jos.-Louis Dionne	2-3-4	6	Delisle	60.69	134.76		14.40
Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux, trois et quatre au cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Delisle, dans le comté du Lac St-Jean, avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf avec réserve d'un droit de passage et autres droits appartenant à Adélard Lemay. Sauf à distraire les terrains suivants: 1. Un terrain vendu à Jos. Louis Tremblay suivant acte devant V. U. Larouche, enregistré sous le numéro 60194. 2. Un autre terrain vendu à Euclide et Antonio Larouche suivant acte devant V. U. Larouche, enregistré sous le numéro 64209. 3. Un autre terrain vendu à Ludger Plourde par acte devant V. U. Larouche, N.P., enregistré sous le numéro 87043.			The lots of land known and designated under numbers two, three and four of the official cadastre for the sixth range of the township of Delisle, in the Lake Saint John County with all the buildings constructed thereon, appurtenancies and dependencies, safe and with reserve of a passage right and other rights belonging to Adélard Lemay. Safe to distract the following land: 1. A piece of land sold to Jos. Louis Tremblay under the deed before V. U. Larouche, registered under number 60194. 2. Another piece of land sold to Euclide and Antonio Larouche under the deed before V. U. Larouche, registered under number 64209. 3. Another piece of land sold to Ludger Plourde by a deed before V. U. Larouche, N.P., registered under number 87043.				
Adrien Desbiens	25-71	7	Delisle	89.73	98.88	$ 92.35	4.80
Le lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton de Delisle sous le No 25-71 du rang 7 dudit canton.			The lot of land now known and designated on the official cadastre of the township of Delisle under No. 25-71 of range 7 of the said township.				
Charles Guay et-and Claude Guay	25	6	Delisle	52.66	105.07	263.58	4.80
Un lopin de terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension dans le comté du Lac St-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Delisle comme étant partie du lot No 25 du rang 6 dudit canton lequel terrain mesure 50 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur 100 pieds de profondeur du sud au nord et est borné: vers le nord par le chemin public, vers l'est et le sud au terrain de René Lemay ou représentants et vers l'ouest par le terrain d'Henri Simard ou Alfred Guay, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées.			A piece of land or emplacement being and situated in the parish of Ascension in the county of Lake Saint John, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Delisle as being part of lot No. 25 of range 6 of the said township which land measures 50 feet in width from east to west, by 100 feet in depth from south to north and is bounded: on the north by the public road, on the east and the south by the land of René Lemay or representatives and on the west by the land of Henri Simard or Alfred Guay, the whole with buildings constructed, thereon, circumstances and dependencies. Safe to distract the conceded servitudes.				
René Poirier	25-87	7	Delisle	49.77	108.02	369.29	4.80
Le lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton de Delisle sous le No 25-87 du rang 7 dudit canton.			The lot of land now known and designated on the official cadastre of the township of Delisle under No. 25-87 of range 7 of the said township.				
Roland Tremblay	24	7	Delisle	115.27	181.32	147.76	4.80
Un terrain mesurant cinquante pieds de largeur dans le sens est-ouest sur cent pieds de profondeur dans le sens nord-sud de forme rectangulaire faisant partie du lot No 24 du rang sept au cadastre officiel du canton de Delisle dans le village de l'Ascension, Lac St-Jean, borné au sud au chemin de front, à l'ouest à Arthur			A piece of land measuring fifty feet in width in the east-west direction by one hundred feet in depth in the north-south direction of rectangular form being part of lot No. 24 of range seven on the official cadastre of the township of Delisle in the village of l'Ascension, Lake Saint John, bounded on the south by the road in front,				

Simard, au nord et à l'est à Messieurs Joseph et René Lemay avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances avec servitudes actives et passives.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

on the west by Arthur Simard, on the north and the east by Messrs. Joseph and René Lemay, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies with servitudes, active and passive.

Safe to distract the conceded servitudes.

Vendu contre — Sold against	Lot	Rang — Range	Cadastre canton — Cadastre township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Aqueduc — Aqueduct	Divers int.-avis recherches — Misc. interest notice research
Colombian Investment Ltée	24-7	7	Delisle	$ 9.14	$ 20.04	$214.95	$ 4.80

Un terrain emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de N.S., mesurant 30 pieds dans le sens nord-sud sur 150 pieds de profondeur ou dans le sens est-ouest; borné au nord au terrain de Roger Blanchette ou représentants à l'ouest à la route conduisant à la Grande Péribonka à l'est au lot No 24-7 au sud au terrain de Michel Simard ou représentants le tout faisant partie du lot non subdivisé 24 aux plan et livre de renvoi officiels pour le septième rang du canton de Del sle, le tout avec tous les bâtiments dessus érigés circonstances et dépendances.

A land emplacement being and situated in the parish of l'Ascension of N.S., measuring 30 feet in the north-south direction by 150 feet in depth or in the east-west direction; bounded on the north by the land of Roger Blanchette or representatives on the west by the route leading to Grande Péribonka on the east by lot No. 24-7 on the south by the land of Michel Simard or representatives the whole being part of unsubdivided lot 24 on the official plan and book of reference for the seventh range of the township of Delisle, the whole with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Colombian Investment Ltée	38	7	Delisle	102.99	294.32		4.80

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-huit aux livre et plan officiels pour le septième rang du canton de Delisle, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The lot of land known and designated under number thirty-eight on the official plan and book of reference for the seventh range of the township of Delisle, with all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Sauf à distraire desdits immeubles les terrains vendus et servitudes concédées suivant titre enregistré.

Safe to distract from the said immoveables the lands sold and servitudes conceded following the registered title.

Isidore Brisson et-and Aimé Simard	1-1, 1-2	5	Garnier	7.08	13.79		
	2-1, 2-2, 2-3, 2-4	5	Garnier	79.19	162.05		

Les lots numéros 1-1, 1-2, rang 5 Garnier.

Les lots numéros 2-1, 2-2, 2-3, et 2-4 aux plan et livre de renvoi officiels pour le cinquième rang du canton de Garnier, sauf à distraire les terrains vendus et le droit de passage concédé à Roméo Noel et Ronaldo Noël suivant acte enregistré sous le numéro 58641.

Lots numbers 1-1, 1-2, range 5 Ganrier.

Lots numbers 2-1, 2-2, 2-3, and 2-4 on the official plan and book of reference for the fifth range of the township of Garnier, safe to distract the lands sold and the right of passage conceded to Roméo Noël and Ronaldo Noël under the registered deed under number 58641.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

Safe to distract if necessary the conceded servitudes.

Donat Simard	26-27	7	Delisle				
	26-27	7	Delisle	16.13	35.20		

Un terrain sis et situé en la paroisse de l'Ascension de N.S., mesurant 100 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur et borné comme suit: au sud à la rue de la Fabrique, à l'ouest au cordon de division des lots 26 et 27; au nord au terrain du vendeur et à l'est à la rue projetée; le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le No. Ptie 26 aux plan et livre de renvoi officiels pour le 7e rang du canton de Delisle.

A piece of land being and situated in the parish of l'Ascension of N.S., measuring 100 feet in width by 150 feet in depth and bounded as follows: on the south by Fabrique Street, on the west by the border division of lots 26 and 27; on the north by the land of the vendor and on the east by a planned street; the whole being part of the lot of land known and designated under No. Pt 26 on the official plan and book of reference for the 7th range of the township of Delisle.

Sauf à distraire dudit immeuble le terrain vendu par Donat Simard à Emett O'Conner suivant acte enregistré sous le numéro 56356 et décrit comme suit:

Un terrain emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de N.S., mesurant 100 pieds de tous les côtés et borné comme suit: au sud à la rue de la Fabrique, à l'ouest au cordon de division des lots 26 et 27, au nord au terrain du vendeur et à l'est à une rue projetée, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro (Ptie 26) du plan et livre de renvoi officiels pour le 7e rang du canton de Delisle.

Safe to distract from the said immoveable the land sold by Donat Simard to Emett O'Conner under registered deed under number 56356 and described as follows:

A land emplacement being and situated in the parish of l'Ascension of N.S., measuring 100 feet on all sides and bounded as follows: on the south by de la Fabrique Street, on the west by the border division of lots 26 and 27, on the north by the land of the vendor and on the east by a planned street, the whole being part of the lot of land known and designated under number (Pt 26) on the official plan and book of reference for the 7th range of the township of Delisle.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

Safe to distract the servitudes conceded under the registered title.

Georges-Émile Potvin	24	7	Delisle	9.00	27.79		

Un emplacement de 75 pieds de profondeur par 100 pieds de largeur borné au nord à la 2e Rue Est, à l'ouest à une rue projetée, à l'est et au sud au terrain du vendeur, le tout avec bâtisses dessus construites.

Ledit emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné comme étant le No 24 du 7e rang pour le canton de Delisle.

An emplacement of 75 feet in depth by 100 feet in width bounded on the north by the 2nd Street East, on the west by a planned street, on the east and the south the by the land of the vendor, the whole with buildings constructed thereon.

The said emplacement is part of the lot of land known and designated as being No. 24 of the 7th range of the township of Delisle.

Colombian Investment Ltée	34-A	6	Taillon	89.38	300.03		

Un terrain mesurant 50 pieds par 95 pieds, faisant partie du lot 34-A, du cadastre 34-A-60 du rang 6,

A piece of land measuring 50 feet by 95 feet, being part of lot 34-A, of the cadastre 34-A-60 of range 6, of

du canton de Taillon. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

the township of Taillon. The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Vendu contre — Sold against	Lot	Rang — Range	Cadastre canton — Cadastre township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Aqueduc — Aqueduct	Divers int.-avis recherches — Misc. interest notice research
Gérard Tremblay	4	A	Taillon	$ 12.68	$ 77.03		
Il s'agit d'un chalet construit sur la partie sud du lot 4 rang A canton de Taillon, le terrain appartient à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie. Il n'y a que le chalet qui doit être vendu.							
Mme-Mrs. Louis-Georges Bergeron	22-9, 22-10	2	Taillon		110.40		$ 4.20
Un terrain ou emplacement situé à St-Henri-de-Taillon étant et comprenant les subdivisions neuf et dix du lot originaire numéro vingt-deux (22-9 et 22-10), du rang deux (2), au cadastre officiel du canton de Taillon. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.							
Patrick Lemieux	4, o.-w.	1A	Mésy	77.40	323.89		
Un terrain ayant une superficie de 1/8 d'acre, situé lot 4 ouest, rang 1A, St-Wilbrod. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.							
Paul Desgagné	P. 297-12, P. 297-10, 297-11, 298-5, 298-6, 298-9		Vill. de-of Hébertville	149.84	608.78		
Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix-sept-dix (297-10) de trente pieds de largeur, deux cent quatre-vingt-dix-sept-onze (297-11), de quarante-cinq pieds de largeur, et deux cent quatre-vingt-dix-sept-douze (297-12), de quarante-cinq pieds de largeur mais avec réserve de cinq pieds de largeur sur ce lot 297-12 voisin du lot numéro 297-13, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel du village d'Hébertville. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.							
Mme-Mrs. Rosaire Pelletier	P. 171, 172, P. 27		Vill. de-of Hébertville	106.14	181.75		
Un emplacement, situé dans le village de Notre-Dame d'Hébertville, mesurant soixante-sept pieds de front ou largeur sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept (Ptie 27) du cadastre officiel du village d'Hébertville, lequel emplacement est borné comme suit: vers le nord au terrain de Georges-Émile Côté, vers l'est à la rue Taché, vers le sud au terrain d'Ulysse Boulianne maintenant Camille Larouche, et à l'ouest au terrain d'Uldéric Deschênes, le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.							
Rosario Fortin	P. 2	4	Mésy	13.87	43.26		
Le tiers indivis du lot numéro deux du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Mésy.							
Rosaire Langevin	P. 41	A	Caron	43.95	121.68		
Un terrain mesurant trois cent trente-six pieds (336) à la route du rang A du canton de Caron, par trente-cinq pieds dans la ligne est, soixante-dix-huit pieds dans la ligne ouest, et cent soixante pieds pour partie et cent trois pieds pour l'autre partie dans la ligne nord, ledit terrain étant de figure irrégulière et faisant partie du lot numéro quarante et un (Ptie 41) du cadastre pour le rang « A » du canton de Caron et compris dans les limites et bornes suivantes: au sud à la route du rang A, à l'est et à l'ouest par le terrain de Jean Dav. Pelletier, et au nord en suivant la coulée qui s'y trouve.							

Donné à Saint-Jérôme, ce 31e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

13805-5-2-o

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1966.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

13805-5-2-o

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la Corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère public au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des cessions de ce Conseil, le SECOND JEUDI du mois d'AVRIL 1966, soit le QUATORSIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charge dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immoveables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at public auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the SECOND THURSDAY of the month of APRIL, 1966, that is on the FOURTEENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church apportionments of taxes, costs and amounts due on each one of these immoveables, unless these taxes, costs and charges are paid before the sale, and duly receipted along with the costs incurred before the sale, to wit:

Corporation d'Amos-Est — Corporation of Amos East
Commission scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Figuery	51 et-and 52b.	8	Albert Cossette	$ 15.00	$209.00	$ 224.00
Figuery	42a, b	10	Jean Lajoie	38.50	101.00	139.50
Dalquier	35 et-and 36	1	Raymond Migneault	7.25	107.00	114.25
Dalquier	31 et-and 32	2	Pierre Alarie	7.65	95.50	103.15
Dalquier	44b J	2				
Dalquier	44a, 44, 45 J	5	Marcel Bolduc	14.75	55.00	69.75
Dalquier	61	5	Albertin Champagne	27.50	.....	27.50

Corporation d'Authier — Corporation of Authier
Commission scolaire d'Authier — School commission of Authier

Languedoc	15	1	Succession-Estate Benoît Demers	$ 61.85	$133.66	$ 195.51
Languedoc	4	4	Succession-Estate Louis Gingras	53.20	94.86	148.06

Corporation du canton de Clermont — Corporation of the township of Clermont
Commission scolaire de Saint-Vital — School commission of Saint-Vital

Clermont	16	2	Joseph-Arthur Lapointe	$ 35.48	$115.24	$ 150.72
Clermont	21	3	Pierre-Aimé Lévis	20.18	78.11	98.29
Emplacement de 100′ x 200′ avec maison sis au coin sud-est du lot.			1. An emplacement of 100′ x 200′ with a house situated on the southeast corner of the lot.			

Commission scolaire de Cléricy — School commission of Cléricy

Dufresnoy	55	7	Mme-Mrs. Henri Toulouse	.....	$ 90.04	$ 90.04
Dufresnoy	56	7	Gérard Robin	.....	96.30	96.30
Cléricy	3	.....	Thériault & Frères	.....	.....	216.11

Corporation de Clerval — Corporation of Clerval
Commission scolaire de Sainte-Jeanne d'Arc — School commission of Sainte-Jeanne d'Arc

La Reine	21	1	Maurice Pronovost	$ 82.80	$199.38	$ 282.18
La Reine	21	2	Réal Pronovost	114.30	301.05	415.35
La Reine	31	3	Réal Pronovost	28.50	42.71	71.21

Commission scolaire de Dubuisson — School commission of Dubuisson

Dubuisson	31	A	Otto Gératcheck	.....	$ 95.91	$ 95.91
Emplacement de 100′ x 150′.			Emplacement of 100′ x 150′.			

Commission scolaire de Duparquet — School commission of Duparquet

Duparquet	P. est-east 18.	7	Liguori Tremblay	.....	$ 90.21	$ 90.21

Corporation de Fiedmont-Barraute — Corporation of Fiedmont-Barraute
Commission scolaire de Barraute — School commission of Barraute

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Fiedmont	17, 18	9	Marcel Cormier	$ 27.53	$119.75	$ 147.28
Fiedmont	19	9	Ferdinand Cormier	17.18	44.00	61.18
Fiedmont	33	9	Placide Jobin	29.28	87.50	116.78
Barraute	P. 40	2	Maurice Gauthier	32.68	133.50	166.18

Comprenant un emplacement de 75′ de largeur, nord-sud, par 100′ de profondeur, est-ouest, borné au nord par une ligne parallèle au chemin de front des rangs un et deux du canton Barraute, sise à 370′ au nord de celle-ci, borné au sud par une ligne parallèle à 295′ de la ligne nord, borné à l'est par la route nationale, borné à l'ouest par une ligne parallèle à la ligne est à environ 100′ de cette dernière.

2. Comprising an emplacement of 75′ in width, northsouth, by 100′ in depth, eastwest, bounded on the north by a line parallel to the road in front of ranges one and two of the township of Barraute, situated at 370′ on the north of this one, bounded on the south by a parallel line of 295′ from the north line, bounded on the east by the national route, bounded on the west by a parallel line to the east line at approximatively 100′ from the latter.

Corporation de Fiedmont-Barraute — Corporation of Fiedmont-Barraute
Commission scolaire de Sainte-Blaise — School commission of Sainte-Blaise

Barraute	10	5	Albert Landry	$ 26.40	$ 79.06	$ 105.46
Barraute	16	5	Gérard Couturier	5.55	14.70	20.25
Barraute	P. 28	5	Xavier Champagne	3.45	10.60	14.05

Comprenant un emplacement de 165′ nord-sud par 130′ ouest-est borné au sud par une ligne passant à 180′ au sud de la ligne nord dudit lot, borné au nord par une ligne passant à 15′ au sud de la ligne nord dudit lot, borné à l'ouest par la route passant entre les lots 27 et 28 du rang 5 canton Barraute, borné à l'est par une ligne passant à 130′ de la borne ouest.

3. Comprising an emplacement of 165′ on the northsouth by 130′ on the west-east bounded on the south by a line passing at 180′ on the south of the north line of the said lot, bounded on the north by a line passing at 15′ on the south of the north line of the said lot, bounded on the west by the route passing between lots 27 and 28 of range 5, township of Barraute, bounded on the east by a line passing at 130′ of the west boundary.

Barraute	½ N. 41, 42	6	Léonard St-Yves	40.00	246.35	286.35

(Déduction faite d'un emplacement propriété du Ministère de la Voirie mesurant 300′ x 150′ borné à l'ouest par la route 64 et au sud par le terrain du cimetière de la paroisse de St-Blaise.

4. Deduction made from an emplacement belonging to the Roads Department measuring 300′ x 150′ bounded on the west by route 64 and on the south by the land of the cemetery of the parish of St-Blaise.

Barraute	½ S. 19, 20	7	Jean Paquin	7.85	101.80	109.65
Barraute	45	7	Laurier Frenette	16.10	36.45	52.55
Barraute	17A, 17B	8	Paul-Émile Carreau	28.30	117.50	145.80
Barraute	40A, 40B	8	Omer Pelletier	8.80	55.20	64.00

Commission scolaire de Guyenne — School commission of Guyenne

Guyenne	41	4	François Poulin	.....	$ 83.50	$ 83.50
Guyenne	39, 40	5	Rosario Gagnon	.....	84.83	84.83
Guyenne	41	5	Albert Larivière	.....	78.61	78.61
Guyenne	57	5	René Bérubé	.....	128.84	128.84
Guyenne	P. 39	6	Raymond Fournier	.....	73.72	73.72

Comprenant un emplacement sis au coin nord-ouest du lot.

5. On the northwest corner of the lot.

Guyenne	39, 40	6	Antoine Gagnon	.....	67.97	67.97

(distraction faite d'un emplacement sis au coin nord-ouest du lot 39).

(distriction made of the emplacement sitiated on the northwest corner of lot 39).

Guyenne	45, 46	6	François Malenfant	.....	138.83	138.83
Guyenne	P. 55	6	Donat Bernier	.....	79.33	79.33

Comprenant un emplacement sis au coin nord-ouest du lot.

6. Comprising an emplacement situated on the northwest corner of the lot.

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Launay — School commission of Launay

Launay	19	5	Georges Caron	$ 3.39	$ 7.68	$ 11.07

Corporation Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire Taschereau — School commission of Taschereau

Launay	2	7	Edmond Bernier	$ 7.69	$ 38.89	$ 46.58
Launay	3	7	Edmond Bernier	14.53	79.74	94.27

Commission scolaire de Lamorandière — School commission of Lamorandière

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lamorandière	A, B 56, 57	3	Alphonse Dumond		$99.55	$ 99.55
Lamorandière	22	3	Paul-Émile Roy		49.97	49.97
Lamorandière	A, B 36	4	René Lambert		49.94	49.94
Lamorandière	31	8	Alvida Veillette		30.63	30.63

Corporation de Lamotte — Corporation of Lamotte
Commission scolaire de Lamotte — School commission of Lamotte

Malartic	7	10	Lauréat Turcotte	$ 25.20		$ 25.20
Malartic	10	10	Henri-Paul Toupin	4.45		4.45
Malartic	11	10	Henri-Paul Toupin	16.85		16.85
Lamotte	18	3	Isidore Marcil	11.75	$ 20.70	32.45
Lamotte	19	4	Isidore Marcil	81.15	62.55	143.70

Corporation de Lareine — Corporation of Lareine
Commission scolaire de Lareine — School commission of Lareine

Desmeloizes	23	1	Charles Thouin	$ 67.98	$330.86	$ 398.74
Desmeloizes	23A	2	Achile Gauthier	18.25	107.80	126.05
Desmeloizes	16	3	Achile Gauthier	42.71	197.51	240.22
Desmeloizes	19	3	Jean-Marie Gauthier	41.90	176.59	218.49
Desmeloizes	20	3	Jean-Marie Gauthier	36.74	188.68	225.42

Commission scolaire de Lacorne — School commission of Lacorne

Lamotte	60	8	Éloi Hamel		$ 42.00	$ 42.00
LaCorne	P. 1	3	Succession-Estate Jean Laflamme comportant un emplacement — comprising an emplacement		11.85	11.85

Commission scolaire de Manneville — School commission of Manneville

Manneville	52-53	7	Roland Boilard		$ 27.06	$ 27.06
Manneville	36	9	Marcel Lessard		19.08	19.08
Manneville	59	10	Lionel Chouinard		27.03	27.03
Trécesson	1	1	Adélard Falardeau		88.00	88.00

Corporation de Normetal — Corporation of Normetal

Desmeloizes	60	6	Florient Garneau	$ 13.50		$ 13.50
Desmeloizes	55	7	Gérald Archambaeult	81.45		81.45
Desmeloizes	42-62, 44-63	9	Mme-Mrs. A. Johnson	87.75		87.75
Desmeloizes	43-57-58	9	Eddy Hein	63.00		63.00
Desmeloizes	43-77	9	Charles Alarie	33.00		33.00
Desmeloizes	45-47	9	Alphonse Labonté	182.20		182.20
Desmeloizes	54-12	9	Mme-Mrs. Alberte Goulet	63.00		63.00
Desmeloizes	48-A	10	Almanzard Savard	31.27		31.27

Corporation de Poularies — Corporation of Poularies
Commission scolaire de Poularies — School commission of Poularies

Poularies	23	5	Georges Blanchard	$ 22.57	$ 44.53	$ 67.10
Poularies	32-32A-32B	5	Antonio Lemire	10.31	36.49	46.80
Poularies	53-53A-53B	6	Yves Thériault	34.41	164.78	199.19
Poularies	56	7	Paul Mercier	16.78	42.71	59.49
Poularies	8	8	Yves Dallaire	7.91	14.00	21.91
Poularies	9	8	Yves Dallaire	19.21	68.79	88.00
Poularies	14-14A-14B	8	Yvon Laquerre	48.32	155.08	203.40
Poularies	18	8	Georges Poliquin	35.49	63.20	98.69

Corporation du canton Privat — Corporation of the township Privat
Commission scolaire de Taschereau — School commission of Taschereau

Taschereau	689	E	Roland Desruisseaux	$ 50.03	$ 85.36	$ 135.66
Taschereau	415	37	P.-Henri Girardin		37.71	37.71

Commission scolaire de Rapide Danseur — School commission of Rapide Danseur

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Hébécourt	33	7	Succession-Estate Lester Corbin		$117.90	$ 117.90
Hébécourt	34	7	Jean-Paul Perreault		122.00	122.00
Hébécourt	61	9	Adrien Tardif		89.23	89.23

Commission scolaire de Saint-Dominique du Rosaire — School commission of Saint-Dominique du Rosaire

Béarn	B-C	5	Alfred Royer		$157.66	$ 157.66
Béarn	24A-B	6	Gérard Léveillé		258.56	258.56

Déduction faite d'un emplacement de 210′ nord-sud par 180′ est-ouest, bornée à 545′ du trait carré nord et la route à l'est.

7.Deduction made of an emplacement of 210′ on the northsouth by 180′ on the eastwest, bounded at 545′ from the trait carré north and the route on the east.

Commission scolaire de Saint-François de Sales de Destor
School commission of Saint-François de Sales de Destor

Destor	61	3	Succession-Estate Jean-Marie Delcambre		$ 51.56	$ 51.56
Dufresnoy	43	10	Henri-Paul Drapeau		54.40	54.40
Dufresnoy	45	9	Mme-Mrs. Anselme Aubé		50.95	50.95

Commission scolaire de Saint-Étienne de Languedoc — School commission of int-ÉtSaienne de Languedoc

Languedoc	23	6	Armand Martel		$ 99.41	$ 99.41
Languedoc	31	4	Joseph Lessard		84.51	84.51
Languedoc	20	7	Ephrem Poudrier		107.98	107.98
Gueynne	2	7	Robert Landry		153.06	153.06
Languedoc	41	9	J.-B. Labonté		113.12	113.12

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School commission of Sainte-Gertrude

Villemontel	21	4	Robert Larochelle		$161.94	$ 161.94
Villemontel	22	4	Robert Larochelle		42.90	42.90
Villemontel	33	4	Armand Bellemare		139.77	139.77
Villemontel	26	5	Claude Lynh		66.50	66.50
Villemontel	45	5	Raymond Jean		21.21	21.21
Villemontel	31	6	Paul Larochelle		84.78	84.78
Villemontel	43	6	Paul-Émile Thomassin		124.52	124.52
Villemontel	47	6	Lorenzo Lerossignol		27.56	27.56
Villemontel	48	6	Lorenzo Lerossignol		163.00	163.00
Villemontel	29	7	Denis Alarie		87.07	87.07
Villemontel	46	7	Jean-Paul Desgagné		74.79	74.79
Villemontel	53	7	Narcisse Proulx		206.90	206.90
Villemontel	46	8	Paul Baribeau		87.07	87.07
Villemontel	39	9	Sylva Bizier		119.56	119.56

Corporation de Saint-Lambert — Corporation of Saint-Lambert
Commission scolaire de Saint-Lambert de Desmeloizes — School commission of Saint-Lambert de Desmeloizes

Desmeloizes	33	6	Casimir Labbé	$ 10.04	$ 32.00	$ 42.04
Desmeloizes	34	6	Casimir Labbé	26.03	108.50	134.53
Desmeloizes	17	8	Paul Michaud	55.22	108.50	163.72
Desmeloizes	21	8	Lucien Dulong	32.32	146.00	178.32
Desmeloizes	18	9	Adélard Morin	37.61	120.75	158.36
Desmeloizes	20	9	Mme-Mrs. Emery Dulong	61.14	266.00	327.14
Desmeloizes	45	6	Réal Carreau	26.22		26.22

Commission scolaire de Saint-Mathias — School commission of Saint-Mathias

Languedoc	23a-b	9	Charles-Émile Gagné		$ 30.18	$ 30.18

Commission scolaire de Saint-Mathieu — School commission of Saint-Mathieu
Corporation de Saint-Mathieu — Corporation of Saint-Mathieu

Figuery	2, 3 est-east 12.	3	Marcel Bérubé	$ 99.89	$148.40	$ 248.29

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Taschereau — School commission of Taschereau

Privat	57	7	Julien Boutin		$ 73.05	$ 74.05
Privat	36	7	Eugène Paquin	$ 21.35	108.58	129.93

Corporation du canton Trécesson — Corporation of township Trécesson
Commission scolaire de Saint-Viateur Laferme — School commission of Saint-Viateur Laferme

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Trécesson	A.B.C. 53	5	Gérard Tremblay	$ 25.24	$ 46.51	$ 71.75
Trécesson	53½ Sud-South 54	7	Georges Plourde	31.00	96.37	127.37

Commission scolaire de Saint-Edmond — School commission of Saint-Edmond

Senneville	½ est-east 42	3	Denis Rousseau		$220.92	$ 220.92
Senneville	60, 61	3	Roland Boldue		210.78	210.78
Senneville	4	5	Henri Auger		268.09	268.09
Senneville	10	5	Charles Beaudoin		253.83	253.83
Senneville	46	6	Célestin Laplante		151.36	151.36

Donné à Amos, le 31e jour de janvier 1966.
Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-P. GARIÉPY.
13818-5-2

Given at Amos, this 31st day of January, 1966.
JEAN-P. GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.
13818-5-2

Municipalité du comté d'Abitibi

(*Addenda*)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 5 février 1966, à la page 961, veuillez ajouter les lots suivants:

Municipality of the county of Abitibi

(*Addenda*)

In the notice of sale for taxes of the county above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* of February 5, 1966, on page 961, please add the following lots:

Commission scolaire de Preissac — School commission of Preissac

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Villemontel	P. 14	1	Eugène Viens		$ 18.48	$ 18.48
Comprenant un emplacement de 60′ x 100′ environ sis au coin nord-est dudit lot.			Comprising an emplacement of about 60′ x 100′ situated at the northeast corner of the said lot.			
Villemontel	29	1	Ernest Pelchat		134.87	134.87
Villemontel	36	1	Ernest Pelchat		33.57	33.57
Villemontel	30	1	Marcel Pelchat		106.30	106.30
Villemontel	2/3 e. 22 s. riv.	2	Succ.-est. Jean Béchard			
	2/3 o.-w. 21 s.r.	1			93.22	93.22
Villemontel	25	2	Léonidas Larochelle		87.79	87.79
Villemontel	34	2	Lorenzo Prévost		100.49	100.49
Presissac	P. N 30		Succ.-est. Paul-Émile Lachance			
	1-2-3-4	7			153.65	153.65
Preissac	13-14	9	Jean-Baptiste Martel		110.47	110.47
Preissac	14	10	Rosario Labrecque		116.53	116.53
Preissac	P. B	9	Léonidas Miur		90.88	90.88
Comprenant un emplacement de 200′ x 400′ environ sis au coin nord-est du lot plus haut mentionné.			Comprising an emplacement of about 200′ x 400′ situated at the northeast corner of the lot above-mentioned			
Preissac	½ E 21C2	9	Émile Gosselin			
	E 22F1	9			172.98	172.98
Preissac	22 E 1 ½ o.-w. 21C2		Rosaire Fortier			
	22C1	9			114.05	114.05
Distraction faite d'un emplacement de 150′ x 200′ sis au coin nord-est de la propriété susdite.			Withdrawal made of an emplacement of 150′ x 200′ situated at the northeast corner of the above-mentioned property.			
Preissac	11-12-42	A	Mme-Mrs. Lucien Froment		83.16	83.16
Chalet.			Cottage.			
Preissac	109-110	A	P. A. Coulter		34.22	34.22

Donné ce 31e jour de janvier 1966.
Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-P. GARIÉPY.
13858-6-2-o

Given this 31st day of January, 1966.
JEAN-P. GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.
13858-6-2-o

Municipalité du comté de Chicoutimi

(*Correction*)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 22 et 29 janvier 1966, aux pages 465 et 679, veuillez changer la date de vente en remplaçant le mot « onze » par le mot « dix » la vente devant avoir lieu jeudi, le dixième jour de mars 1966.

Chicoutimi, le 4 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ALLYRE GAGNON.

13859-6-2

Municipality of the county of Chicoutimi

(*Correction*)

In the notice of sale for taxes of the county above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette*, on the 22nd and 29th of January, 1966, on pages 465 and 679, please change the date of sale by replacing the word "Eleven" the word "Ten" the sale taking place on Thursday, the tenth day of March 1966.

Chicoutimi, February 4, 1966.

ALLYRE GAGNON,
Secretary-Treasurer.

13859-6-2

Municipalité du comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Beauharnois, les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel de Ville de Beauharnois, JEUDI, le DIXIÈME jour de MARS, 1966, à DEUX heures de l'après-midi taxes scolaires et et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais, avant la vente, à savoir:

Municipality of the county of Beauharnois

Public notice is hereby given, by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentionned municipality of Beauharnois, the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the town hall, in the town of Beauharnois, THURSDAY, the TENTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, for school taxes and other dues on the various lots of land hereinafter designated, unless the said taxes and dues have been paid, with costs, before the sale, to wit:

Commission scolaire de Beauharnois — School commission of Beauharnois

Propriétaire enregistré — Registered proprietor	Description de l'immeuble — Description of the immoveable	Taxes scol. — School taxes
Maurice Leduc	15	$ 151.76
Juliette Maheu a/s-c/o M.-Mr. André Daoust	107-1, 2	90.20
Mme-Mrs. Georges-Henri Primeau	446	80.10
Jean-Guy Auger	125-2	178.60
Benoit Sauvé	132-4	172.70
Robert Bourgouin	553-8	160.16
Vallée & Fils	144	97.25
Gérard Allard	1-2	4.78
Jean-Pierre Faubert	P. 374 et-and P. 428	57.56
André Richard	P. 304	174.26
Edmour Vallée	126-28	236.30
Marcel Vallée	133-44	155.97
Eugène St-Louis	553-73	137.00
Marguerite Lefebvre	553-64	158.12
Félix Bijeau	56-1	22.86
Laurian Laroche	137-8	12.36
Jean-Paul Fortier	139-25	102.16
Jean-Yves Proulx	149-10	19.05
Maurice Ménard	149-11	208.05
Gérard Poissant	198	332.72
L. C. Ravenelle	P. 60	815.92
Eugène Couillard	P. 358	536.15
Roger Hébert	52-11, 52-14, 52-15, 52-12	337.26
Robert Auger	130-77	271.91
Beaurock Land Dev.	133-55, 56, 57, 58, 59, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 39, P. 133	565.18
Berthe Dagenais	553-8	168.05
Mme-Mrs. Louis Primeau	P. 231	333.34
André Paquette	125-195	334.16
André Guérin	125-187	213.21
Elmack Land Dev.	155	163.39
Maurice Perreault	52-12	237.20
Marc-Aurèle & Florian Vinet	139-1, 2	533.91
Laurier Gatien	P. 499	140.14
Philippe Vinet	139-14	122.16

Donné à Salaberry-de-Valleyfield, ville de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, ce quatrième jour du mois de février mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT LUPIEN.

13874-6-2-o

Given at Salaberry-of-Valleyfield, town of Salaberry-of-Valleyfield, county of Beaunarnois, this fourth day of the month of February one thousand nine hundred and sixty-six.

ROBERT LUPIEN,
Secretary-Treasurer.

13874-6-2-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Shawinigan-Sud

Règlement No 217

ATTENDU qu'en vertu de l'article 173, 8 de la Loi des Cités et Villes, le conseil municipal de la ville de Shawinigan-Sud peut fixer à trois ans, à compter de l'élection générale suivante, la durée des fonctions du maire et des échevins;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt commun de prolonger un tel mandat, stabilisant ainsi l'administration municipale;

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné à l'assemblée du 2 novembre 1965;

POUR CES MOTIFS, il est par le présent règlement décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1. L'élection générale du maire et des échevins de la ville de Shawinigan-Sud aura lieu tous les trois (3) ans, le premier dimanche de novembre, à compter du 1er dimanche du mois de novembre mil neuf cent soixante-six (1966).

ARTICLE 2. Les dispositions des règlements antérieurs, incompatibles avec celles du présent règlement, sont abrogées.

ARTICLE 3. Le présent règlement prendra force et effet après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur et publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Approuvé à l'unanimité, sur proposition de Monsieur l'échevin Henri-Paul Cloutier secondé par Monsieur l'échevin Gérard Villemure.

Fait et passé à Shawinigan-Sud, ce sixième jour du mois de décembre mil neuf cent soixante-cinq (1965).

Le Maire,
DR. LOUIS-PHILIPPE LACOURSIÈRE.
Le Secrétaire-trésorier,
GILLES PANET.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
13853-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Town of Shawinigan-South

By-law No. 217

WHEREAS pursuant to section 173, 8, of the Cities and Towns Act, the municipal council of the town of Shawinigan-South may fix the term of office of the mayor and aldermen at three years, as from the ensuing election;

WHEREAS it is in the common interest to extend such a mandate, thus stabilizing municipal administration;

WHEREAS a notice of motion was given in the regular manner at the meeting on November 2, 1965;

FOR THESE PURPOSES, what follows is hereby decreed and enacted by the present by-law:

SECTION 1. The general election for the mayor and aldermen of the town of Shawinigan-South will take place every three (3) years on the first Sunday in November, as from the 1st Sunday in the month of November, one thousand nine hundred and sixty-six (1966).

SECTION 2. The provisions of former by-laws incompatible with those of this by-law are repealed.

SECTION 3. The present by-law will take force and come into effect after it has been approved by the Lieutenant-Governor and published in the *Quebec Official Gazette*.

Unanimously approved, upon the recommendation of Alderman Henri-Paul Cloutier, seconded by Alderman Gérard Villemure.

Made and passed at Shawinigan-South this sixth day of the month of December, one thousand nine hundred and sixty-five (1965).

DR. LOUIS-PHILIPPE LACOURSIÈRE,
Mayor.
GILLES PANET,
Secretary-Treasurer.

N.B. This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
13853 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

St-Michel No 2

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Michel No 2 dans le comté d'Yamaska à la municipalité scolaire du village de St-Michel dans le même comté.

Québec, le 26 janvier 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

13778-5-2-o 436-62

St-Michel No 2

Demande est faite de détacher de la municipalité de St-Michel No 2 dans le comté d'Yamaska les lots 283 et 284 du cadastre officiel de la paroisse de St-Michel d'Yamaska pour les annexer à la municipalité scolaire de St-François-du-Lac dans le même comté.

Québec, le 26 janvier 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

13779-5-2-o 882-64

Department of Education

St-Michel No. 2

Application is made to annex the present territory from the school municipality of St-Michel No. 2 in the county of Yamaska, to the school municipality of the village of St-Michel in the same county.

Quebec, January 26, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE.
Minister of Education.

13778-5-2 436-62

St-Michel No. 2

Application is made to detach from the municipality of St-Michel No. 2 in the county of Yamaska, lots 283 and 284 of the official cadaster for the parish of St-Michel d'Yamaska to annex them to the school municipality of St-François-du-Lac in the same county.

Quebec, January 26, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

13779-5-2 882-64

Ministère des Richesses naturelles

Avis

Avis de revocation de concession minière

Conformément aux articles 202, 204 et 205 de la Loi des Mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au Ministre des Richesses naturelles de révoquer toute concession minière pour défaut de paiement de la taxe annuelle de $1.00 l'acre prévue à l'article 119 de ladite Loi, avis est présentement donné que les concessions minières ci-dessous mentionnées redeviendront propriété de la Couronne si, dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la dernière publication du présent avis, la taxe due et les frais de publication du présent avis n'ont pas été acquittés:

Concession minière No 74, canton Hincks, district électoral de Gatineau, émise le 23 octobre 1893 et patentée le 28 août 1911;

Concession minière No 81, canton de Dundee, district électoral de Huntingdon, émise le 20 janvier 1914 et patentée le 22 janvier 1916;

Concession minière No 96, canton d'Onslow, district électoral de Pontiac, émise le 12 mai 1916 et patentée le 30 mai 1916;

Concession minière No 103, canton d'Onslow, district électoral de Pontiac, émise le 8 novembre 1916 et patentée le 13 décembre 1916;

Concession minière No 126, canton de Cox, district électoral de Bonaventure, émise le 15 Septembre 1919 et patentée le 5 septembre 1921;

Concession minière No 147, canton de Cox, district électoral de Bonaventure, émise le 21 août 1923 et patentée le 13 juillet 1925; et

Concession minière No 286, canton de Portland, district électoral de Papineau, émise le 4 août 1937 et non patentée.

Québec, le 27 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.

13768-5-2-o

Avis

Avis de revocation de concession minière

Conformément aux articles 206a, 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les dix (10) années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné aux propriétaires de la concession minière ci-dessous mentionnée qu'après un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la dernière publication des présentes, le Ministre des Richesses naturelles en recommandera, au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation:

« Concession minière no 11, Bloc A, canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 9 août 1906, patentée le 15 février 1908 (395 acres) ».

Québec, le 24 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.

13768-5-2-o

Department of Natural Resources

Notice

Notice of revocation of a mining concession

Pursuant to Sections 202, 204 and 205 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Minister of Natural Resources to revoke any mining concession for failure to pay the annual tax of $1.00 per acre provided for in Section 119 of the said Act, notice is hereby given that the hereunder mining concessions will revert to the Crown if, within ninety (90) days from the last publication of the present notice, the tax due and the cost of publication have not been paid:

Mining concession No. 74, Hincks township, electoral district of Gatineau, issued October 23, 1893, and patented August 28, 1911;

Mining concession No. 81, Dundee township, electoral district of Huntingdon, issued January 20, 1914, and patented January 22, 1916;

Mining concession No. 96, Onslow township, electoral district of Pontiac, issued May 12, 1916, and patented May 30, 1916;

Mining concession No. 103, Onslow township, electoral district of Pontiac, issued November 8, 1916, and patented December 13, 1916;

Mining concession No. 126, Cox township, electoral district of Bonaventure, issued September 15, 1919, and patented December 13, 1921;

Mining concession No. 147, Cox township, electoral district of Bonaventure, issued August 21, 1923, and patented July 13, 1925; and

Mining concession No. 286, Portland township, electoral district of Papineau, issued August 4, 1937, and not patented.

Quebec, January 27, 1966.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

13768-5-2-o

Notice

Notice of revocation of a mining concession

Pursuant to sections 206a, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1st, 1911, where no mining operations have been carried on during the ten (10) years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the hereunder mining concession that ninety (90) days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council its revocation:

"Mining concession no. 11, Block A, Beauchastel township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued August 9, 1906, patented February 15, 1908 (395 acres)".

Quebec, January 24, 1966.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

13768-5-2-o

Ministère du Travail

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 160 du 1er février 1966, section « C », le règlement spécial du Comité paritaire de l'industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 636 du 11 juin 1958, subséquemment modifié à plusieurs reprises, et rendant le certificat de qualification obligatoire, a été remplacé par le suivant:

« ARTICLE XV

Certificat de qualification: Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour tous les salariés des métiers qui nécessitent un apprentissage, assujettis au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et ses modifications ultérieures, dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et Lac St-Jean, ainsi que dans les municipalités de Roberval, St-Félicien, Dolbeau, Mistassini et dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Le même certificat est aussi obligatoire pour lesdits salariés, dans le reste du district électoral de Roberval, mais seulement sur les travaux dont le coût, salaires et matériaux compris, excède $50,000.00.

Le comité paritaire rend également le certificat de qualification obligatoire pour les salariés qui exécutent des travaux d'érection de fer structural dont le coût, salaires et matériaux compris excède $50,000.00, dans le champ d'application territorial dudit décret. »

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1965. 13860-o

Avis de modification

Construction — Chicoutimi

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit.

1° Le paragraphe « *aa*-1 » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *aa*-1) Le terme « poseur de fenêtres » désigne tout salarié qui pose des fenêtres d'aluminium, des murs rideaux, des façades de magasins, des revêtements en aluminium, des portiques d'entrée en aluminium; qui pose ou remplace également les vitrages et fait toute réparation dans le cadre des opérations connexes.

La présente définition ne couvre pas le posage des portes, fenêtres et cadres en bois. »

Department of Labour

Notice of approval of an amendment by-law

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order in Council number 160 of February 1, 1966, section "C", the special by-law of *le Comité paritaire de la construction des régions de Chicoutimi, Lac St. Jean et Roberval* (approved by Order in Council number 636 of June 11, 1958, often subsequently amended and making competency certificates compulsory) has been superseded by the following:

"SECTION XV

Competency certificate: Pursuant to the provisions of section 25 of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Parity Committee makes competency certificates mandatory for all employees in trades requiring apprenticeship and subject to decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments, in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami and Lac St. Jean, as well as in the municipalities of Roberval, St. Félicien, Dolbeau, Mistassini and a two-mile radius from their limits.

Such certificate is also mandatory for the said employees in the remainder of the electoral district of Roberval, but only on projects of $50,000.00 or more, wages and materials included.

The Parity Committee also makes competency certificates compulsory for all employees working on structural steel projects over $50,000.00 in the territorial jurisdiction of the said decree."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 12, 1965. 13860-o

Notice of amendment

Construction — Chicoutimi

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building trades in the Chicoutimi region (made binding by decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments) have petitioned him to amend the said decree as follows:

1. Subsection "*aa*-1" of section I will be superseded by the following:

"(*aa*-1) The term "window setter" designates any employee who installs aluminum windows, folding partitions, store fronts, aluminum sheating, aluminum entraces; installs or replaces windows and performs any repairs involving related operations.

This definition does not cover the installation of wooden doors, windows and frames."

2° Le paragraphe « *b* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *b*) Le mot « briqueteur » désigne tout salarié qui pose la brique, le terracotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse, le bloc de béton, fait le plastrage en ciment compris dans le travail de maçonnerie, ou les enduits sur solage extérieur et tire les joints. »

3° L'item « Poseur de fenêtres...2.15 ...2.35 2.40...2.55 » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article V sera remplacé par le suivant: « Poseur de fenêtres...2.25 ...2.45 ...2.50 ... 2.65 ».

4° L'alinéa 1 du paragraphe « *a* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« 1. Tout salarié affecté aux travaux de clochers sur échafauds à une hauteur de plus de 50 pieds à l'extérieur doit recevoir une prime additionnelle de $0.50 l'heure. »

5° Les mots « un dollar et cinquante cents ($1.50) » apparaissant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe « *c* » de l'article V seront remplacés par les mots « deux dollars et cinquante cents ($2.50) ».

6° Les mots « et son dépôt lui sera remboursé par l'employeur » seront ajoutés à la fin du paragraphe « *i* » de l'article IX.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1966. 13860-o

2. Subsection "*b*" of section I will be replaced by the following:

"(*b*) The word "bricklayer" designates any employee who lays brick, terra-cotta, artificial stone, gypsum blocks, concrete blocks; does cement joint-trimming which is part of masonry-work; coats the outside of foundations and does joint-pointing."

3. In subsection "*a*" of section V, the item "Window setter...2.15...2.35...2.40...2.55" will be replaced by: "Window setter...2.25... 2.45...2.50...2.65".

4. Paragraph 1, subsection "*a*", section V, will be replaced by the following:

"1. Employees working outside on steeples and on scaffolds over 50 feet high shall receive a 50¢ an hour bonus. »

5. At the end of the second paragraph, subsection "*c*", scetion V, the words "one dollar and fifty cents ($1.50) will be replaced by "two dollars and fifty cents ($2.50)".

6. The words "and the employer shall refund his deposit" shall be added to the end of subsection "i", section IX.

Publication of this notice does not made binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1966. 13860-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de route ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Ancienne route No 27 East Angus-Cookshire-Beecher Falls:

Dans le comté de Compton:

Dans la municipalité de la partie est du canton de Clifton:

Une section de 680 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 10-B, 10-C et 9 rang III.

Dans la municipalité du canton de Hereford:

Une section de 1,647 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 4-B et P. 5-A rangs V et VI; une section de 458 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 4-A et 4-B rang VI.

Quebec, 27 janvier 1966.

Le Ministre de la Voirie,
13854-o BERNARD PINARD.

Avis

Le boulevard Thinel d'une longueur de 1,056 pieds, la rue Hubert Lajoie d'une longueur de 280 pieds, la rue Lavoie d'une longueur de 890

Department of Roads

Notice

The sections of the routes hereafter designated will no longer, in the future, by upkept by the Department of Roads:

Former route No. 27 East Angus-Cookshire-Beecher Falls:

In the county of Compton:

In the municipality of the eastern part of the township of Clifton:

A section of 680 feet on the west of the new route, facing lot Nos. P. 10-B, 10-C and 9 range III.

In the municipality of the township of Hereford:

A section of 1,647 feet on the north of the new route, facing lot Nos. P. 4-B and P. 5-A ranges V and VI; a section of 458 feet on the west of the new route, facing lot Nos. 4-A and 4-B range VI.

Quebec, January 27, 1966.

BERNARD PINARD,
13854 *Minister of Roads.*

Notice

Thinel Boulevard to a length of 1,056 feet, Hubert Lajoie Street to a length of 280 feet, Lavoie Street to a length of 890 feet, Station de

pieds, la rue Station de Pompe d'une longueur de 460 pieds, ainsi que le raccordement entre le chemin Principal et le 6e rang d'une longueur de 408 pieds, dans la municipalité de St-Calixte, comté de Montcalm, ne seront plus à l'avenir entretenus par le ministère de la Voirie.

Québec, 27 janvier 1966.

Le Ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

13854-o

Pompe Street to a length of 460 feet, as well as the junction between the Main Road and the 6th range to a length of 408 feet, in the municipality of St-Calixte, county of Montcalm, will no longer be maintained, henceforth, by the Department of roads.

Quebec, January 27, 1966.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

13854

Ministère des Finances
Assurances

The Barwick & Son Limited Employees Mutual Benefit Association

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association » a décidé de cesser de faire affaires;

Attendu que les permis et certificat d'enregistrement de ladite société ont expiré le 30 juin 1965 et n'ont pas été renouvelés;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de « The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association » est annulé à compter du 1er juillet 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 janvier 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

13816-5-2-o

Department of Finance
Insurance

The Barwick & Son Limited Employees Mutual Benefit Association

Notice of Cancellation of Registration

Whereas "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association" has decided to cease to do business;

Whereas the license and certificate of registry of the said society expired on the 30th of June 1965 and have not been renewed;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association" is cancelled as from the 1st of July 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of January 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

13816-5-2-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 6 janvier 1966.

Dr Raymond-Marie Gagnon, médecin de Sault-au-Mouton: coroner conjoint pour le district judiciaire de Hauterive, avec juridiction plus particulièrement et sans restriction sur le territoire s'étendant de Tadoussac à Sault-au-Mouton inclusivement, à compter de la date de son assermentation.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o 3-66

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, January 6, 1966.

Dr. Raymond-Marie Gagnon, doctor of Sault-au-Mouton: joint coroner for the judicial district of Hauterive, with jurisdiction most particularly and without restruction on the territory extending from Tadoussac to Sault-au-Mouton inclusively, starting from the date of his attestation.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833 3-66

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint, JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi de l'aide aux invalides (13-14 Elizabeth II, chapitre 60), cette loi doit entrer en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 14 février 1966 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 189, en date du 3 février 1966, Nous avons décrété et ordonné, et par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 60, intitulée « Loi de l'aide aux invalides » soit fixée au 14 février 1966.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint, JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi de l'assistance aux personnes âgées (13-14 Elizabeth II, chapitre 61), cette loi doit entrer en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 14 février 1966 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 190, en date du 3 février 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 61, intitulée « Loi de l'assistance aux personnes âgées » soit fixée au 14 février 1966.

Proclamation

Associate Deputy Attorney General, JACQUES LAPOINTE.

WHEREAS pursuant to section 22 of the Disabled Persons Assistance Act (13-14 Elizabeth II, chapter 60), this Act must enter into force on the date fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of this Act at February 14, 1966.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 189, dated February 3, 1966, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the coming into force of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 60, entitled "Disabled Persons Assistance Act", be fixed at February 14, 1966.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Associate Deputy Attorney General, JACQUES LAPOINTE.

WHEREAS pursuant to section 22 of the Aged Persons Assistance Act (13-14 Elizabeth II, chapter 61), this Act must enter into force on the date fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of this Act at February 14, 1966.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 190, dated February 3, 1966, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the coming into force of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 61, entitled "Aged Persons Assistance Act", be fixed at February 14, 1966.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Fight-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint, JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de la Loi des allocations aux aveugles (13-14 Elizabeth II, chapitre 59), cette loi doit entrer en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 14 février 1966 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 188, en date du 3 février 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 59, intitulée « Loi des allocations aux aveugles » soit fixée au 14 février 1966.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE, *Associate Deputy Attorney General.*

WHEREAS under section 23 of the Blind Persons Allowances Act (13-14 Elizabeth II, chapter 59), this Act must enter into force on the date fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of this Act at February 14, 1966.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 188, dated February 3, 1966, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 59, entitled "Blind Persons Allowances Act" be fixed at February 14, 1966.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Comwelth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint,
JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section 1 de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Dorchester, à Ste-Hénédine, à compter du 10 février 1966, et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 166, en date du 1er février 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'à compter du 10 février 1966, les dispositions de la section 1 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Dorchester, à Ste-Hénédine.

DE TOUT CE QUE DESSOUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13833-o

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE, *Associate Deputy Attorney General.*

WHEREAS under section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 319) the Lieute nant-Governor in Council may extend by proclamation whenever he deems it expedient, the provisions of section I of the said Act, to any other Registration Division of the Province;

WHEREAS it is expedient to enforce the said legislative provisions to the Registration Division of Dorchester, at Ste-Hénédine, from and after February 10, 1966, and to decree the issuance of a proclamation to this effect;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 166, dated February 1, 1966, We have decreed and ordained, and do hereby decree and ordain that from and after February 10, 1966, the provisions of section I of the Registry Office Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 319) applies to the Registration Division of Dorchester, at Ste-Hénédine.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13833

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec

Administration

Décision prise par les producteurs liés par le plan conjoint précité, au cours d'une assemblée générale tenue à Charlesbourg, le 14 octobre 1965:

« Considérant que l'Office des Producteurs de lait sur le Marché de Québec a recommandé à l'assemblée générale des producteurs régis par le

Quebec Agricultural Marketing Board

Quebec Market Milk Producers Joint Plan

Administration

A decision taken by the producers bound by the aforesaid joint plan, during a general assembly held at Charlesbourg, on October 14, 1965:

"Considering that the Quebec Market Milk Producers Board has recommended at the general assembly of the producers governed by The

plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec, de confier l'exécution dudit plan conjoint actuellement administré par l'Office précité, au Syndicat des producteurs de lait de Québec (U.C.C.), il est proposé par M. Yvan Théberge, appuyé par M. Jean-Marie Demers et résolu à l'unanimité que cette recommandation soit et est acceptée par l'assemblée générale ».

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles a approuvé la décision prise par l'assemblée générale des producteurs liés par le plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec, telle qu'elle apparait ci-haut, en vue de confier l'exécution de ce plan conjoint au Syndicat des producteurs de lait de Québec.

La Régie des Marchés Agricoles a également ordonné la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de cette décision de l'assemblée générale des producteurs.

Tel qu'il est édicté à la Loi des marchés agricoles du Québec, l'Office des Producteurs de lait sur le Marché de Québec est en conséquence dissout, et le Syndicat des producteurs de lait de Québec est investi de tous les pouvoirs et attributions que la Loi des Marchés agricoles du Québec accorde à un office de producteurs, tenant compte également des dispositions du plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec.

Montréal, ce 2 février 1966.

Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
GILLES PRÉGENT.

13900-o

Quebec Market Milk Producers Joint Plan, to entrust the execution of the said joint plan actually administered by the aforesaid Marketing Board, to the Milk Producers Syndicate of Quebec (U.C.C.), it is proposed by Mr. Yvan Théberge, supported by Mr. Jean-Marie Demers and unanimously resolved that this recommendation be and is accepted by the general assembly".

Take notice that the Agricultural Marketing Board has approved the decision taken by the general assembly of the producers bound by the Quebec Market Milk Producers Joint Plan, such as it appears above, in order to entrust the execution of this joint plan to the Milk Producers Syndicate of Quebec.

The Agricultural Marketing Board has equally ordered the publication, in the *Quebec Official Gazette*, of this decision of the general assembly of the producers.

Such as it is decreed by The Quebec Agricultural Marketing Act, the Quebec Market Milk Producers Board is consequently dissolved, and the Milk Producers Syndicate of Qubeec is invested with all the powers and attributions that the Quebec Agricultural Marketing Act grants to a Producers Board, equally keeping in mind the provisions of the Quebec Market Milk Producers joint Plan.

Montreal, February 2, 1966.

GILLES PRÉGENT,
Executive Secretary,
Legal Adviser.

13900

Soumissions

Cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Donat Brousseau, greffier, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 février 1966, pour l'achat de $714,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er mars 1966 et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 469 — $230,000 — voirie; 488 — $150,000 — aménagement d'un parc; 509 — $5,500 — aqueduc; 510 — $29,700 — aqueduc, égouts; 511 — $66,250 — aqueduc, égouts; 512 — $9,800 — aqueduc, égouts; 514 — $19,100 — aqueduc, égouts; 515 — $6,100 — aqueduc et égouts; 516 — $5,800 — aqueduc et égouts; 517 — $7,500 — aqueduc et égouts; 518 — $12,200 — aqueduc et égouts; 519 — $14,500 — aqueduc et égouts; 520 — $17,000 — aqueduc et égouts; 521 — $17,000 — aqueduc et égouts; 522 — $6,500 — aqueduc et égouts; 523 — $16,400 — aqueduc et égouts; 524 — $14,700 — aqueduc et égouts; 525 — $17,300 — aqueduc et égouts; 526 — $15,900 — aqueduc et égouts; 527 — $31,450 — aqueduc et égouts; 528 — $15,500 — aqueduc et égouts; 529 — $5,800 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tenders

City of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenters, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Brousseau, City Clerk, Town Hall, 87 Main St., Granby, county of Shefford, P.Q. ultil 8:00 o'clock p.m., Monday, February 28, 1966, for the purchase of an issue of $714,000 of bonds for the City of Granby, county of Shefford, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1, 1967 to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 469 — $230,000 — roads; 488 — $150,000 setting of a park; 509 — $5,500 — aqueduct; 510 — $29,700 — aqueduct, sewers; 511 — $66,250 — aqueduct, sewers; 512 — $9,800 — aqueduct, sewers; 514 — $19,100 — aqueduct, sewers; 515 — $6,100 — aqueduct and sewers; 516 — $5,800 — aqueduct and sewers; 517 — $7,500 — aqueduct and sewers; 518 — $12,200 — aqueduct and sewers; 519 — $14,500 — aqueduct and sewers; 520 — $17,000 — aqueduct and sewers; 521 — $17,000 — aqueduct and sewers; 522 — $6,500 — aqueduct and sewers; 523 — $16,400 — aqueduct and sewers; 524 — $14,700 — aqueduct and sewers; 525 — $17,300; aqueduct and sewers; 526 — $15,900 — aqueduct and sewers; 527 — $31,450 — aqueduct and sewers; 528 — $15,500 — aqueduct and sewers; 529 — $5,800 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Tableau d'amortissement — $714,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$30,000
1er mars 1968	34,000
1er mars 1969	35,000
1er mars 1970	37,000
1er mars 1971	38,000
1er mars 1972	40,000
1er mars 1973	42,000
1er mars 1974	44,000
1er mars 1975	48,000
1er mars 1976	52,000
1er mars 1977	24,000
1er mars 1978	26,000
1er mars 1979	26,000
1er mars 1980	28,000
1er mars 1981	30,000
1er mars 1982	32,000
1er mars 1983	33,000
1er mars 1984	36,000
1er mars 1985	38,000
1er mars 1986	41,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 février 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 3 février 1966.

Le Greffier,
DONAT BROUSSEAU.

Hôtel de Ville, 87, rue Principale,
Granby, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 372-5825, code 514. 13862-o

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Théodore Bardier, greffier, Hôtel de ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 1er mars 1966 pour l'achat de $522,500 d'obligations de la Cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er mars 1966 et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Table of redemption — $714,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$30,000
March 1, 1968	34,000
March 1, 1969	35,000
March 1, 1970	37,000
March 1, 1971	38,000
March 1, 1972	40,000
March 1, 1973	42,000
March 1, 1974	44,000
March 1, 1975	48,000
March 1, 1976	52,000
March 1, 1977	24,000
March 1, 1978	26,000
March 1, 1979	26,000
March 1, 1980	28,000
March 1, 1981	30,000
March 1, 1982	32,000
March 1, 1983	33,000
March 1, 1984	36,000
March 1, 1985	38,000
March 1, 1986	41,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable ccording to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date or their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 28, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 87 Main St., Granby, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), February 3, 1966.

DONAT BROUSSEAU,
City Clerk.

Town Hall, 87 Main Street,
Granby, (Shefford), P.Q.
Telephone: 372-5825, code 514. 13862

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Théodore Bardier, City clerk, Town Hall, 71 Charlotte St., Sorel, county of Richelieu, until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, March 1, 1966, for the purchase of an issue of $522,500 of bonds for the City of Sorel, county of Richelieu, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1, 1967 to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 778 — $459,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc; 806 — $63,000 — achat de terrain, bâtisse.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tableau d'amortissement — $522,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1967	$14,500
1er mars 1968	15,000
1er mars 1969	16,000
1er mars 1970	17,000
1er mars 1971	18,000
1er mars 1972	19,000
1er mars 1973	20,000
1er mars 1974	21,500
1er mars 1975	22,500
1er mars 1976	24,000
1er mars 1977	25,500
1er mars 1978	27,000
1er mars 1979	28,500
1er mars 1980	30,000
1er mars 1981	32,500
1er mars 1982	34,000
1er mars 1983	36,500
1er mars 1984	38,000
1er mars 1985	40,000
1er mars 1986	43,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er mars 1966, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 4 février 1966.

Le Greffier,
THÉODORE BARDIER.

Hôtel de ville, C. P. 97,
71, rue Charlotte, Sorel, (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 743-5591, code 514. 13863-o

By-laws Nos.: 778 — $459,500 —aqueduct, sewers, roads, etc.; 806 — $63,000 — purchase of land, building.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Table of redemption — $522,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1967	$14,500
March 1, 1968	15,000
March 1, 1969	16,000
March 1, 1970	17,000
March 1, 1971	18,000
March 1, 1972	19,000
March 1, 1973	20,000
March 1, 1974	21,500
March 1, 1975	22,500
March 1, 1976	24,000
March 1, 1977	25,500
March 1, 1978	27,000
March 1, 1979	28,500
March 1, 1980	30,000
March 1, 1981	32,500
March 1, 1982	34,000
March 1, 1983	36,500
March 1, 1984	38,000
March 1, 1985	40,000
March 1, 1986	43,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 1, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 71 Charlotte St., Sorel, county of Richelieu.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), February 4, 1966.

THÉODORE BARDIER.
City Clerk.

Town Hall, P.O. Box 97,
71 Charlotte St., Sorel, (Richelieu), P.Q.
Telephone: 743-5591, code 514. 13863

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6840, boul. Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, jusqu'à 8.30 heures p.m., mercredi, le 2 mars 1966, pour l'achat de $732,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er mars 1966

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, secretary-treasurer, Town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie, until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, March 2, 1966, for the purchase of an issue of $732,000 of bonds for the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated March 1, 1966, and

et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 155 — $311,000 — aqueduc, égouts et voirie; 156 — $10,000 — aqueduc, égouts et voirie; 164 — $5,000 — aqueduc, égouts et voirie; 166 — $137,000 — aqueduc, égouts et voirie; 195 — $10,000 — aqueduc, égouts et voirie; 198 — $35,000 — aqueduc, égouts et voirie; 201 — $20,000 — aqueduc, égouts et voirie; 203 — $17,000 — égouts; 205 — $46,000 — aqueduc et égouts; 214 — $124,500 — aqueduc et égouts; 216 — $3,500 — aqueduc et égouts; 217 — $10,000 — voirie; 219 — $3,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tableau d'amortissement — $732,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$ 9,000
1er mars 1968	10,000
1er mars 1969	10,000
1er mars 1970	10,000
1er mars 1971	11,000
1er mars 1972	14,000
1er mars 1973	14,000
1er mars 1974	14,000
1er mars 1975	15,000
1er mars 1976	16,000
1er mars 1977	17,000
1er mars 1978	18,000
1er mars 1979	19,000
1er mars 1980	20,000
1er mars 1981	21,000
1er mars 1982	22,000
1er mars 1983	23,000
1er mars 1984	24,000
1er mars 1985	26,000
1er mars 1986	419,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 2 mars 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, boul. Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

redeemable serially from March 1, 1967, to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1st and March 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 155 — $311,000 — aqueduct, sewers and roads; 156 — $10,000 — aqueduct, sewers and roads; 164 — $5,000 — aqueduct, sewers and roads; 166 — $137,000 — aqueduct, sewers and roads; 195 — $10,000 — aqueduct, sewers and roads; 198 — $35,000 — aqueduct, sewers and roads; 201 — $20,000 — aqueduct, sewers and roads; 203 — $17,000 — sewers; 205 — $46,000 — aqueduct and sewers; 214 — $124,500 — aqueduct and sewers; 216 — $3,500 — aqueduct and sewers; 217 — $10,000 — roads; 219 — $3,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Table of redemption — $732,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$ 9,000
March 1, 1968	10,000
March 1, 1969	10,000
March 1, 1970	10,000
March 1, 1971	11,000
March 1, 1972	14,000
March 1, 1973	14,000
March 1, 1974	14,000
March 1, 1975	15,000
March 1, 1976	16,000
March 1, 1977	17,000
March 1, 1978	18,000
March 1, 1979	19,000
March 1, 1980	20,000
March 1, 1981	21,000
March 1, 1982	22,000
March 1, 1983	23,000
March 1, 1984	24,000
March 1, 1985	26,000
March 1, 1986	419,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 2, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 8 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, boul. Matte,
Brossard, (Napierville-Laprie), P.Q.
Téléphone: 676-7767, code 514. 13901-o

Ville de La Tuque
Comté de Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Hébert, greffier, Hôtel de Ville, 524, rue Commerciale, La Tuque, comté de Laviolette, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 1er mars 1966, pour l'achat de $595,000, d'obligations de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er mars 1966 et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 492 — $150,000 — égouts; 495 — $30,000 — garage municipal; 498 — $135,000 — fins industrielles; 504 — $280,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tableau d'amortissement — $595,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$16,000
1er mars 1968	17,500
1er mars 1969	18,000
1er mars 1970	19,500
1er mars 1971	20,000
1er mars 1972	21,500
1er mars 1973	23,000
1er mars 1974	24,000
1er mars 1975	26,000
1er mars 1976	27,500
1er mars 1977	29,000
1er mars 1978	31,000
1er mars 1979	32,500
1er mars 1980	34,500
1er mars 1981	36,500
1er mars 1982	38,000
1er mars 1983	41,500
1er mars 1984	43,500
1er mars 1985	46,500
1er mars 1986	49,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

Brossard, (County of Napierville-Laprairie), February 8, 1966.

LAURENT GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 6840 Matte Blvd.,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-7767, code 514. 13901

Town of La Tuque
County of Laviolette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Hébert, town clerk, Town Hall, 524 Commercial Street, La Tuque, county of Laviolette, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 1, 1966, for the purchase of an issue of $595,000, of bonds for the town of La Tuque, county of Laviolette, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1, 1967 to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1, and September 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 492 — $150,000 — sewers; 495 — $30,000 — municipal garage; 498 — $135,000 — industrial purposes; 504 — $280,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Table of redemption — $595,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$16,000
March 1, 1968	17,500
March 1, 1969	18,000
March 1, 1970	19,500
March 1, 1971	20,000
March 1, 1972	21,500
March 1, 1973	23,000
March 1, 1974	24,000
March 1, 1975	26,000
March 1, 1976	27,500
March 1, 1977	29,000
March 1, 1978	31,000
March 1, 1979	32,500
March 1, 1980	34,500
March 1, 1981	36,500
March 1, 1982	38,000
March 1, 1983	41,500
March 1, 1984	43,500
March 1, 1985	46,500
March 1, 1986	49,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 524, rue Commerciale, La Tuque, comté de Laviolette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 4 février 1966.

Le Greffier,
FERNAND HÉBERT.

Hôtel de Ville, 524, rue Commerciale,
C.P. 580, La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: 523-3677, code 819. 13902-o

Paroisse de St-Dominique-de-Jonquière
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Riverin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., au Bureau de la corporation, 149, rue St-Jean, Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle paroissiale, Rue de la Fabrique, Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, mardi, le 1er mars 1966, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la paroisse de St-Dominique-de-Jonquière, comté de Chicoutimi, datées du 1er mars 1966 et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 175 — $200,000 — aqueduc à égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$ 2,500
1er mars 1968	2,500
1er mars 1969	3,000
1er mars 1970	3,000
1er mars 1971	3,000
1er mars 1972	3,500
1er mars 1973	3,500
1er mars 1974	4,000
1er mars 1975	4,000
1er mars 1976	4,500
1er mars 1977	4,500
1er mars 1978	5,000
1er mars 1979	5,000
1er mars 1980	5,500
1er mars 1981	5,500
1er mars 1982	6,000
1er mars 1983	6,500
1er mars 1984	7,000
1er mars 1985	7,500
1er mars 1986	114,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 1, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 524 Commercial Street, La Tuque, county of Laviolette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (County of Laviolette), February 4, 1966.

FERNAND HÉBERT,
Town Clerk.

Town Hall, 524 Commercial Street,
P.O. Box 580, La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Telephone: 523-3677, code 819. 13902

Parish of St-Dominique-de-Jonquière
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Riverin, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the corporation, 149 St-John St., Jonquière, county of Jonquière-Kénogami, and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the parish hall, de la Fabrique Street, Jonquière, county of Jonquière-Kénogami, Tuesday, March 1, 1966, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the parish of St-Dominique-de-Jonquière, county of Chicoutimi, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1, 1967 to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 175 — $200,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$ 2,500
March 1, 1968	2,500
March 1, 1969	3,000
March 1, 1970	3,000
March 1, 1971	3,000
March 1, 1972	3,500
March 1, 1973	3,500
March 1, 1974	4,000
March 1, 1975	4,000
March 1, 1976	4,500
March 1, 1977	4,500
March 1, 1978	5,000
March 1, 1979	5,000
March 1, 1980	5,500
March 1, 1981	5,500
March 1, 1982	6,000
March 1, 1983	6,500
March 1, 1984	7,000
March 1, 1985	7,500
March 1, 1986	114,000

Morevoer, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only, adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er mars 1966, à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, rue de la Fabrique, Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Dominique-de-Jonquière, (Comté de Chicoutimi), ce 7 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT RIVERIN.

Bureau de la Corporation,
C.P. 518, 149, rue St-Jean,
Jonquière, (Jonquière-Kénogami), P.Q.
Téléphone: 542-6472, code 418. 13903-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 1, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the parish hall, de la Fabrique Street, Jonquière, county of Jonquière-Kénogami, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Dominique-de-Jonquière (County of Chicoutimi) February 7, 1966.

LAURENT RIVERIN,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
P.O. Box 518, 149, St-John St.,
Jonquière, (Jonquière-Kénogami), P.Q.
Telephone: 542-6472, code 418 13903

Ville de St-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soummissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Hémond, greffier, hôtel de ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 fevrier 1966, pour l'achat de $624,500 d'obligations de la ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er mars 1966 et remboursables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable simi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 512 — $305,000 achat de terrain, équipement, etc.; 516 — $319,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1966.

Tableau d'amortissement — $624,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$ 3,500
1er mars 1968	4,000
1er mars 1969	4,000
1er mars 1970	4,500
1er mars 1971	5,000
1er mars 1972	5,000
1er mars 1973	5,500
1er mars 1974	6,000
1er mars 1975	6,000
1er mars 1976	7,000
1er mars 1977	7,000
1er mars 1978	7,500
1er mars 1979	8,000
1er mars 1980	8,000
1er mars 1981	9,000
1er mars 1982	10,000
1er mars 1983	10,000
1er mars 1984	11,000
1er mars 1985	11,500
1er mars 1986	492,000

Town of St-Eustache
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Hémond, city clerk, town hall, 235 St-Eustache St., St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday February 28, 1966, for the purchase of an issue of $624,500 of bonds for the town of St-Eustache, county of Two-Mountains, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1, 1967 to March 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 512 — $305,000 — purchase of land, equipment, etc.; 516 — $319,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1966.

Table of redemption — $624,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$ 3,500
March 1, 1968	4,000
March 1, 1969	4,000
March 1, 1970	4,500
March 1, 1971	5,000
March 1, 1972	5,000
March 1, 1973	5,500
March 1, 1974	6,000
March 1, 1975	6,000
March 1, 1976	7,000
March 1, 1977	7,000
March 1, 1978	7,500
March 1, 1979	8,000
March 1, 1980	8,000
March 1, 1981	9,000
March 1, 1982	10,000
March 1, 1983	10,000
March 1, 1984	11,000
March 1, 1985	11,500
March 1, 1986	492,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 février 1966, à 8 heures du soir, hôtel de ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 4 février 1966.

Le Greffier,
HENRI HÉMOND.

Hôtel de ville, 235, rue St-Eustache,
St-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-4668, code 514. 13904-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 28, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the town hall, 235 St-Eustache St., St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache, (County of Two-Mountains), February 4, 1966.

HENRI HÉMOND,
City Clerk.

Town hall, 235 St-Eustache St.,
St-Eustache, (Two-Mountains), P.Q.
Telephone: 473-4668, code 514. 13904

Syndicats professionnels

La Société professionnelle des pharmaciens d'hôpitaux The Professional Society of Hospital Pharmacists

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Société professionnelle des pharmaciens d'hôpitaux — The Professional Society of Hospital Pharmacists » a été autorisée par le Secrétaire de la province le 31 janvier 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé en la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 3 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13857-o 104-65

Association des employés de Calko Mills Inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Calko Mills Inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 30 décembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Québec, le 4 janvier 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13905-o 120-65

Professional Syndicates

La Société professionnelle des pharmaciens d'hôpitaux The Professional Society of Hospital Pharmacists

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Société professionnelle des pharmaciens d'hôpitaux — The Professional Society of Hospital Pharmacists" has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated in the town of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 3, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13857 104-65

Association des employés de Calko Mills Inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Calko Mills Inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on December 30, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Quebec, January 4, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13905 120-65

Association des enseignants de la Baie des Chaleurs

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 juin 1965, autorisé le changement de nom de l'« Association des instituteurs et institutrices catholiques du comté de Bonaventure », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat des instituteurs et institutrices catholiques du comté de Bonaventure », a été autorisée le 14 juin 1957, et dont le siège social est situé à New Richmond, en celui de « Association des enseignant de la Baie des Chaleurs », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 14 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13906-o 336-57

Association des enseignants de la Baie des Chaleurs

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 10, 1965, authorized the change of name of the "Association des instituteurs et institutrices catholiques du comté de Bonaventure", whose incorporation, under the original name of "Syndicat des instituteurs et institutrices catholiques du comté de Bonaventure", has been authorized on June 14, 1957, and whose head office is situated at New Richmond, to that of "Association des enseignants de la Baie des Chaleurs", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act, Quebec Revised Statutes, 1941, chapter 162.

Quebec, June 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13906 336-57

L'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec The Association of Obstetricians and Gynaecologists of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec — The Association of Obstetricians and Gynaecologists of Quebec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 3 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 8 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13907-o 131-65

L'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec The Association of Obstetricians and Gynaecologists of Quebec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des obstétritiens et gynécologues du Québec — The Association of Obstetricians and Gynaecologists of Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on February 3, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 8, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13907 131-65

Fédération des médecins spécialistes du Québec Federation of Medical Specialists of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fédération des médecins spécialistes du Québec — Federation of Medical Specialists of Quebec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 14 décembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 20 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13908-o 75-65

Fédération des médecins spécialistes du Québec Federation of Medical Specialists of Quebec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Fédération des médecins spécialistes du Québec — Federation of Medical Specialists of Quebec" has been authorized by the Provincial Secretary on December 14, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, December 20, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13908 75-65

Syndicat de l'industrie de la construction de Jonquière

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 décembre 1965, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat national catholique de l'industrie de la construction de Jonquière », dont la constitution a été autorisée le 31 août 1942, et dont le siège social est situé à Jonquière, en celui de « Syndicat de l'industrie de la construction de Jonquière », et ce, conformément aux

Syndicat de l'industrie de la construction de Jonquière

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 6, 1965, authorized the change of name of "Le Syndicat national catholique de l'industrie de la construction de Jonquière", whose incorporation has been authorized on August 31, 1942, et whose head office is situated at Jonquière, to that of "Syndicat de l'industrie de la construction de Jonquière", and such, in

dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 13 décembre 1965.
Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13909-o 1244-42

conformity with the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 13, 1965.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13909 1244-42

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1966, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 24 janvier 1966.
Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Baggages,
W. C. WRIGHT.

13715-4-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1965, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1966, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 24, 1966.
Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

13715-4-6-o

Vente par licitation

Serbeniuk *vs* Piddubrywnyj

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 688 622. Dame Meri (Maria) Serbeniuk, demanderesse, *vs* Ivan Piddubrywnyj, défendeur, et Le Régistrateur de la division d'enregistrement de Chambly, mis-en-cause.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 12e jour de janvier 1966, dans la cause où Dame Meri (Maria) Serbeniuk, ménagère, des ville et district de Montréal, est demanderesse, et Ivan Piddubrywnyj de la cité de Jacques-Cartier, district de Montréal, défendeur, et Le Régistraire de la division d'enregistrement de Chambly, mis-en-cause; ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Un emplacement ayant front sur la rue Bréboeuf, à Longueuil Annexe, connu et désigné comme étant le lot numéro cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-quatre (134-111) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant trente-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent treize pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison dessus érigée et portant le numéro civique 1194, rue Bréboeuf, Longueuil Annexe (Ville Jacques-Cartier)

Tel que le tout existe actuellement avec tous ses droits membres et appartenances. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera vendu à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le 23e jour de mars 1966, à 10.15 heures de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31 au Palais de Justice de Montréal, ladite

Sale of Licitation

Serbeniuk *vs* Piddubrywnyj

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 688 622. Dame Meri (Maria) Serbeniuk, plaintiff, *vs* Ivan Piddubrywnyj, defendant, and The Registrar of the registration division of Chambly, mis-en-cause.

Notice of licitation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the 12th day of January 1966, in the case where Dame Meri (Maria) Serbeniuk, housewife, of the city and district of Montreal is plaintiff, and Ivan Piddubrywnyj of the City of Jacques Cartier, district of Montreal, defendant, and The Registrar of the Registration Division of Chambly, mis-en-cause; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"An emplacement fronting on Bréboeuf Street, at Longueuil Annex, known and designated as being the lot number one hundred and eleven of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-four (134-111) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring thirty-five feet in width by a depth of one hundred and thirteen feet, English measure and more or less.

With a house thereon erected and bearing the civic number 1194 Bréboeuf Street, Longueuil Annex (Ville Jacques Cartier)

As the whole now stands with all its rights members and appurtenances."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the 23rd day of March 1966 at 10:15 o'clock of the forenoon, in Room No. 31, in the Superior Court House, Montreal, the said sale

vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur.

Montréal, 1er février 1966.

Le Procureur de la demanderesse,
JOHN J. GOTLIEB, C.R.

13830-5-2

to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,000.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, February 1, 1966.

JOHN J. GOTLIEB, Q.C.,
Attorney for plaintiff.

13830-5-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause no V-5625. ROGER GAREAU, garagiste de Val d'Or P.Q., y ayant fait affaires sous les noms et raison sociale de « Gareau Auto Enregistré » (demandeur dans l'instance originaire) saisissant, *vs* OVIDE PETEL, de Val d'Or, P.Q., (défendeur dans l'instance originaire), saisi.

La partie sud de la demie-ouest du lot (no 32) trente-deux, Rang B, canton de Dubuisson, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Dubuisson, comté d'Abitibi est P.Q., le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

Amos, ce 7 février 1966. 13910-6-2-o

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. V-5625. ROGER GAREAU, garage keeper of Val d'Or, P.Q., carrying on business under name and style of "Gareau Auto Enregistré", (plaintiff in original suit) seizing creditor, *vs* OVIDE PETEL, of Val d'Or, P.Q., (defendant in original suit) seized.

The south part of the west-half of lot (No. 32) thirty-two, Range B, township of Dubuisson, with buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Dubuisson, county of Abitibi-East, P.Q., on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

R. COSSETTE,
Sheriff.

Amos, February 7, 1966. 13910-6-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32,374. DAME PHILOMÈNE BINETTE, domiciliée à ville St-Georges Ouest, veuve de feu Johnny Dulac, en son vivant cultivateur domicilié à St-Georges Ouest, demanderesse, *vs* JEAN-PHILIPPE DULAC, de St-Théophile, Beauce, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les biens meubles et immeubles suivants:

« Une terre étant le lot numéro quatre-vingt-dix A du cadastre pour le premier rang du canton de Linière, en le comté de Beauce, à compter de la ligne, à distraire dudit lot quatre-vingt-dix A un emplacement actuellement occupé par le cimetière et sous réserve aussi du chemin appar-

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32,374. DAME PHILOMÈNE BINETTE, domiciled at ville St-Georges West, widow of the late Johnny Dulac, during his lifetime farmer domiciled at St-Georges West, plaintiff, *vs* JEAN-PHILIPPE DULAC, of St-Théophile, Beauce, defendant.

To be sold "en bloc" the following moveables and immoveables:

"A piece of land being lot number ninety A of the cadaster for the first range of the township of Linière, in the county of Beauce, from the line, to withdraw of the said lot ninety A an emplacement presently occupied by the cemetery and under reserve also of the road belonging to the

tenant à Congrégation de l'église Presbytérienne de Marlow ou représentants pour aller à ce cimetière, et sous réserve des droits de servitudes de la compagnie The Shawinigan Water & Power Company. »

2° « Le lot numéro quatre-vingt-douze du premier rang du canton de Linière, à compter de la ligne, avec bâtisses, sujet à la servitude consentie à The Shawinigan Water & Power Company suivant acte enrégistré sous le numéro 130868. »

3° « Le numéro quatre-vingt-onze du cadastre pour le premier rang du canton de Linière, à compter de la ligne, avec bâtisses. »

4° « Les abouts numéro quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze et quatre-vingt-douze de la continuation du premier rang du canton de Linière à compter de la ligne. »

« Lesdits immeubles ayant une superficie d'environ trois cent quarante et un acres, le tout avec bâtisses. À distraire des lots 90A, 91 et 92 du rang un (1) canton de Linière, à compter de la ligne, la partie acquise par le département de la Voirie de la Province de Québec pour l'élargissement de la route Président Kennedy. »

Seront vendus en même temps, et au même lieu, tous ses animaux comprenant cinquante-cinq (55) bêtes à cornes et ses machineries agricoles, et tous ses instruments de ferme.

Pour être vendus « en bloc » les biens meubles et immeubles sur les lieux mêmes, c'est-à-dire sur la ferme du défendeur, à St-Théophile, le PREMIER jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 14 janvier 1966. 13630-3-2-o

[Première insertion: 22 janvier 1966.]
[Deuxième insertion: 12 février 1966.]

Congregation of the Presbyterian Church of Marlow or representatives to go to the cemetery, and subject to the rights of servitudes of The Shawinigan Water & Power Company."

2. "Lot number ninety-two of the first range of the township of Linière, from the line, with buildings, subject to the servitude granted to The Shawinigan Wager & Power Company pursuant to registered deed under number 130868."

3. "Lot number ninety-one of the cadaster for the first range of the township of Linière, from the line, with buildings."

4. "The abutments number ninety, ninety-one and ninety-two of the continuation of the first range of the township of Linière from the line."

"The said immoveables having an area of about three hundred and forty-one acres, the whole with buildings. To withdraw from lots 90A, 91 and 92 of range one (1) township of Linière, from the line, the part acquired by the Department of Roads of the Province of Quebec for the enlargement of the President Kennedy highway."

Will be sold at the same time, and at the same place, all his animals comprising fifty-five (55) horned beasts and his agricultural machinery, and all his farm instruments.

To be sold "en bloc" the moveables and immoveables, at the actual place, that is at the Defendant's farm, at St-Théophile, the FIRST day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, *Deputy-Sheriff.*
January 14, 1966. 13630-3-2

[First insertion: January 22, 1966.]
[Second insertion: February 12, 1966.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 14,645. NIAGARA FINANCE CO. LTD., corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, demanderesse, *vs* ALBINA & ANTONIO MAILLOUX, résidents à Stanbridge East, district de Bedford, et JEAN JACQUES MAILLOUX des mêmes lieux, défendeurs.

Un terrain formant partie des lots numéros 2157 et 2160 avec maison de briques et dépendances y érigées, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge.

Ledit terrain étant décrit comme suit, savoir;

a) Un terrain de forme rectangulaire étant partie du lot numéro deux mille cent cinquante-sept (Pt. no 2157) dudit cadastre, borné comme suit:

Sud, par le chemin public; ouest, par une autre partie du lot no 2157; nord, par le lot no 2160; est, par partie du lot no 2157; mesurant deux cent huit pieds et sept dixièmes (208.7′) de largeur, par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur. Contenant en superficie, quatre cent trente-deux millièmes d'acre (0.432 acre), mesures anglaises.

Le coin sud-ouest de ce terrain est situé à une distance de neuf cent trente-sept pieds et trois

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 14,645. NIAGARA FINANCE CO. LTD., body politic, legally constituted, having its head office in the town of Montreal, Province of Quebec, plaintiff, *vs* ALBINA & ANTONIO MAILLOUX, residing at Stanbridge East, district of Bedford, and JEAN JACQUES MAILLOUX, of same place, defendants.

A lot of land forming part of lots numbers 2157 and 2160 with brick house and dependencies thereon erected, designated on the official plan and book of reference of the township of Stanbridge.

The said lot of land being described as follows, to wit:

(*a*) A lot of land of restangular figure forming part of lot number two thousand one hundred and fifty-seven (Pt. No. 2157) of said cadaster, bounded as follows:

South, by the public road; west by another part of lot No. 2157; north, by lot No. 2160; east, by part of lot No. 2157; measuring two hundred and eight feet and seven tenths (208.7′) in width, by ninety feet (90′) in depth. Containing in superficial area, four hundred and thirty-two thousandths of an acre (.0432 acre), English measures.

The southwest corner of this lot of land is situated at a distance of nine hundred and

dixièmes (937.3′) du point d'intersection de la ligne est du lot no 2164 avec la ligne nord du chemin public.

b) Un terrain de forme rectangulaire étant partie du lot numéro deux mille cent soixante (Pt. no 2160) du susdit cadastre, borné comme suit:

Au sud, par cette partie du lot no 2157 ci-dessus décrite; à l'ouest, au nord et à l'est, par une autre partie dudit lot no 2160; mesurant deux cent huit pieds et sept dixièmes (208.7′) de largeur, par cent dix-huit pieds et sept dixièmes (118.7′) de profondeur contenant en superficie, cinq cent soixante-huit millièmes d'acre (0.568 acre), mesures anglaises.

Les lignes est et ouest dudit terrain sont sur le prolongement en ligne droite vers le nord des lignes est et ouest de cette partie du lot no 2157, ci-dessus décrite.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de St-Damien à Bedford, district de Bedford, comté de Missisquoi, JEUDI, le, VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg, P.Q.,
Ce 18 janvier 1966. 13631-3-2-o

thirty-seven feet and three tenths (937.3′) from the point of intersection of the east line of lot No. 2164 with the north line of the public road.

(*b*) A lot of land of rectangular figure forming part of lot number two thousand one hundred and sixty (Pt. No. 2160) of the aforesaid cadaster, bounded as follows:

To the south, by this part of lot No. 2157, hereinabove described to the west, north and east, by another part of said lot No. 2160; measuring two hundred and eight feet and seven tenths (208.7′) in width, by one hundred and eighteen feet and seven tenths (118.7′) in depth, containing in superficial area five hundred and sixty-eight thousandths of an acre (0.568 acre) English measures.

The east and west lines of said lot of land are on the prolongation in straight line towards north of the east and west lines of this part of lot No. 2157, hereinabove described.

To be sold at the parochial church door of St-Damien at Bedford, district of Bedford, county of Missisquoi, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sweetsburg, P.Q.
January 18, 1966. 13631-3-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District de Hauterive

Hauterive, à savoir: No 2416. { ROLAND TREMBLAY & FILS, corporation légalement constituée,

ayant son siège social à Hauterive, district de Hauterive, demandeur, *contre* JOHN BÉLANGER, domicilié et résidant à Les Buissons, district de Hauterive, défendeur.

Une maison construite sur le lot trois (3), au cadastre officiel du canton Manicouagan, rang Rivière aux Outardes, le défendeur occupant ledit lot suivant billet de location du Ministère de la Colonisation, propriété du défendeur, John Bélanger, domicilié à Les Buissons, district de Hauterive au plan et livre de renvoi du cadastre officiel avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Les Buissons district de Hauterive, comté de Saguenay, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1966 à ONZE heure de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

Bureau du Député Shérif,
Baie Comeau, 31 janvier 1966. 13849-6-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 22,298. { DR VICTOR LACOURSIÈRE, médecin, domicilié à La Malbaie, district de

Saguenay, demandeur *vs* ISIDORE CORBEY, domicilié à Paul Baie près de Forestville, district de Hauterive, défendeur.

Une maison construite sur les lots 36 et 37 rang 12 au cadastre officiel du canton Laval Forestville dans le comté de Saguenay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ledit terrain détenu par billet de location.

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District of Hauterive

Hauterive, to wit: No. 2416. { ROLAND TREMBLAY & FILS, a corporation legally incorporated,

having its head office at Hauterive, district of Hauterive, plaintiff, *vs* JOHN BÉLANGER, domiciled and residing at Les Buissons, district of Hauterive, defendant.

A house built on lot three (3) of the official cadaster of the township of Manicouagan, Rivière-aux-Outardes Range, the defendant occupying the said lot, pursuant to a ticket of location from the Department of Colonization, property of the defendant, John Bélanger, domiciled at Les Buissons, district of Hauterive on the plan and book of reference of the official cadaster, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Les Buissons, district of Hauterive, county of Saguenay, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Baie Comeau, January 31, 1966. 13849-6-2

Fieri Facias de Terris
District of Saguenay

Superior Court, No. 22,298. { DR. VICTOR LACOURSIÈRE, doctor, domiciled at La Malbaie, district

of Saguenay, plaintiff; *vs* ISIDORE CORBEY, domiciled at Paul Bay, near Forestville, district of Hauterive, defendant.

A house built on lots 36 and 37, range 12 on official cadaster for the township of Laval Forestville in the county of Saguenay, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said lot of land is held by ticket of location.

Pour être vendu à la porte de l'église de Forestville, district de Hauterive, comté de Saguenay, le PREMIER jour d'AVRIL 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif.

Bureau du Shérif, LOUIS DROUIN.
Baie Comeau, 7 février 1966. 13912-6-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Hauterive

Cour du Magistrat No 9346. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES de la municipalité scolaire de Hauterive corps politique dûment incorporé avec siège social sur son territoire demandeur, *vs* FÉLIX GAGNON, domicilié à Hauterive, district de Hauterive, défendeur.

Le lot F-17 (prime) de figure irrégulière borné vers le nord par le lot F-10 vers l'est par les lots F-13 à F-16 vers le sud par le lot 24 et vres l'ouest par le lot F-18 mesurant soixante-cinq pieds (65.00) vers le nord deux cent trente pieds et trois dixièmes (230.03) vers l'est soixante-dix pieds (70.00) vers le sud et deux cent vingt et un pieds et six dixièmes (221.06) vers l'ouest, contenant en superficie quinze mille deux cent trente-six pieds carrés, mesure anglaise, (15,236) avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hauterive, district de Hauterive, comté de Saguenay, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif.

Bureau du Député-Shérif, LOUIS DROUIN.
Baie Comeau, 7 février 1966. 13911-6-2-o

To be sold at the church door of Forestville, district of Hauterive, county of Saguenay, on the FIRST day of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

LOUIS DROUIN,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Baie Comeau, February 7, 1966. 13912-6-2

Fieri Facias de Terris
District of Hauterive

Magistrate's Court, No. 9346. { THE SCHOOL COMMISSIONERS of the municipality of Hauterive body politic duly incorporated with head office on their territory, plaintiffs, *vs* FÉLIX GAGNON, domiciled at Hauterive, district of Hauterive, defendant.

Lot F-17 (prime) of irregular figure bounded toward the north by lot F-10 toward the east by lots F-13 to F-16 toward the south by lot 24 and toward the west by lot F-18 measuring sixty-five feet (65.00) toward the north two hundred and thirty feet and three tenths (230.03) toward the east seventy feet (70.00) toward the south and two hundred and twenty-one feet and six tenths (221.06) toward the west, containing in area fifteen thousand two hundred and thirty-six square feet, English measure, (15,236) with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Hauterive, district of Hauterive, county of Saguenay, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS DROUIN,
Office of the Deputy-Sheriff, *Deputy-Sheriff.*
Baie Comeau, February 7, 1966. 13911-6-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8962. { ARTHUR MARINIER, menuisier, domicilié en la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, *vs* PHILIPPE CORBEIL, domicilié à St-André Avellin, comté de Papineau, district de Hull, défendeur.

« Un terrain désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-André Avellin, sous partie des lots de terre numéros quatre cent dix-huit, quatre cent vingt et un, quatre cent vingt-deux, et plus particulièrement décrits comme suit: Commençant à un point situé sur le chemin de Ste-Julie et sur la ligne de division entre le terrain présentement décrit et la propriété de monsieur Marcel Filion, de là part une droite suivant le chemin public, dans une direction nord-ouest sur une distance de cent pieds (100′); de là en direction sud-ouest sur une distance de deux cent quatre-vingt-dix-huit pieds et six dixièmes de pieds (298.6′); de là en direction nord-est suivant une ligne brisée, allant du nord-ouest au sud-est et mesurant successivement trente-neuf pieds et six dixièmes de pied (39.6′), trente pieds et neuf dixièmes de pied (30.9′) et soixante-dix-neuf pieds (79′); de là en direction nord-est suivant une distance de cent quatre-vingt-neuf pieds (189′), soit jusqu'au point d'origine de la présente description. Les mesures sont anglaises. Ce terrain est borné en front, au nord-est par le chemin Ste-Julie, au sud-est par la propriété

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8962. { ARTHUR MARINIER, carpenter, domiciled in the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* PHILIPPE CORBEIL, domiciled at St-André Avellin, county of Papineau, district of Hull, defendant.

"A piece of land designated on the official cadastre of the parish of St-André Avellin, under part of lots of land numbers four hundred and eighteen, four hundred and twenty-one, four hundred and twenty-two, and more particularly described as follows: starting at a point situated on the road of Ste-Julie and on the division line between the land presently described and the property of Mister Marcel Filion, thence by a straight line following the public road, in a north-westerly direction by a distance of one hundred feet (100′); thence in a south-westerly direction by a distance of two hundred and ninety-eight feet and six-tenths of a foot (298.6′); thence in a northe asterly direction following a broken line, going from the northwest to the southeast and successively measuring thirty-nine feet and six tenths of a foot (39.6′), thirty feet and nine tenths of a foot (30.9′) and seventy-nine feet (79′); thence in a northeasterly direction following a distance of one hundred and eighty-nine feet (189′), being at the original point of the present description. The measures are English. This land is bounded in front, on the

de monsieur Marcel Filion pour partie et de Dame Romuald Malette pour le reste au nord-ouest, pour partie, la propriété de Mme François Bourgeois et au sud-est par parties desdits lots 421 et 422, propriété de Dame Romuald Malette. Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, « en bloc », à la porte de l'église St-André Avellin, à St-André, le VINGT-CINQUIÈME, jour de FÉVRIER, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Ce 17 janvier 1966.

13662-3-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8451.

EMILE MASSIE, contracteur en peinture, domicilié au 25 de la rue Sherbrooke, dans les cité et district de Hull, demandeur, *vs* J. D. BERGERON, contracteur, domicilié au no 101 de la rue Maple Grove, dans le village de Lucerne, district de Hull, défendeur.

« Un immeuble situé dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant les lots cent vingt-et-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre et la moitié sud du lot cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire seize « D » (16D-121, 122, 123, 124 et ½ sud 125) dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull; ladite moitié sud est plus particulièrement décrite et bornée comme suit: à l'est par Maple Grove; au sud par le lot 16D-124; à l'ouest par les subdivisions du lot primitif 17A; au nord par la moitié nord dudit lot 16D-125. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église St-Médard, à Deschesnes, district de Hull, le QUINZIÈME jour de MARS, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 7 février, 1966.

13899-6-2-o

northeast by the Ste-Julie road, on the southeast by the property of Mister Marcel Filion partly and Mrs. Romuald Malette for the remainder, on the northwest partly, by the property of Mrs. François Bourgeois and on the southeast by parts of the said lots 421 and 422, property of Mrs. Romuald Malette. With buildings constructed thereon.

To be sold, "en bloc", at the church door of St-André Avellin, at St-André, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 17, 1966.

13662-3-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8451.

EMILE MASSIE, paint contractor, domiciled at 25 Sherbrooke St., in the city and district of Hull, plaintiff, *vs* J. D. BERGERON, contractor, domiciled at number 101 Maple Grove St., in the village of Lucerne, district of Hull, defendant.

"An immoveable situated in the township of Hull, county of Gatineau, province of Quebec, comprising the whole of this property known and designated as being lots one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three and one hundred and twenty-four and the south half of lot one hundred and twenty-five of the offiicial subdivision of original lot sixteen "D" (16D-121, 122, 123, 124 and ½ south 125) in the first range on official plan and book of reference for the township of Hull; the said south half is more particularly described and bounded as follows: On the east by Maple Grove; on the south by lot 16D-124, on the west by the subdivisions of original lot 17A; on the north by the north half of said lot 16D-125. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the church door of St-Médard, at Deschesnes, district of Hull, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 7, 1966.

13899-6-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 25-038 A

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, coprs politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* RIVARD RIOUX, cultivateur de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

« 1° Une terre située au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, contenant deux arpents de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise sous le numéro quarante-trois (43), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sauf à distraire les bâtisses et autres améliorations qui peuvent

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 25-038 A

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having head office at Quebec, plaintiff, *vs* RIVARD RIOUX, farmer of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, defendant.

To be sold "en bloc" the following immoveables:

"1. A piece of land situated on the first range of the parish of Ste-Françoise, containing two arpents in width by forty-two arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Françoise under number forty-three (43), with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to distract the buildings and other improvements which may

appartenir aux personnes tenant à loyer des emplacements sur ladite terre et à la réserve des droits appartenant à la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent pour le passage de sa ligne de transmission électrique, suivant servitude enregistrée sous le numéro 77,445.

2° Un circuit de terre situé au troisième rang de ladite paroisse de Ste-Françoise, contenant quatre arpents de front sur environ sept à huit arpents de profondeur, borné au nord au deuxième rang, au sud au chemin de front, à l'est à Paul-Étienne Damours ou représentant et à l'ouest à Joseph Côté ou représentant, lequel circuit de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Françoise comme faisant partie des lots numéros deux cent quatre-vingt-onze et deux cent quatre-vingt-douze (291-ptie et 292-ptie), circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, ce 7 février 1966.

13914-6-2-o

[Première insertion: le 12 février 1966]

belong to the persons leasing emplacements on the said piece of land and subject to the rights belonging to the Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent for the passing of its electrical transmission line, according to the servitude registered under number 77,445.

2. A land circuit situated on the third range of the said parish of Ste-Françoise, containing four arpents in front by about seven to eight arpents in depth, bounded on the north by the second range, on the south by the highway in front, on the east by Paul-Étienne Damours or representative and on the west by Joseph Côté or representative, which land circuit is now known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of Sainte-Françoise as being part of lots numbers two hundred and ninety-one and two hundred and ninety-two (291-pt and 292-pt), circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rivière-du-Loup, February 7, 1966.

13914-6-2

[First insertion: on February 12, 1966]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: LÉONARD DUBÉ, en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Bernard, demandeur, *vs* RENÉ DUBOIS, défendeur.
No 501 908.

Un emplacement ayant front sur la deuxième Avenue, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille quatrecent soixante-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2 73) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins:

Avec la maison portant les numéros 5792 à 5796 de ladite 2e Avenue, dont les murs latéraux sont mitoyens, avec les propriétés adjacentes, et dépendances y érigées.

À distraire cependant dudit lot, la partie nord-ouest vendue à M. Raoul Moquin, suivant l'acte de vente passé devant Me P.-E. Paquin, notaire, et enregistré à Montréal, sous le No 912251 comprenant tout le terrain sur lequel est érigée la moitié du mur entre la maison précitée et celle de M. Moquin, rendu mitoyen par ledit acte de vente, ce terrain mesurant six pouces de largeur sur 40 pieds et un dixième de profondeur.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes, ou occultes, attachées audit immeuble et spécialement avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 17 janvier 1966. 13632-3-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: LÉONARD DUBÉ, in his capacity as tutor to his minor son, Bernard, plaintiff, *vs* RENÉ DUBOIS, defendant.
No. 501 908.

An emplacement having frontage on Second Avenue in Rosemount Ward, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two thousand four hundred and seventy-three of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-2473) in the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by seventy-eight feet in depth, English measure, more or less:

With a house bearing numbers 5792 to 5796 on the said 2nd Avenue, the lateral walls of which are common, with the adjacent properties, and dependencies thereon erected.

To be withdrawn from the said lot, however, is the northwest part sold to Mr. Raoul Moquin, according to a deed of sale drawn up before Me P.-E. Paquin, notary, and registered in Montreal under No. 912251 comprising the entire terrain on which is erected half of the walt between the aforementioned house and that of Mr. Moquin, which was made common by the said deed of sale, this terrain measuring six inches in width by forty and one-tenth feet in depth.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable and especially with a right of way in the lane in the rear in common with all others having right thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, the TWENTY-FIFTH day of the month of FEBRUARY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 17, 1966. 13632-3-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 693 022. { COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL, demanderesse, *vs* GORDON WALTER RADFORD, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Aubin, dans la ville de St-Laurent, connu comme étant la subdivision soixante-trois du lot originaire quatre cent soixante-quinze (475-63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 965, rue St-Aubin, et dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Comme ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte, avec et sujette à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui peuvent affecter ladite propriété. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER, 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 janvier 1966. 13633-3-2

Fieri facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 684 995. { ANTOINE GIRARD, demandeur, *vs* DOMINIQUE BEAUREGARD, défendeur,

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Pierre, en la ville de Lemoyne, composé:

A) de la subdivision numéro 79 du lot originaire numéro 152 du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

B) d'une partie de la subdivision numéro 78 du lot originaire numéro 152, audit cadastre officiel, mesurant 27 pieds de largeur par 96 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au nord par ladite rue St-Pierre, en arrière au sud par les subdivisions du lot originaire 150, d'un côté par le lot 152-79, ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 152-78, avec les bâtisses dessus construires, portant les numéros civiques 1862-1864, rue St-Pierre, en la ville de Lemoyne. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 17 janvier 1966. 13664-3-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 694 744. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse *vs* BENJAMIN J. COSSMAN, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la 6e avenue dans le village de Pincourt, comté de Vaudreuil, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cent soixante-dix-neuf du lot originaire numéro cent soixante-dix-huit (178-179) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, mesurant

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 693 022. { MONTREAL LIFE INSURANCE COMPANY, plaintiff, *vs* GORDON WALTER RADFORD, defendant.

"An emplacement fronting on St-Aubin Street in the town of St. Laurent, known as subdivision sixty-three of original lot four hundred and seventy-five (475-63) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, measuring fifty feet in width by a depth of seventy-five feet English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 965 St. Aubin Street of which the north west wall is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appartenances, without exception or reserve of any kind, with and subject to all servitudes active or passive, apparent or unapparent which may affect the said property."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of the month of FEBRUARY 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 17, 1966. 13633-3-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 684 995. { ANTOINE GIRARD, plaintiff, *vs* DOMINIQUE BEAUREGARD, defendant.

"An emplacement fronting on St-Pierre Street, in the town of Lemoyne, composed:

A) of subdivision number 79 of original lot number 152 of the official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil;

B) a part of subdivision number 78 of original lot number 152, on the official cadastre, measuring 27 feet in width by 96 feet in depth, English measure and more or less, bounded in front on the north by the said St-Pierre Street, in the back on the south by the subdivisions of original lot 150, on one side by lot 152-79, hereabove described, and on the other side by the residue of said lot 152-78, with the buildings constructed thereon, bearing civic numbers 1862-1864, St-Pierre Street, in the town of Lemoyne."

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-FOURTH day of the month of FEBRUARY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 17, 1966. 13664-3-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 694 744. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* BENJAMIN J. COSSMAN, defendant.

"That certain emplacement fronting on 6th Avenue in the village of Pincourt, county of Vaudreuil, known and designated as subdivision lot number one hundred and seventy-nine of original lot number one hundred and seventy-eight (178-179) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile

60 pieds de largeur en front et en arrière, sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique No 70 de ladite 6e avenue. ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Lorette et Pincourt (Ile Perrot), le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 17 janvier 1966. 13665-3-2

Perrot, measuring 60 feet in width in front and in rear, by 100 feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic No. 70 in said 6th Avenue.".

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame de Lorette at Pincourt (Ile Perrot), on the TWENTY-FOURTH day of the month of FEBRUARY 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 17, 1966. 13665-3-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 137-532. THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, P.Q. *contre* GEORGES LEPAGE, résidant à Château d'Eau, district de Québec, P.Q. et LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement sis et situé en la ville de Château d'Eau, comté de Québec, connu comme étant la subdivision onze du lot originaire sept cent soixante-et-un (761-11) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, maintenant ville de Château d'Eau, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Château d'Eau, comté de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 4 février 1966. 13913-6-2-o
[Première insertion: 12 février 1966.]
[Deuxième insertion: 5 mars 1966.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 137-532. THE ROYAL TRUST COMPANY, a legal corporation, having its head office at Montreal and a business place in the city and district of Quebec, P.Q. *vs* GEORGES LEPAGE, residing at Château d'Eau, district of Quebec, P.Q., and THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC, mis-en-cause.

"A piece of land or emplacement lying or situated in the town of Château d'Eau, county of Quebec, known as being subdivision eleven or original lot seven hundred and sixty-one (761-11) of the official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, now town of Château d'Eau, with the house constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Château d'Eau, county of Quebec, the EIGHTEENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, February 4, 1966. 13913-6-2
[First insertion: February 12, 1966.]
[Second insertion: March 5, 1966.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-559. CIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité de Montréal, dit district, demanderesse, *vs* CHARLES-H. D'ANJOU, de la paroisse de Nazareth, district de Rimouski, défendeur.

Le lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro treize (13-23) au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro civique 558, de la rue LaSalle, à Nazareth, Rimouski.

Pour être vendu au bureau du Député-Shérif, au 2ième étage, Palais de Justice de Rimouski, le VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 17 janvier 1966. 13634-3-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-559. MONTREAL LIFE INSURANCE CO., a corporation legally constituted, having its head office in the city of Montreal, said district, plaintiff, *vs* CHARLES-H. D'ANJOU, of the parish of Nazareth, district of Rimouski, defendant.

Lot number twenty-three of the official subdivision of lot number thirteen (13-23) on the official cadaster for the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bearing civic number 558 LaSalle St., in Nazareth, Rimouski.

To be sold at the Deputy-Sheriff's Office, second floor, Court House of Rimouski, on the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, January 17, 1966. 13634-3-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-085. { SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* MAURICE GAGNÉ, restaurateur, de l'endroit appelé St-Léon le Grand, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de St-Léon le Grand, contenant cinquante-six pieds de front au chemin, soixante-douze pieds de largeur, à l'arrière, sur soixante-dix pieds de profondeur, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept-neuf (Pte. 27-9) du cadastre officiel du rang un du canton Pineault, avec la maison y érigée circonstances et dépendances, ledit terrain borné au nord et à l'est au terrain de Léonard Imbeault, au sud au chemin, à l'ouest au terrain d'Alphonse Levesque.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon le Grand, le VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER, 1966, à DEUX heures de l'après-midi. (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 17 janvier 1966. 13635-3-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No 32-085. { SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., a corporation legally constituted, having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE GAGNÉ, restaurateur, of the locality called St-Léon le Grand, district of Rimouski, defendant.

A lot of land situate in the parish of St-Léon le Grand, containing fifty-six feet in front on the road, seventy-two feet in width on the rear, by seventy-feet in depth, forming part and to withdraw from the lot known and designated under number twenty-seven-nine (P. 27-9) of the official cadaster of range one in Pineault Township, with the house thereon erected, circumstances and dependencies, the said lot of land bounded on the north and east by the land of Léonard Imbeault, on the south by the road, on the west by the land of Alphonse Levesque.

To be sold at the church door of the parish of St-Léon le Grand, on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY 1966, at TWO o'clock in the afternoon. (Atlantic time)

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.
Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, January 17, 1966. 13635-3-2

INDEX No 6

ACTION — ***ACTION***
en séparation de biens — ***for Separation as to Properties***
Huet *vs* Boire 1020

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***
133 – Nombre de véhicules susceptibles de former un ensemble de véhicules 1019
133 – Number of vehicules liable to form a combination of motor vehicles 1019
159 – Salariés de garage, Rouyn-Noranda 1010
159 – Garage employees, Rouyn-Noranda 1010
160-A – Alimentation au détail, Québec 1016
160-A – Retail food products, Québec 1016
160-B – Robe, Province 1017
160-B – Dress, Province 1017

AVIS — ***NOTICES***
Bobot, Naftali Lucien Gilbert (*Requête – Petition*) 1020
Chin, Lip Mon (George) (*Requête – Petition*) 1025
Compagnie Gaspesia, Limitée (La) (*Barrage*) 1024
Corporation des Ingénieurs du Québec (*Suspension*) 1020
Corporation of Engineers of Quebec (*Suspension*) 1020
Discours du Trône (*Ouverture*) 1021
Église Baptiste de St-Constant (L') (*Requête – Petition*) 1020
Gaspesia Pulp & Paper Company, Limited (*Dam*) 1024
Hum, Sing Wing (*Requête – Petition*) 1025
Seto, Kuo Chong (*Requête – Petition*) 1025
Speech from the Throne (*Opening*) 1021

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***
Caisse d'Économie des employés de Atlas Asbestos (*Form.*) 1025

COMPAGNIES — ***COMPANIES***
Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***
Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***
Champion Savings Corporation Limited. 1026
Corporation d'Épargnes Champion limitée 1226
Genelco Finance Limited 1025
Thunder Bay Nickel Mining Corporation Limited 1026

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***
Burma Realties Inc. 1027
Club de la Gérance de la Compagnie Électrique du Saguenay Incorporé 1027
Duval (Edgar) Inc 1027
Forest Frères Ltée 1027
Industrial Life Holding Ltd. 1028
Kensington Realties Inc. 1027

Chartes — Abandon de (*suite*)

Charters — Surrender of (*continued*)

Lorman Realty Inc. 1026
Plastainers Limited. 1027
Ruby Foo's Enterprises Ltd. 1026
West-End Insurance Agencies Inc. 1027

Divers

Miscellaneous

Administration Commerciale inc. (*Dir.*) 1029
Anjou Businessmen's Association (*Dir.*)-(*By-laws*) 1028
Association des gardes-bébés de la province de Québec (L') (*Règl.-By-laws*). 1029
Association des hommes d'affaires d'Anjou (*Règl.*) (*Dir.*). 1028
Association provinciale des infirmiers du Québec (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*). 1029
Cité des Jeunes de Vaudreuil (La) (*Règl.-By-laws*) 1029
Camp pour enfants diabétiques de Québec, inc. (*Dir.*) (*Règl.*) 1031
Commercial Administration Inc. (*Dir.*). 1029
Centre de loisir du Lac de l'Est inc. (Le)(*Règl.-By-laws*). 1031
Dallaire Dairy Ltd. (*Dir.*). 1029
De Martin-Marona of Canada Ltd. (*Dir.*). 1031
De Martin-Marona du Canada ltée (*Dir.*). 1031
Entreprises Repentigny inc. (Les)(*Dir.*). 1031
Fédération Domremy (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*). 1030
Filterlite Aluminum Products Ltd. (*Dir.*). 1028
Fonds industriels Québécois ltée (*Dir.*). 1030
Laiterie Dallaire ltée (*Dir.*). 1029
Locations Rocheleau limitée (Les) (*Dir.*). 1030
Machine Repair & Maintenance Corp. (*Dir.*). 1029
Manufacturers Holdings, Limited (*Dir.*) 1031
Marché Cloutier ltée (*Dir.*). 1028
Montreal Sappers Incorporated (*Règl.-By-laws*). 1030
Mortgage and Discount Corporation of Canada (*Dir.*). 1028
Ouellet et frères (Kamouraska) inc. (*Dir.*). 1030
Parizeau (Gérard), ltée (*Dir.*) (*Erratum*). 1032
Penarroya Canada limitée (*Dir.*). 1030
Placements Lucas inc. (*Dir.*). 1029
Quebec Camp for Diabetic Children Inc. (*Dir.*) (*By-laws*). 1031
Quebec Industrial Funds Ltd. (*Dir.*). 1030
Repentigny Enterprises Inc. (*Dir.*). 1031
Rocheleau Leasing Limited (*Dir.*). 1030
Service des loisirs St-Jean (*Règl.-By-laws*). 1032
Tréco (1964) Ltd. (*Dir.*). 1031
Tréco (1964) ltée (*Dir.*). 1031

Lettres patentes

Letters Patent

Anjou Businessmen's Association. 972
Association des hommes d'affaires d'Anjou. 972
Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec inc. (L'). 972
BLH Company Limited. 973
BLH compagnie limitée. 973
Blain inc. 973
Bonaventure Tobacco Shops Inc. 973
Boucher, (J. Édouard) ltée. 974
Boucher (Émilio) ltée. 974
Brien (Gérard) & fils inc. 974
Cadieux (Jean-Paul) inc. 975
Cameo Crafts Incorporated. 975
Carrières Dunham inc. 975
Cartier (Léopold) & fils inc. 976
Central Department Store Inc. 976
Centrale d'ambulances inc. (La). 976
Chase International Co. Ltd. 977
Château Laurier (Mont-Laurier) inc. 977
Chatel automobiles ltée. 977
Chevaliers de Laval inc. (Les). 978
Cie de construction Coronet ltée (La). 979
Cine-Lab Inc. 978
Cinéma de Montréal inc. 978
Club Beauloisir inc. 979
Compo inc. 979
Coronet Construction Co. Ltd. 979
Cossette & Jacob inc. 980
Cra-Val Holdings Inc. 980
Débits de tabac Bonaventure inc. 973
Dunham Quarries Inc. 975
Deschambeault Auto Ltd. 980
Eastern Metro Chemicals Corp. 981
École Supérieure de boucherie & charcuterie inc. 981
Edison Electrical Supplies Ltd 981
Entreprises ciné-diffusion inc. 982
Entreprises Laguë ltée (Les) 982
Entreprises Moreault ltée 982
Épic Construction Ltd. 983
Épic construction ltée 983
Epirotian Society of Montreal 983
Filo (Louis) Building & Supply Co. Ltd. 983
Fréchette (Jean) auto ltée 984
Friedman (Charles) inc. 984
GM Printing Inc. 987
Gagné (Roland) & associés inc. 984
Ga-Ma Packaging Specialty Ltd. 1001
Garage St-Jean (1964) inc. 985
Gascony Investments Ltd. 985
German Canadian Community Service Inc. 1000
Girard (L. P.) lavage de vitres inc. 985
Grenier (L. P.) & fils inc. 986
Grenier (L. P.) & Son Inc. 986
Hood Securities (Quebec) Ltd. 986
Hôtel Legault inc. 986
Ideal Lamp Shade Mfg. Ltd. 986
Imprimerie G M inc. 987
Imprimerie Sept-Iles ltée 987
Industries Beaumont inc. (Les) 987
Intercity Food Services Ltd. 988
Investissements Chartier inc. (Les) 988
Investissements Édouard B. Poulin inc. (Les) 988
Investissements Paul E. Poulin inc. (Les) 989
Irrigations Fairway du Québec inc. (Les) 998
Jetté, Bousquet, Laflamme inc. 989
Jobin ltée 989
Keystone Investment Corporation 990
L. L. B. inc. 990
L & T Instrument Co. 990
Layborn Electronics Inc. 991
Lebovitz (Donald) & Associates Ltd. 991
Lebovitz (Donald) & associés ltée 991
Lemieux (J. M.) inc. 991
Lewis (Edward) Inc. 992
Libco inc. 992
Litwin (H. J.) Holdings Inc. 992
Locations Rocheleau limitée (Les) 993
Loisirs d'Adamsville inc. (Les) 993
Loisirs Ste-Jeanne d'Arc inc. 993
Lyra Designs Ltd. 994
Marché Michaud inc. 994
Marigide (F.) inc. 994

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Montreal Air Leasing Inc. 995
Montreal Beef Pakers Ltd. 995
Moreault Enterprises Ltd. 982
Murray auto ltée 995
O. T. J. de la Rédemption (L') 996
O. T. J. de Ste-Félicité inc. 996
O. T. J. St-Bernard inc. 996
Owl's Head Development Inc. 997
Parkdale (1965) Inc. 997
Paunard inc. 997
Petits Colonels inc. (Les) 998
Pigeon Marine & Sport Inc. 998
Quebec Fairway Irrigation Inc. 998
Quincaillerie P C M ltée 998
Restaurant de La Place inc. 999
Revue Le Sportif inc. (La) 999
Rocheleau Leasing Limited 993
Russell (C.) Limited 999
Service communautaire Canadien-Allemand inc. 1000
Sivananda Yoga Vedanta Centre 1000
Spatzner (H.) Fur Mfg. Inc. 1001
Spécialité d'emballage Ga-Ma ltée 1001
Specometal Inc. 1001
Steinmans' Investments Ltd. 1002
Sulco Limited 1002
Télé-câble Boucherville inc. 1002
Tercot Construction Inc. 1003
Têtu (Ubald) inc. 1003
Trafontaine limitée (La) 1003
Trans Ocean Travel Inc. 1004
Verbec inc. (*Erratum*) 1004
Vienna Shoe Salon Inc. 1004
Voyages Trans-Océan inc. 1004
Yvette Leather Co. Ltd. 1004

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Alnor Investments Ltd. 1005
Audet (Mèride) limitée 1005
Barbalic Steel Sales Corp. 1005
Cie de Téléphone de Disraeli (La) 1032
Cobrin's Ltd. 1005
Comfort Dress Corporation 1006
Daix Bio Energetics Inc. 1006
Donini Sales of Canada Ltd. 1006
Fédération des écoles de puériculture et de soins aux enfants malades (La) 1006
Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child (The) 1006
Fontaines d'Italie inc. (Les) 1007
Hallmark Drapery Corp. 1007
Houle (J. R.) inc. 1007
Immeubles Redpath limitée 1009
Inter-City Appliance Distributors Inc. 1007
Labelle ventilation inc. 1007
Majeau & fils ltée 1007
Marchand (Roy) limited 1008
Mitis limited 1008
Mitis limitée 1008
Multi investissements ltée 1008
Multi Investments Ltd. 1008
Oeuvre des terrains de jeux de la cité de Saint-Jean P.Q., inc. 1008
P. P. Electric Inc. 1009
P. P. électrique inc. 1009
Pavillon Normandie inc. (Le) 1009
Redpath Realties Limited 1009
Têtu (Robert) limitée 1009
Vanier (A.) of Canada Ltd. 1009
York Lighting Corporation 1010

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Albert (P.) inc. 1035
Central Ford Service Inc. 1037
Hôtel-Motel Val des Monts Inc. 1035
Industrial Import Ltd. 1036
Magasin des aviculteurs inc. (Le) 1035
Moneta Quebec Mines Limited 1035
Morin Heights Lumber Ltd. 1036
Ottawa (L'), Compagnie de Silice Ltée 1036
Ottawa Silica Company Ltd. 1036
Projets Cartier Inc. (Les) 1036

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal. 1042
Beauharnois, cité – city 1041
Bailiffs of the district of Terrebonne (The) 1042
Brien, René 1042
Charlevoix Racing Club Inc. 1038
Chapais Hydroelectric Commission 1037
Church Society of the Diocese of Quebec (The) 1043
Club de Courses Charlevoix Inc. 1038
Club de Courses Gaspé Inc. 1038
Club de Courses Jonquière Inc. 1038
Club de Courses Lévis Inc. 1039
Club de Courses Lotbinière Inc 1039
Club de Courses Portneuf Inc. 1039
Club de Courses Roberval Inc 1039
Club de Courses Vaudreuil Inc. 1040
Commission Hydroélectrique de Chapais 1037
Gaspé Racing Club Inc. 1038
Hampstead, ville–town. 1040
Hôpital Général de Lachine 1042
Huissiers du District de Terrebonne (Les) 1042
Jesuits Fathers (Religious Province of Quebec) (The) 1038
Jonquière Racing Club Inc 1038
Kirkland, ville – town 1043
Lachine, cité–city 1040
Lachine General Hospital 1042
Lévis Racing Club Inc. 1039
Lotbinière Racing Club Inc 1039
Montreal Police Benevolent and Pension Society 1042
Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec) (Les) 1038
Pointe-Claire, cité–city 1040
Portneuf Racing Club Inc 1039
Roberval Racing Club Inc 1039
Roy Barnwell, Dame Aldéa. 1041
Saint-Laurent, cité–city 1037
Société d'Agriculture du Comté de Laprairie (La) 1043
Vaudreuil Racing Club Inc 1040
Verdun, cité–city 1041

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Parfumerie L. T. Piver limitée 1043

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Shawinigan-Sud – South, ville – town (*Règl.– By-laws 217*) 1054

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

St-Michel No 2 (*Dem.–Appl.*) 1054
St-Michel No 2 (*Dem.–Appl.*) 1054

Finances ***Finance***

Assurances: *Insurance:*

Barwick & Son Limited Employees Mutual Benefit Association 1058

Richesses naturelles ***Natural Resources***

Rénovation de concessions minières.... 1055
Revocation of mining concessions..... 1055

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry of Trades of:*

Construction, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval (*Appr.*) 1056
Construction, Chicoutimi (*Mod.–Amend.*) 1056

Voirie ***Roads***

Entretien de routes discontinué..... 1057
Maintenance of roads discontinued.... 1057

NOMINATION ***APPOINTMENT***

Divers 1058
Miscellaneous 1058

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

Bureau de la division d'enregistrement de Dorchester 1061
Coming into force of the Aged Persons Assistance Act 1059
Coming into force of the Blind Persons Allowances Act 1060
Coming into force of the Disabled Persons Assistance Act 1058
Entrée en vigueur de la Loi de l'aide aux invalides 1058
Entrée en vigueur de la Loi de l'assistance aux personnes âgées 1059
Entrée en vigueur de la Loi des allocations aux aveugles 1060
Office of the Registration Division of Dorchester 1061

RÉGIE des marchés agricoles du Québec ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Marché de Québec (Lait) (*Administration*) 1061
Quebec Market (Milk) (*Administration*) 1061

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Brossard, ville – town 1064
Granby, cité – city 1062
La Tuque, ville – town 1066
St-Dominique-de-Jonquière, par..... 1067
St-Eustache, ville – town 1068
Sorel, cité – city 1063

SYNDICATS ***SYNDICATES***

Professionnels ***Professional***

Association des employés de Calko Mills Inc. F.C.A.I. (*Const.– Inc.*) 1069
Association des enseignants de la Baie des Chaleurs (*Nom – Name ch.*) 1070
Association des obstétriciens et gynécologues du Québec (L') (*Const.*).... 1070
Association of Obstetricians and Gynaecologists of Quebec (The) (*Inc.*)..... 1070
Fédération des médecins spécialistes du Québec (*Const.*) 1070
Federation of Medical Specialists of Quebec (*Inc.*) 1070
Professional Society of Hospital Pharmacists (The) (*Inc.*) 1069
Société professionnelle des pharmaciens d'hôpitaux (La) (*Const.*) 1069
Syndicat de l'industrie de la construction de Jonquière (*Nom – Name ch.*) 1070

VENTES ***SALES***

Effets non-réclamés ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway Company... 1071

Licitation ***Licitation***

Serbeniuk *vs* Piddubrywnyj..... 1071

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***

Gareau *vs* Petal 1072

Beauce ***Beauce***

Binette *vs* Dulac 1072

Bedford ***Bedford***

Niagara Finance Co. Ltd. *vs* Mailloux *et al* 1073

Hauterive ***Hauterive***

Hauterive, c.s.– s.c. *vs* Gagnon..... 1075
Lacoursière *vs* Corbey..... 1074
Tremblay (Roland) & Fils *vs* Bélanger. 1074

Hull ***Hull***

Marinier *vs* Corbeil..... 1075
Massie *vs* Bergeron..... 1076

Kamouraska ***Kamouraska***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rioux..... 1076
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Rioux..... 1076

Montréal ***Montreal***

Compagnie d'Assurance Vie de Montréal *vs* Rodford..... 1078
Dubé *vs* Dubois..... 1077
Girard *vs* Beauregard..... 1078
Montreal Life Insurance Company *vs* Radford..... 1078
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Cosman..... 1078

Québec ***Quebec***

Royal Trust Company (The) *vs* Lepage 1079

Rimouski ***Rimouski***

Cie d'Assurance Vie de Montréal *vs* D'Anjou..... 1079
Montreal Life Insurance Co. *vs* D'Anjou 1079
Société d'Entreprise de Crédit Inc. *vs* Gagné..... 1080

Taxes	*Taxes*
Abitibi comté-county	1048
Abitibi, comté – county (*Addenda*)	1052
Beauharnois, comté – county	1053
Chicoutimi, comté – county (*Correction*)	1053
Lac Saint-Jean-Est, comté	1044
Lac St-Jean-Ouest, comté (*Addenda*)	1044
Lake Saint John East, county	1044
Lake St-John-West, county (*Addenda*)	1044
Saint-Maurice, comté-county	1044

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.